

**E. Varga**

**Le capitalisme du  
XX<sup>e</sup> siècle**

**1961**

**Source :**

E. Varga, *Le capitalisme du XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions du Progrès, Moscou, [1961], 140 p.

Traduction de : Е. ВАРГА, КАПИТАЛИЗМ ДВАДЦАТОГО ВЕКА

Traduit du russe par A. ROUDNIKOV et M. YOURKEVITCH

## PRÉFACE

La présente étude n'est pas une histoire du capitalisme : elle ne pourrait d'ailleurs se réaliser dans un volume aussi réduit. Ce travail n'est qu'une tentative pour montrer les principaux changements qui ont affecté le capitalisme durant les soixante premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Ces changements ne concernent pas les fondements du capitalisme, lesquels demeurent inchangés, quoiqu'en disent ses apologistes, les social-démocrates de droite et les révisionnistes modernes, qui parlent d'un nouveau capitalisme qui différerait d'une façon radicale de celui du XIX<sup>e</sup> siècle. Les lois de l'évolution du capitalisme n'ont pas varié. Le prolétariat des pays capitalistes, pour subvenir à ses besoins, est obligé comme auparavant de vendre sa force de travail. Comme auparavant, la bourgeoisie embauche des ouvriers pour s'approprier la plus-value produite par eux. La force motrice du capitalisme est, comme toujours, le profit : sans profit, pas de production capitaliste. La classe dominante est, comme précédemment, la grosse bourgeoisie. Les modifications qui se sont produites dans l'économie capitaliste par suite de son passage au stade suprême, l'impérialisme, n'ont fait qu'accentuer les contradictions propres au capitalisme.

L'action des lois économiques du capitalisme, dans les nouvelles conditions historiques, témoigne que le capitalisme a fait son temps ; il est obligé de céder la place à un régime nouveau, progressiste. Si grande que soit la différence entre le capitalisme actuel et celui du début du XX<sup>e</sup> siècle, c'est dans son principe le même régime avec toutes ses contradictions fondamentales et insolubles.

D'autre part, la théorie de Marx selon laquelle le capitalisme est un ordre social transitoire, que ses lois le conduisent inévitablement à sa fin, en créant les forces révolutionnaires capables de le remplacer par le socialisme, cette théorie n'est plus seulement la géniale prévision scientifique émise il y a cent ans, mais une réalité vivante : à côté du capitalisme à l'agonie, le monde socialiste existe, prospère et se développe. Ce fait exerce une très grande influence sur l'économie, la politique intérieure et extérieure, ainsi que l'idéologie du capitalisme, et souligne davantage encore la caducité du système capitaliste moribond et la nécessité de le remplacer par une organisation supérieure : la société communiste.

Maintenant, ce n'est plus l'impérialisme qui est, comme auparavant, la force principale déterminant le développement historique de la société. Aujourd'hui, la situation a radicalement changé. Le contenu, la direction et les particularités principales du développement de la société humaine sont déterminés par le système socialiste mondial, par les forces qui luttent contre l'impérialisme, pour la réorganisation socialiste de la société.

\* \* \*

L'année 1900, point de départ pour l'analyse et la confrontation de l'économie capitaliste, ne marque pas une sorte de frontière sur les plans économique et politique, ne se démarque en rien des années précédentes ou postérieures.

Les statistiques que nous produisons ici ne sont qu'une illustration. C'est pourquoi nous arrondissons les chiffres afin de faciliter la lecture, d'autant plus qu'ils ne sont jamais qu'approximatifs<sup>1</sup>. Les données produites pour les années correspondantes ont été puisées aux sources officielles de l'époque. Les statistiques officielles plus récentes donnent souvent des chiffres différents. Mais pour le but que nous poursuivons, ces faibles différences n'ont aucune importance. Pour ne pas compliquer le texte et lasser le lecteur, nous ne donnerons pas en principe de références pour les sources officielles, généralement connues.

---

<sup>1</sup> Dans le domaine des sciences naturelles, il est de règle depuis longtemps de ne jamais faire de calculs à une précision dépassant celle de l'appareil de mesure ayant servi à établir les chiffres de base. (*Note de l'auteur.*)

## Chapitre Premier

### Le capitalisme au début du XX<sup>e</sup> siècle

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, on était moins informé de l'univers qui, dans l'esprit des hommes, leur paraissait plus vaste qu'aujourd'hui. Une grande partie du globe : toute la partie centrale de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, l'Ouest chinois, l'Arctique et l'Antarctique étaient inconnus ou presque. La population de la Terre ne représentait que la moitié de celle d'aujourd'hui. Le monde semblait plus vaste parce que la connaissance de la vie et des événements dans les différentes parties du globe se propageait avec lenteur, les voyages étaient beaucoup plus longs. Actuellement, la distance séparant Moscou de New York peut être franchie en dix heures, tandis qu'à l'époque il fallait 12 jours et plus. Le lieutenant-colonel Sérébrennikov de l'armée tsariste, pour se rendre en mission à Bombay, quitta le 6 novembre 1901 Tachkent, s'embarqua à Brindisi sur un navire anglais et arriva à Bombay le 8 décembre, c'est-à-dire au bout de 33 jours. Aujourd'hui, il faut une journée pour couvrir cette distance en avion. Les difficultés de déplacement exerçaient une influence notable sur les méthodes de politique étrangère : les rencontres personnelles entre chefs d'Etats ou ministres étaient très rares, une seule au cours de plusieurs années. Les rythmes de l'activité diplomatique étaient plus lents.

La vie à cette époque était plus simple qu'aujourd'hui. De nombreux objets dont on se sert quotidiennement, par exemple les postes de T.S.F., les téléviseurs, les réfrigérateurs, les autobus, les avions, etc., n'existaient pas encore ou étaient très rares. L'immense majorité des gens naissaient, vivaient et mouraient sans jamais se déplacer.

Le capitalisme était déjà au stade de l'impérialisme et régnait sans partage. Cela signifie que de gigantesques monopoles (cartels, syndicats et trusts) détenaient les plus importantes entreprises industrielles, chemins de fer, etc., ce qui les plaçait dans une situation extrêmement avantageuse pour la production des marchandises industrielles. Ils dominaient le marché intérieur, le contrôlaient parfois. Les monopoles des différents pays s'affrontaient dans une lutte acharnée pour la conquête des marchés extérieurs, les sphères de placement des capitaux et les sphères d'influence. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, ils avaient pratiquement partagé le monde en empires économiques. Cependant, par rapport au niveau actuel, les forces productives du capitalisme étaient beaucoup moins développées. L'immense majorité de la population du globe était illettrée, et sa valeur professionnelle très basse. Les maladies infectieuses et le taux très élevé de la mortalité infantile diminuaient la durée moyenne de la vie.

L'agriculture constituait l'activité principale de la population. Même dans les pays capitalistes hautement évolués (à l'exception de l'Angleterre), l'agriculture occupait autant ou plus de travailleurs que l'industrie. Ainsi en Allemagne, en 1895, l'agriculture et l'industrie employaient un nombre égal de personnes, 8,3 millions respectivement ; en outre, 1,4 million de personnes s'adonnaient à l'agriculture, à titre accessoire. Aux Etats-Unis, l'agriculture occupait 9,6 millions de personnes en 1900 ; l'industrie minière et de transformation, 7,6 millions. En Russie tsariste, l'immense majorité de la population se livrait à l'agriculture.

Dans la plupart des pays, on travaillait la terre surtout à l'araire, la récolte s'effectuait principalement à la faux ou à la faucille ; le battage se faisait à la main ou par traction animale. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, seuls l'Europe occidentale et les Etats-Unis employaient largement les charrues en acier. Même aux Etats-Unis, qui furent les premiers à utiliser des machines dans l'agriculture, de tout le matériel agricole évalué à 20,4 milliards de dollars, les machines et instruments ne représentaient que 750 000 dollars. On n'employait alors ni tracteurs, ni camions, ni moissonneuses-batteuses.

L'industrie se trouvait à un niveau beaucoup plus bas de développement technique qu'aujourd'hui. Les fabriques et usines étaient pour l'essentiel pareilles à celles dont parle Marx dans *le Capital* : chaudières à vapeur, courroies de transmission et machines d'opération. L'électricité commençait seulement à pénétrer dans la production ; l'énergie électrique était presque tout entière absorbée par l'éclairage. A la fin de 1899, l'industrie des Etats-Unis utilisait (en millions de ch)<sup>1</sup> :

Installations à vapeur	Moteurs à combustion	Energie hydraulique	Moteurs électriques	Total de l'énergie
8,19	0,13	1,45	0,50	10,2

Pour chaque ouvrier industriel, on comptait 2,1 ch de puissance énergétique et moins de 2 000 dollars de capital. (Dans les autres pays encore moins apparemment.) Les machines, bien entendu, étaient plus perfectionnées que dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais on ne connaissait pas encore ni la direction dite scientifique de la production, ni le travail à la chaîne.

Pour 100 ouvriers, l'industrie des U.S.A. ne comptait que six employés. Bien que les monopoles occupassent déjà à cette époque une situation dominante, nombreux étaient les capitalistes qui géraient eux-mêmes leurs entreprises.

Locomotives et chevaux étaient les moyens de transport terrestre. Aux U.S.A., les transports ferroviaires consommaient trois fois plus d'énergie que l'industrie. Les automobiles n'existaient pratiquement qu'aux Etats-Unis : en 1900, on en dénombrait 8 000. En Angleterre, jusqu'en 1906, une loi prescrivait que chaque automobile devait être précédée d'une personne portant pavillon rouge pour protéger les piétons. Sur les mers, il y avait à peu près autant de voiliers que de bateaux à vapeur, mais le tonnage de ces derniers et particulièrement leur capacité de trafic étaient déjà de beaucoup supérieurs.

La technique militaire était encore plus primitive. En principe, elle différait très peu de celle de l'époque des guerres napoléoniennes : même infanterie armée de fusils (la mitrailleuse «Maxim» existait déjà, mais était très peu répandue) ; même cavalerie, même artillerie hippomobile. Il est vrai que les fusils et canons étaient plus perfectionnés que ceux de l'époque précédente, mais on ne faisait pas usage des nouveaux modèles. On considérait comme des nouveautés la poudre sans fumée, le téléphone de campagne. L'armée n'avait ni

---

<sup>1</sup> « Technological Trends and National Policy ». Report of the Subcommittee on Technology to the National Resources Committee, Washington 1937, p. 251.

Nous citons surtout les chiffres relatifs aux U.S.A., où les recensements industriels étaient réalisés de façon régulière.

moyens de transport motorisés, ni chars, ni avions. En 1910, le ministre de la Guerre anglais déclarait au parlement : « Nous ne pensons pas qu'on puisse dans quelque mesure que ce soit utiliser les avions à des fins militaires<sup>1</sup>. »

Les Allemands avaient entrepris la construction des zeppelins, moins lourds que l'air, mais ils se révélèrent peu efficaces. Seule la marine de guerre était à un niveau nettement supérieur à celui existant cent ans plus tôt. Cependant, les sous-marins n'étaient pas encore employés.

Le volume de la production industrielle mondiale au début du siècle représentait la moitié environ de celui de 1925 et un sixième de la production de 1957.

**Indices de la production industrielle du monde capitaliste**  
(1901-1913=100)<sup>2</sup>

	1860	1870	1880	1890	1900
Indice	17	23	31	52	73
Croissance par décennie (en %) . .	—	35	35	68	40

Si ces chiffres ne sont pas très exacts, ils sont toutefois valables pour caractériser le développement industriel. La croissance rapide de la production a été partiellement obtenue par l'intégration de l'économie paysanne dans le marché capitaliste, par la destruction massive des métiers, par l'extension du marché capitaliste mondial, de nombreux territoires ayant été transformés en colonies.

La production mondiale d'acier en 1901 était de 31 millions de tonnes, soit à peu près 15 kg par habitant. Dans les principaux pays impérialistes, on produisait en moyenne 150 kg d'acier par habitant ; dans l'Inde, en Chine et dans d'autres pays semblables, la production d'acier par habitant était presque nulle. L'extraction du charbon représentait la moitié de la production mondiale actuelle, soit 769 millions de tonnes. La production de pétrole était très faible, 20 millions de tonnes. A cette époque, on en produisait annuellement dans le monde entier autant qu'on en produit aujourd'hui en U.R.S.S. en un mois et demi.

La production industrielle, comme aujourd'hui encore dans le monde capitaliste, était pour les 80% concentrée en Europe occidentale et aux Etats-Unis, notamment pour la production des moyens de production. Mais même là, l'industrie était encore loin de jouer le rôle prépondérant qu'elle a actuellement. De toutes les richesses nationales des U.S.A., évaluées officiellement en 1900 à 88,5 milliards de dollars, 46,3 milliards de dollars se rapportaient à la terre et aux bâtiments ; 9 milliards aux chemins de fer ; 6,9 milliards aux objets d'usage personnel (vêtements, meubles, etc.) et seulement 2,5 milliards de dollars aux machines et instruments de production<sup>3</sup>.

La productivité du travail était sensiblement inférieure au niveau actuel. (Les chiffres dont nous disposons sont insuffisants pour effectuer des rapprochements valables.) Malgré cette faible productivité, le rendement agricole était élevé en Europe occidentale. En 1900, la

<sup>1</sup> J. Jewkes, D. Sawers, R. Stillerman, *The Sources of Invention*, London 1958, p. 231.

<sup>2</sup> Calculé d'après l'indice de la production industrielle mondiale de Wagenführ « Vierteljahrshefte zur Konjunkturforschung », Sonderheft 31, Berlin 1933, et la statistique de l'O.N.U.

<sup>3</sup> *Historical Statistics of the United States. 1789-1945*. Washington 1949, p. 10.

récolte moyenne de blé en Allemagne était de 18,7 quintaux à l'hectare ; en Belgique, en Hollande, au Danemark, en Angleterre, elle était encore plus élevée, mais aux U.S.A. et en Europe méridionale, la récolte était inférieure à 10 quintaux à l'hectare.

La capacité du marché capitaliste était, par rapport au volume de la production, moins élevée qu'aujourd'hui, étant donné que ce marché recevait une moindre part de la production agricole et que les paysans, notamment dans les pays capitalistes moins développés, produisaient encore eux-mêmes une quantité importante d'objets (pain, vêtements, chaussures, etc.)

Le volume du commerce extérieur était infiniment moindre que de nos jours. En 1900, les exportations des U.S.A. se montaient à 1 371 millions de dollars. Les importations, à 850 millions de dollars. Leur montant annuel était inférieur au chiffre mensuel des échanges actuels. Il est vrai que le pouvoir d'achat du dollar était de 3 à 4 fois supérieur.

L'orientation générale du commerce extérieur était pour l'essentiel la même qu'aujourd'hui. Les pays industriels d'Europe occidentale fournissaient aux pays sous-développés des articles manufacturés et leur achetaient matières premières et produits alimentaires. L'Angleterre était au premier rang. Le volume de son commerce extérieur atteignait le double de celui des Etats-Unis et 50% de plus que celui de l'Allemagne. L'Angleterre étant un gros exportateur de capitaux et exploiteur de colonies, sa balance commerciale était passive. Les exportations de l'Allemagne, et en partie celles du Japon, commençaient à évincer les marchandises anglaises. En 1900, la production d'acier de l'Allemagne était supérieure à celle de l'Angleterre. Pour souligner la qualité inférieure des produits allemands, l'Angleterre obligeait les firmes allemandes à apposer sur leurs marchandises l'estampille : « Made in Germany ».

Le commerce extérieur des U.S.A. avait encore de nets traits coloniaux : malgré les ventes considérables de machines (en 1900, 55 millions de dollars), les Etats-Unis exportaient de préférence des denrées alimentaires et des matières premières.

#### Exportations des U.S.A. en 1900

(en millions de dollars)

Matières premières	340	Produits semi-finis	152
Denrées alimentaires à l'état brut	226	Articles manufacturés	332
transformées	320		
<i>Total</i>	886	<i>Total</i>	484

Les exportations des Etats-Unis surpassaient notablement les importations, les excédents servant à payer les dividendes et intérêts des capitaux étrangers investis. 75% de ces exportations étaient destinés à l'Europe occidentale. Le commerce extérieur de la Russie tsariste avait un caractère colonial encore plus affirmé.

A cette époque, les marchandises, les capitaux et la main-d'œuvre se déplaçaient librement d'un pays à l'autre. L'entrée et la sortie n'étaient pas limitées par des prohibitions, contingentement, ou quotas. Des droits de douane étaient perçus, mais les conditions de la concurrence étaient identiques pour les capitaux de tous les pays. Les traités de commerce qui, généralement, se concluaient pour un délai de dix ans, comprenaient presque toujours la clause de la « nation la plus favorisée ». Cela signifiait que les avantages qu'un pays offrait au pays tiers s'étendaient automatiquement à tous les pays qui avaient un traité de commerce

avec le pays en question, ceci à l'exception des colonies. Les métropoles s'assuraient par divers moyens une situation privilégiée sur ces marchés. Un tiers des exportations anglaises, la moitié des exportations françaises prenaient, en 1900, le chemin de leurs colonies respectives.

*La monnaie* de presque tous les pays était stable : les billets de banque étaient assortis d'une solide couverture en or.

L'or n'était pas seulement une monnaie mondiale ; une quantité considérable de pièces d'or était en circulation en même temps que le papier-monnaie. Ainsi, en 1900, le montant total des pièces d'or en circulation aux U.S.A. s'élevait à 611 millions de dollars, et la quantité des billets de banque et papier-monnaie, à 1 227 millions de dollars. En Allemagne, la quantité d'or monnayé représentait le double de la somme des billets de banque en circulation<sup>1</sup>. Les devises n'étaient pas réglementées. Chaque capitaliste pouvait librement transférer ses capitaux dans n'importe quel pays, y acquérir des biens immobiliers, fonder des entreprises. On pouvait librement se rendre d'un pays dans un autre ; les passeports n'étaient de rigueur qu'en Russie et dans les Balkans.

*Les monopoles* n'arrivaient pas encore à obtenir la stabilité des prix élevés. Par exemple, la fonte Bessemer coûtait à Pittsburg (en dollars par tonne)<sup>2</sup> :

1887	1897	1902	1904
21,4	10,1	20,7	13,8

Cependant, comme l'a montré Lénine dans *l'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* et dans d'autres ouvrages, le pourrissement et le parasitisme se manifestaient déjà de manière assez marquante, notamment en Angleterre et en France. En Angleterre (1900-1901), sur 594 millions de livres sterling de revenus imposables, 60 millions de livres sterling provenaient des investissements à l'étranger. En France (1901), plus d'un tiers des dépenses budgétaires étaient affectées au service de la dette publique.

Toutefois, le rôle de l'Etat dans l'économie capitaliste était infiniment plus réduit qu'aujourd'hui. Outre les arsenaux, et dans certains pays les forêts et les chemins de fer, l'Etat ne possédait nul autre avoir productif. En dehors de la perception des impôts et de l'émission de papier-monnaie, l'Etat n'intervenait guère dans l'économie. Il ne réglementait ni la production ni les prix. Sa fonction principale était de veiller « au calme et à l'ordre » dans l'intérêt des exploités. En ces années-là, l'Etat percevait beaucoup moins d'impôts qu'aujourd'hui. En 1900, les revenus de l'Etat étaient (en millions de dollars) :

U.S.A.	Allemagne	Angleterre	France
600	550	700	700

Notons cependant que le pouvoir d'achat de la monnaie était à cette époque à peu près trois fois plus élevé qu'aujourd'hui et le revenu national de beaucoup inférieur.

Pour l'essentiel, l'économie capitaliste, après la fin de la crise agraire du XIX<sup>e</sup> siècle, apparaissait à la plupart des contemporains comme solide, bien assise.

<sup>1</sup> Certes, on ignore combien d'or monnayé était thésaurisé ou passé à l'étranger. L'extraction d'or par rapport au volume de la production et du commerce extérieur était de beaucoup supérieure à celle d'aujourd'hui.

<sup>2</sup> (Cf.) R. Hilferding, *Das Finanzkapital*, Berlin 1959, p. 281.

*La bourgeoisie monopoliste* était l'élément dominant qui déterminait la politique des pays impérialistes. Mais les vestiges du féodalisme étaient encore très vivaces. A l'exception de la France, des U.S.A. et de quelques autres pays, les Etats étaient gouvernés par des empereurs ou des rois qui étaient loin de représenter partout un simple décor de façade. En Allemagne, en Autriche-Hongrie et en Russie, les empereurs pouvaient destituer les premiers ministres, les ministres, promulguer des décrets contre la volonté du parlement, dissoudre cette institution. A la tête de l'administration, de l'armée, des services diplomatiques on trouvait exclusivement des nobles. Lorsque Guillaume II nomma en 1906, au poste de ministre des Colonies le capitaliste Dernburg et non un noble, cela fit sensation dans le pays. Les parlements pouvaient légiférer en Angleterre, en France, aux Etats-Unis, mais non en Allemagne ni en Autriche-Hongrie, sans parler de la Russie. Des propriétaires fonciers, membres de la noblesse, des représentants de la bourgeoisie, des avocats et des représentants isolés des ouvriers industriels<sup>1</sup> siégeaient au parlement. Le nombre de ceux qui pouvaient exercer le droit de vote demeurait très limité.

Les femmes ne bénéficiaient nulle part du droit de vote. Dans de nombreux pays, des restrictions existaient également pour les hommes : âge (21-24 ans), résidence (obligation pour l'électeur de résider depuis quelques années dans une même localité), situation de fortune, instruction, etc. En Angleterre, pays classique de démocratie bourgeoise, près de 6 millions d'hommes bénéficiaient du droit de vote, en 1900. Ce droit s'appliquait largement en Allemagne, où le parlement jouissait d'une très faible influence : en 1903, 12,5 millions de personnes avaient le droit de vote, mais 9,5 millions seulement prenaient part aux élections. En France, 11,5 millions d'habitants avaient en 1909 le droit de vote ; en Italie (1900) 2,6 millions, soit 7% de la population du pays ; au Japon 2% de la population. Aux Etats-Unis déjà à cette époque, comme du reste actuellement, le droit de vote des Noirs était fortement limité, bien qu'en principe accordé.

*Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le monde était déjà partagé entre les pays impérialistes. Ce partage s'est effectué sans tenir aucun compte des liens économiques, de la nationalité, de l'histoire et de la culture des peuples qui habitaient les territoires en question. L'exemple de l'Afrique est particulièrement éloquent. Tout en supprimant les Etats et la culture des peuples africains, les colonialistes qualifiaient ces peuples de « sauvages ». Or, les fouilles archéologiques montrent que les peuples africains avaient une sculpture remarquable, ainsi que d'autres indices de civilisation, sans parler de la culture de l'Inde et de la Chine, beaucoup plus ancienne que la civilisation des colonisateurs.*

L'essor économique de l'Europe occidentale était lié de la façon la plus étroite aux privations et aux souffrances atroces de centaines de millions d'habitants des colonies. Les profits que les colonialistes européens y tiraient de leurs investissements atteignaient le double ou le triple des bénéfices réalisés dans les métropoles.

Là où le climat était favorable à l'installation des Européens (Amérique du Nord, Australie, Afrique du Nord, de l'Est et du Sud), les colons exterminaient par les armes et

---

<sup>1</sup> Au Reichstag, en 1900, il y avait 115 hobereaux (dont 15 barons, 20 comtes, 6 grands-ducs et princes), 21 fabricants, 22 prêtres, etc. Gros propriétaires fonciers et capitalistes dominaient dans le parlement anglais. Parmi les 439 députés de la IV<sup>e</sup> Douma d'Etat, dans la Russie tsariste, 354 représentaient les seigneurs terriens, la bourgeoisie des villes, les marchands et les koulaks.

l'alcool la population indigène, lui enlevaient les terres fertiles, refoulaient les autochtones dans des « réserves ». Pour ne pas succomber à la famine, la population locale était obligée de travailler pour un salaire dérisoire dans les mines et les plantations des colons. Bien que l'esclavage fût formellement interdit, il était en fait largement pratiqué sous des formes diverses en Afrique, en Asie, dans le sud des Etats-Unis. Des armées de missionnaires, qui implantaient intensément le christianisme parmi la population indigène, avaient pour but de lui faire supporter l'exploitation sans se plaindre. Voici comment un paysan d'Afrique a qualifié dans une saisissante formule l'« activité » des missionnaires : « A leur arrivée chez nous, les missionnaires avaient un précepte sacré, et nous la terre ; maintenant, ils gardent la terre, et nous le précepte sacré. » Les colonialistes parvenaient souvent à former parmi la population locale des détachements armés qui servaient à écraser les autres peuples, par exemple, des détachements d'askaris et de Sénégalais.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la répartition des colonies, résultat d'une longue évolution historique, ne répondait pas au rapport des forces qui s'était établi entre les métropoles. L'Angleterre régnait sur presque la moitié des territoires coloniaux. A côté de l'Angleterre, la France possédait un immense empire colonial. Et même un pays aussi petit que la Hollande détenait de vastes possessions. Quant à l'Allemagne et aux Etats-Unis qui avaient rattrapé l'Angleterre sur le plan économique, ils étaient presque dépourvus de colonies.

En 1898, les Etats-Unis d'Amérique déclenchaient la guerre contre l'Espagne, la première guerre impérialiste pour le repartage d'un monde déjà partagé. A la suite de cette guerre, les U.S.A. s'emparaient des anciennes colonies espagnoles de Porto Rico, des Philippines, des îles Hawaï, de l'île de Guam et de la partie orientale de l'archipel de Samoa. Bien qu'officiellement indépendante, Cuba était en fait placée sous la dépendance des Etats-Unis.

Tout comme les U.S.A., l'Allemagne cherchait par tous les moyens à se constituer un empire colonial. La bourgeoisie impérialiste d'Allemagne a formulé très clairement ses objectifs dans les décisions du Congrès colonial de 1902 : « Le Congrès colonial estime que, dans l'intérêt économique de la patrie, il est nécessaire d'assurer à notre pays l'indépendance vis-à-vis des étrangers en ce qui concerne les importations de matières premières, et de créer des marchés sûrs au plus haut point pour les produits industriels de l'Allemagne. Ce double rôle devra être celui des futures colonies allemandes, même si la population autochtone est obligée de peiner dans les travaux publics ou l'agriculture<sup>1</sup>. » Avec la crudité propre aux impérialistes allemands, on proclame ce que les hypocrites des autres pays dissimulent sous de fausses affirmations telles que « la mission sacrée des Blancs dans l'œuvre de civilisation des indigènes », « le devoir des Blancs devant l'humanité », etc.

Mais la domination anglaise sur les mers ne permettait pas aux impérialistes allemands de réaliser leurs rêves. En Afrique, l'Allemagne ne pouvait s'emparer que des territoires (principalement des déserts) qui, aux yeux de l'Angleterre et de la France, n'étaient pas dignes d'attention.

Les racines de la première guerre mondiale pour un nouveau partage des colonies gisent dans les inégalités de développement économique et politique du capitalisme. Les préparatifs de guerre étaient en cours. L'Allemagne et la France avaient mis sur pied de fortes

---

<sup>1</sup> J. H. Jackson, *The Post-war World*, IV<sup>e</sup> Edition, London 1935, p. 358.

armées : 604 000 hommes pour l'Allemagne ; 570 000 pour la France. On vouait un véritable culte à l'armée, particulièrement au corps des officiers. Le monde officiel les entourait de tous les honneurs. En Allemagne et en Autriche-Hongrie, quiconque ne possédait pas au moins le grade de lieutenant de réserve était exclu de la « société ». En Angleterre, la marine de guerre était entourée d'une auréole. La suprématie de l'Angleterre était absolue sur les mers : sa marine de guerre surpassait les forces navales de n'importe quel groupe de deux puissances réunies. Forte de cette suprématie, l'Angleterre pratiquait une politique de « splendide isolement » : elle ne contractait aucune alliance officielle, mais s'ingérait dans les affaires de tous les pays du monde.

En ces années-là, contrairement à l'époque présente, on exaltait ouvertement les guerres de conquête. Les slogans du type : « Drang nach Osten » en Allemagne, « gloire » en France, etc., étaient largement popularisés. Les budgets militaires étaient déjà importants alors, encore que peu considérables par rapport à ceux d'aujourd'hui. Celui des Etats-Unis s'élevait en 1900 à 209 millions de dollars ; celui de l'Allemagne, à 620 millions de marks. Mais l'armement était relativement bon marché, et les soldats touchaient une solde insignifiante. Le début de ce siècle fut marqué par l'agression de l'Angleterre, de la France, de l'Allemagne, de la Russie tsariste et d'autres pays impérialistes contre la Chine, par une guerre pour un nouveau partage des colonies entre les Etats-Unis et l'Espagne, par la guerre des Boers.

*L'abîme qui séparait les riches des pauvres était très profond.* Dans le pays le plus riche, l'Angleterre, il existait en 1900 (selon les données du fameux statisticien Mulhall) 158 000 familles riches qui possédaient des biens s'élevant à la somme de 6 361 millions de livres sterling, et 6 millions de familles pauvres dont l'avoir totalisait 680 millions de livres sterling. La même année, sur une population de 41 millions d'habitants, 1 million étaient considérés officiellement comme des indigents. Aux Etats-Unis, en 1900, sur 29 millions de personnes ayant un emploi 4,9 millions étaient des enfants âgés de 10 à 15 ans. Dans la Russie des tsars, la misère était encore plus accusée. Dans les pays impérialistes, notamment en Angleterre, il existait une couche plus ou moins nombreuse d'aristocratie ouvrière entretenue grâce aux profits coloniaux réalisés par la bourgeoisie. L'absence de colonies n'a pas empêché la naissance d'une aristocratie ouvrière aux Etats-Unis. Le capital trouvait sur son propre territoire les conditions nécessaires pour tirer des surprofits qui n'étaient pas inférieurs à ceux tirés des colonies, à savoir : l'abondance de terres fertiles, un sous-sol riche en minéraux, une main-d'œuvre à bon marché, composée d'immigrés.

L'existence d'une aristocratie ouvrière donna naissance à des courants réformistes et opportunistes dans le mouvement ouvrier.

Déjà à cette époque la population des pays impérialistes était constituée pour moitié de prolétaires. En Allemagne, en 1907, on comptait 26,2 millions d'hommes ayant un emploi dont :

Ouvriers - 14,3 millions

Employés - 1,6 million

En 1906, 20,7 millions d'hommes avaient un emploi en France dont 10,2 millions d'ouvriers et d'employés.

Les conditions de travail étaient pénibles. Bien que le mouvement ouvrier se fût assigné comme objectif immédiat la journée de huit heures (à cet effet, le Congrès de la II<sup>e</sup>

Internationale décidait en 1889 d'organiser une manifestation le Premier Mai), la semaine de travail dans les pays capitalistes était en moyenne de 60 heures et plus. Dans l'industrie métallurgique, les ouvriers travaillaient 12 heures par jour. En 1897, la journée de travail en Russie était limitée par la loi à 11,5 heures. Cependant les capitalistes russes, usant de méthodes pareilles à celles qu'appliquaient en leur temps les Anglais (voir *le Capital*, livre I<sup>er</sup>)/ s'arrangeaient pour tourner cette loi. Lénine écrivait : « La loi exige que le fabricant... ne les fasse pas travailler (les ouvriers – E.V.) plus de 11 heures et demie par jour, mais aucune peine n'est prévue pour les contrevenants. Quelle sanction encourra le fabricant qui aura enfreint la loi ? Tout au plus sera-t-il déféré devant le juge de paix, qui ne peut lui infliger une amende supérieure à 50 roubles... Mais une amende de 50 roubles peut-elle faire peur à un fabricant ?... Il aura nettement intérêt à contrevenir à la loi et à payer l'amende<sup>1</sup>. » Les fabricants astreignaient les ouvriers, le samedi après le travail, à nettoyer les machines, à commencer la journée à 4 heures du matin, si bien qu'ils devaient se lever à 3 heures, n'accordaient pas de pause pour le casse-croûte. Aux Etats-Unis, dans l'industrie de l'habillement «jusqu'en 1910 la semaine de travail dans la plupart des entreprises de confection était officiellement de 56 à 60 heures... Dans maintes entreprises « marginales », la semaine de travail était en règle générale de 84 heures... En pleine saison... les ouvriers travaillaient souvent de 15 à 16 heures par jour, de 5 heures du matin à 9 ou 10 heures du soir, et bien des fois l'on obligeait les ouvriers à emporter du travail à domicile. Les ouvriers employés depuis longtemps dans cette branche racontent qu'ils passaient souvent la nuit dans l'atelier pour économiser du temps et les frais de déplacement<sup>2</sup> ».

La situation des ouvriers agricoles était pire encore. En Prusse, les hobereaux, aux termes de la «loi sur la valetaille» (Gesindeordnung), exerçaient un pouvoir administratif et juridique sur les salariés agricoles logés sur le domaine du seigneur. Ils n'avaient pas le droit, sans l'autorisation du maître, de quitter le domaine ou de recevoir des visites. Le hobereau pouvait juger le domestique, le frapper d'amendes, l'expulser de son domicile, et, à titre de représentant de l'Etat, l'enfermer dans la prison qu'il avait sur son domaine, etc.

La condition des ouvriers en Russie tsariste était extrêmement dure. Le salaire moyen d'un ouvrier russe (selon les comptes rendus des inspecteurs de fabrique) s'élevait, en 1901, à 201 roubles. I. Volkov, qui travaillait à la fabrique de textile Gandourine à Ivanovo-Voznessensk, écrivait : «J'ai gardé les tarifs de la fabrique des frères Gandourine pour 1890-1900. Les voici :

	par mois
Salaire du manœuvre homme	7,50-8 roubles
Salaire du manœuvre femme	6,50-7 roubles
Salaire de l'adolescent	6-6,50 roubles
Salaire de l'ouvrier qualifié*	10-12 roubles
Salaire de l'ouvrier hautement qualifié	12-15 roubles

\*(travaillant à la fabrique depuis 3 ou 4 ans et possédant une spécialité)

Volkov décrivait en ces termes les fabriques de cotonnades : « L'entassement, l'humidité, la crasse, l'atmosphère polluée, les brusques variations de température sont

<sup>1</sup> V. Lénine, Œuvres, t. 2, Paris-Moscou, p. 301.

<sup>2</sup> Jack Hardy, *The Clothing Workers*, New York 1935, p. 178.

proprement incroyables... Les intervalles laissés entre les nombreuses machines sont si réduits que l'ouvrier est littéralement obligé de s'y glisser « de côté », risquant à chaque instant de tomber lui-même ou de pousser son camarade dans les griffes d'acier de la machine... Il n'est pas rare de voir un ouvrier avec des doigts manquant, un pied arraché ou broyé... »<sup>1</sup>

Les fabricants avaient une source complémentaire de profit : ils fournissaient des produits aux ouvriers au lieu de leur verser des salaires. En 1901, 8,9% des salaires des ouvriers de Moscou ont été payés en marchandises provenant des comptoirs de la fabrique ; 7,3% des salaires en marchandises des sociétés de consommation ; 2,4% ont été retenus pour payer la nourriture fournie par le patron<sup>2</sup>.

En 1899, Lénine écrivait : « Prenez les branches de production où les ouvriers n'ont pas encore obtenu la protection de la loi et où ils ne peuvent opposer de résistance aux capitalistes : vous y verrez une journée de travail démesurément longue, qui va jusqu'à 17 et 19 heures ; vous y verrez des enfants de 5 à 6 ans s'épuisant à la tâche ; vous y verrez une génération d'ouvriers constamment affamés et mourant peu à peu d'inanition<sup>3</sup>. »

Les fabriques et usines n'étaient pas chauffées, étaient mal éclairées, sans aération. En 1914, un auteur américain écrivait : « Les fabriques d'autrefois et beaucoup trop de fabriques actuelles ne peuvent se vanter d'embellir de quelque manière les environs. Beaucoup ressemblent à des maisons de correction, à des prisons ou à des baraquements, énormes, obscurs et repoussants qui recouvrent tout de leurs flocons de fumée noire... »<sup>4</sup>

Inutile de parler de la situation déplorable des travailleurs des colonies.

Les organisations syndicales étaient (sauf en Angleterre) encore très peu nombreuses. Les ouvriers arrivaient à l'emporter sur leurs employeurs là où il y avait une multitude de petites entreprises : industrie du livre, du bois, bâtiment. Les ouvriers réussissaient parfois à instituer des contrats valables pour toutes les entreprises de l'industrie en question. Mais les ouvriers étaient très faibles dans l'industrie lourde où les gros capitalistes, en règle générale, agissaient selon le principe « je suis le maître chez moi », ne reconnaissaient ni les syndicats ni les délégués ouvriers, ne concluaient pas avec eux de conventions de salaires, dictaient aux ouvriers les conditions de travail sans conventions écrites.

Le taux de la plus-value était déjà supérieur à 100%, chiffre pris pour base approximative par Marx dans *le Capital*. Aux Etats-Unis, il était de 128% en 1899 et de 130% en 1909. En Russie il était de 113% en 1900 et de 161% en 1908<sup>5</sup>. Cette estimation n'est d'ailleurs pas exacte. Le taux réel de la plus-value était supérieur, puisque les marchandises produites sont remises au capital commercial à un prix inférieur au prix de revient, afin qu'il puisse réaliser le taux moyen de profit.

---

<sup>1</sup> (Cf.) Volkov, *Le royaume des cotonnades*, pp. 23-24. (Ed. russe.)

<sup>2</sup> Cf.) Lénine, *Œuvres*, t. 19, p. 326. (Ed. russe.)

<sup>3</sup> Lénine, *Œuvres*, t. 4, Paris-Moscou, p. 322.

<sup>4</sup> G. M. Price, *The Modern Factory*, New York 1914, p. 57.

<sup>5</sup> Chiffres établis par nous sur la base des statistiques américaines ; pour la Russie, sur la base de *L'Annuaire statistique 1912*. Pétersbourg 1912, p. 201;

En ces années-là les grèves étaient déjà nombreuses ; elles entraînaient aussi les ouvriers inorganisés. Le nombre total des grévistes et des lock-outés en 1900 était (en milliers de personnes) :

U.S.A.	Angleterre	France	Allemagne
568	135	223	132

*Dans la plupart des pays capitalistes évolués, il existait des partis social-démocrates.* A la différence de ce qui se passe aujourd'hui, les programmes de ces partis et les discours solennels de leurs dirigeants proclamaient la révolution prolétarienne et le socialisme comme le but final du mouvement ouvrier. Mais, dans la pratique, toute l'activité de ces partis visait à obtenir telles ou telles réformes dans le cadre de la société capitaliste. Leurs leaders ne songeaient pas à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, ne posaient pas la question des alliés du prolétariat dans la lutte contre la bourgeoisie ; ils considéraient que la paysannerie dans son ensemble n'était qu'un fournisseur de produits alimentaires, dont les intérêts s'opposaient à ceux du prolétariat. Le révisionnisme, qui s'appuyait sur l'aristocratie ouvrière et les dirigeants syndicaux, avait déjà de fortes racines<sup>1</sup>. Les causes de la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale étaient manifestes.

Une partie des ouvriers révolutionnaires, sentant la carence de leurs chefs réformistes, cherchaient une issue dans le syndicalisme et l'anarchisme.

Seul Lénine, fort des enseignements de Marx, a élaboré une théorie de la révolution prolétarienne, adaptée à l'époque de l'impérialisme : le parti révolutionnaire en tant qu'avant-garde, lié de la façon la plus étroite aux masses prolétariennes ; la paysannerie en tant qu'alliée du prolétariat exerçant l'hégémonie ; utilisation des contradictions dans le camp de la bourgeoisie en vue de rassembler autour du prolétariat toutes les forces révolutionnaires et progressistes.

Le régime capitaliste paraissait à la bourgeoisie, aux réformistes et révisionnistes du début du XX<sup>e</sup> siècle solide, inébranlable et éternel. Cependant, les germes de la crise générale du capitalisme étaient déjà évidents. Les lois internes du capitalisme menaient à une polarisation toujours plus nette de la société : d'un côté une poignée de magnats du capital, de l'autre une armée gigantesque de travailleurs, prolétariat en tête ; elles menaient à la paupérisation relative, et parfois absolue, du prolétariat, le nombre de ceux qui avaient intérêt à l'existence du régime capitaliste diminuait de plus en plus tandis qu'augmentait sans cesse le nombre de ses ennemis. Les inégalités dans le développement économique et politique, à une époque où l'impérialisme dominait sans partage, rendaient inévitables les guerres impérialistes pour un nouveau partage du monde. Cette évolution conduisait inévitablement à la crise générale du capitalisme.

---

<sup>1</sup> Dès 1889, De Leon, militant ouvrier de gauche aux Etats-Unis, disait que « tous les leaders syndicaux étaient corrompus et soudoyés par le patronat. Le plus vénal d'entre eux était... Gompers, l'ennemi du socialisme le plus dénué de scrupules et le plus influent dans le camp des ouvriers organisés » (cité par M. Beer. *Fifty Years oi International Socialism*, London 1935, p. 111).

## Chapitre II

### A la veille de la première guerre mondiale

Les années précédant la première guerre mondiale ont été une période de remarquables progrès scientifiques, techniques et économiques. La théorie des quanta de Planck et la théorie de la relativité d'Einstein ont posé les fondements de la physique atomique moderne. L'utilisation des moteurs électriques et des moteurs à combustion interne a connu un large développement. L'extraction du pétrole est passée de 20 millions de t en 1900 à 51 millions de t en 1913. La production automobile a sauté de plusieurs milliers à 485 000. La gestion scientifique de la production a pris une large extension : en 1912, Ford introduisait la première chaîne de fabrication. Les nouveaux moyens de transport ont permis un déplacement rapide des voyageurs et des marchandises.

Au XX<sup>e</sup> siècle, les rythmes record de la production industrielle capitaliste mondiale en temps de paix datent précisément de cette période. L'indice de la production industrielle (1901-1913 = 100) est passé de 72 en 1900 à 121 en 1913, soit une augmentation moyenne de près de 5% par an. La production mondiale du blé est passée de 74 millions de t en 1896-1900 à 106 millions de t en 1913. La moyenne du rendement à l'hectare a atteint en 1911-1913 : en Belgique, 26 quintaux ; en Hollande, 25 ; en Allemagne, 24 ; en Angleterre, 21. Le réseau ferroviaire du monde capitaliste s'est accru entre 1900 et 1914 de plus de 300 000 km ; un tel accroissement n'a plus jamais été observé, ni plus tôt ni plus tard. En 1914, le canal de Panama a été ouvert à la navigation. Le commerce mondial de 33 pays capitalistes évolués est passé de 18,8 milliards de dollars-or (chiffres d'affaires global) à 36,1 milliards en 1913, soit à peu près le double<sup>1</sup>.

Qualifiant cette période, Lénine écrivait : « Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant...<sup>2</sup> »

C'était l'époque de la hausse des prix, des monnaies stables et des fabuleux profits capitalistes. Cependant, le développement de l'ensemble des pays capitalistes était très inégal. Pour certains articles importants, les U.S.A. et l'Allemagne ont dépassé l'Angleterre en 1912<sup>3</sup>.

	Angleterre	Allemagne	U.S.A.
Consommation du coton (en millions de balles)	3,8	1,6	5,8
Extraction du charbon (en millions de t)	265	175+81 lignite	450 (1911)
Fonte (en millions de t)	9	18	30

L'immigration de plus de 10 millions de personnes pour la plupart jeunes et énergiques, et essentiellement en provenance d'Europe, a beaucoup aidé les Etats-Unis. En

<sup>1</sup> Voir *Les crises économiques mondiales 1848-1935*, t. 1, Supplément, Moscou 1937, p. 486.

<sup>2</sup> Lénine, *Œuvres*, t. 22, Paris-Moscou, p. 324.

<sup>3</sup> *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich. 1914*, Internationale Übersichten.

1914, les ouvriers non originaires des Etats-Unis se dénombraient de la sorte : industrie charbonnière, 62% ; métallurgie, 58 ; textile, 62 ; industrie de l'habillement, 69%, etc.<sup>1</sup>.

La lutte opposant les puissances impérialistes pour les débouchés et les colonies devint encore plus aiguë. Bien que la population des colonies britanniques fût trois fois supérieure à celle des colonies appartenant aux autres Etats impérialistes, et que l'Angleterre possédât, en outre, des positions importantes dans les pays dépendants (Chine, Perse, Argentine, etc.), l'impérialisme britannique s'efforça d'agrandir encore son Empire. Plusieurs faits attestent l'importance décisive que revêt le monde extérieur pour l'Angleterre, le quota d'exportation de l'industrie anglaise était de 40% en 1912 ; en cette année-là, les nouveaux investissements en Angleterre même se montaient à 45 millions de livres sterling, tandis qu'à l'étranger ils atteignaient 145 millions de livres sterling. En 1913, ils constituaient respectivement 36 millions et 150 millions de livres sterling<sup>2</sup>. Les investissements étrangers étaient de première importance pour la bourgeoisie anglaise. En 1909, les investissements de l'Angleterre étaient (en millions de livres sterling) :

A l'intérieur du pays	18,7
A l'étranger	150,5

Etant donné que la rentabilité des investissements à l'étranger était deux fois, si ce n'est davantage, supérieure, il est évident qu'un tiers environ des revenus de la bourgeoisie anglaise provenait de ces derniers. Forte de sa suprématie sur les mers et de ses bases navales (Gibraltar, Malte, Suez, Aden), l'Angleterre dominait sur la Méditerranée et l'océan Indien. Néanmoins, sous la menace de la concurrence grandissante et de l'expansion de l'Allemagne, l'Angleterre abandonna sa politique traditionnelle de « splendide isolement » et conclut une alliance avec le Japon (1902) ; elle s'entendit avec la France pour le partage de certains territoires africains (1904) et avec la Russie tsariste pour le partage des sphères d'influence en Perse (1907). L'Angleterre se préparait ainsi à la grande guerre contre l'impérialisme allemand menaçant.

La bourgeoisie allemande aspirait avidement à la conquête de colonies. Elle avait fait un grand battage autour de la fondation de « l'Association de la flotte », publiait des cartes géographiques sur lesquelles l'Empire allemand comprenait tous les territoires ayant des Allemands parmi la population. (C'est ainsi qu'elle offrait l'exemple que devait suivre plus tard Hitler.) Les social-démocrates de droite aidaient la bourgeoisie allemande. La clique militariste et le kaiser la soutenaient volontiers. Presque chaque année un « incident diplomatique » était provoqué (crise d'Agadir, etc.). Mais la suprématie anglaise sur les mers gênait beaucoup l'Allemagne. Aussi, l'impérialisme allemand s'efforçait-il d'utiliser sa supériorité militaire sur terre afin d'étendre son pouvoir, notamment en direction de l'Est. Cette politique amena un rapprochement entre la Russie tsariste, affaiblie par la défaite subie dans la guerre contre le Japon et la révolution de 1905, et l'Angleterre et la France.

L'impérialisme allemand ne se contenta toutefois pas de sa supériorité terrestre ; il s'attela à la construction intensive d'une flotte. En 1914, l'Allemagne disposait de 133 navires de guerre, y compris 37 vaisseaux de ligne. Les effectifs des forces navales s'élevaient à 80 000 hommes, et les dépenses annuelles nécessitées par la flotte étaient de 200 millions de

<sup>1</sup> W. Foster, *Outline Political History of the Americas*, New York, 1951, p. 230.

<sup>2</sup> W. Sombart, *Das Wirtschaftsleben im Zeitalter des Hochkapitalismus*, München 1928, Bd. 1, S. 492.

marks<sup>1</sup>. La construction accélérée de la marine allemande, réalisée avec l'approbation démonstrative de Guillaume II, menaçait de saper les fondements de la suprématie anglaise sur les mers et menaçait son rôle de première puissance mondiale. Sous l'influence de la menace allemande, il se forma une alliance anglo-franco-russe (Entente), tandis que l'Allemagne créait la Triple Alliance : Allemagne, Autriche- Hongrie et Italie. Les contours de la guerre mondiale s'esquissaient de plus en plus nets. Il y eut de « petites » guerres. Des portions de territoire furent arrachées à l'Empire ottoman : l'Italie s'emparait de Tripoli ; l'Autriche-Hongrie, de la Bosnie et de l'Herzégovine ; la Grèce, de la Crète. Et ce fut la guerre des Balkans qui conduisit à la guerre mondiale.

En même temps que se développaient les forces économiques et politiques du capitalisme, le mouvement ouvrier, son esprit d'organisation et la lutte contre la bourgeoisie prenaient un nouvel essor.

Les organisations syndicales des ouvriers se renforcèrent. Par rapport à 1906 elles comptaient en 1912 (en millions d'adhérents)<sup>2</sup> :

	Allemagne	Angleterre	U.S.A.	France	Italie	monde entier
1906	2,2	2,1	2,0	1,0	0,0	8,0
1912	3,7	3,3	2,5	1,0	1,0	13,9

Malgré la progression considérable des syndicats, les maîtres de forges de tous les pays (à l'exclusion de l'Angleterre) se refusaient à « reconnaître » les syndicats, à passer avec eux des conventions collectives. Particulièrement intraitables étaient les industriels des U.S.A., où ce que l'on appelle « l'atelier ouvert » était devenu le programme d'action de la grosse bourgeoisie dans sa lutte contre les syndicats. En 1909, les capitalistes de l'industrie charbonnière déclaraient au syndicat des mineurs : « Nous ne vous reconnaissons nullement comme syndicat des mineurs, ni maintenant ni à tout autre moment. Nous vous reconnaissons seulement comme les représentants de ceux qui travaillent chez nous<sup>3</sup>. » Frick, président du conseil d'administration de la Carnegie Company, et plus tard, de la United States Steel Corporation, déclarait : « Sous aucun prétexte, nous n'aurons plus affaire à l'Association unifiée des mineurs en tant qu'organisation. C'est définitif<sup>4</sup>. » La United States Steel Corporation maintint cette position jusqu'en 1937.

Pour lutter contre les syndicats, les capitalistes recouraient à tous les moyens : ils entretenaient une police armée à l'usine, embauchaient des indicateurs pour espionner les ouvriers, organisaient des coups de main contre les locaux des syndicats, engageaient des briseurs de grève pour faire échec aux mouvements revendicatifs des ouvriers.

En 1910, le nombre d'heures de travail hebdomadaire dans les branches dont les ouvriers étaient syndiqués se montait à 50, et dans les autres à 60,5<sup>5</sup>. Dans la métallurgie, la journée de 12 heures était encore considérée en 1914 comme normale. En Angleterre et en

<sup>1</sup> *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich 1915*, S. 342, 350 (le nombre des sous-marins n'est pas indiqué).

<sup>2</sup> *Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich. 1914. Internationale Übersichten*, S. 102.

<sup>3</sup> Th. R. Fischer, *Industrial Disputes and Federal Legislation*, New York 1949, p. 56.

<sup>4</sup> *Ibid*, p. 237.

<sup>5</sup> R. A. Lester, *Economics of Labour*, New York 1946, p. 346.

Allemagne, la semaine de travail, à la veille de la première guerre mondiale, était toujours de 48 à 60 heures.

L'introduction des chaînes de fabrication devait sensiblement aggraver les conditions de travail. Ford lui-même écrivait que « chaque ouvrier exécute une seule opération qui se répète sans cesse... Certaines opérations... sont monotones au point qu'il est difficile d'imaginer que quelqu'un ait envie de rester longtemps à ce travail<sup>1</sup> ».

Les auteurs anglais Morton et Tate fournissent les données suivantes sur la différenciation de la classe ouvrière anglaise au cours de cette période (en %)<sup>2</sup>

Aristocratie ouvrière	environ	15
Ouvriers de qualification moyenne et semi-qualifiés	»	45-50
Ouvriers non qualifiés, manœuvres	»	35-40

Le système du travail à la chaîne a modifié la composition de la classe ouvrière, notamment aux U.S.A. Les branches ayant une nombreuse aristocratie ouvrière se sont transformées en branches à effectif d'ouvriers principalement « spécialisés ». Déjà en 1915, deux auteurs américains écrivaient : « La Société Ford n'a pas besoin d'ouvriers expérimentés. Elle préfère des opérateurs sur tours mécaniques qui n'ont besoin de rien apprendre... et qui n'exécuteront que ce qu'on leur demandera, en faisant une seule et même chose d'une sonnerie à l'autre<sup>3</sup>. »

Dans les usines Ford on remplaça même les noms des ouvriers par un numéro ; c'est avec ces numéros-là qu'ils touchaient la paye, étaient convoqués, etc.

On n'accordait que dix minutes pour manger aux ouvriers qui travaillaient en trois postes de 8 heures. « En règle générale, les ouvriers mangent sans quitter leur place de travail<sup>4</sup>. » Le processus de fabrication était si fragmenté que les ouvriers ne disposaient que d'une seconde par opération<sup>5</sup>.

Le salaire réel des ouvriers aux U.S.A. et en Angleterre, selon les statistiques bourgeoises, était en diminution, parce que les prix montaient plus vite que le salaire en espèces.

La polarisation s'est intensifiée dans le mouvement ouvrier : les ouvriers sont devenus plus révolutionnaires (grève générale de 1902 en Belgique, révolution de 1905 en Russie, luttes de classes acharnées aux U.S.A.), tandis que les chefs réformistes de la social-démocratie passaient encore plus ouvertement aux côtés de la bourgeoisie (participation des socialistes au gouvernement en France ; David, Hertz, Calwer, et particulièrement Hildebrand<sup>6</sup>, en Allemagne). Les centristes (« austro-marxistes », Kautsky) recouvraient leur

<sup>1</sup> Henry Ford, *My Life and Work*, New York 1922, pp. 87, 106.

<sup>2</sup> A. L. Morton and G. Tate, *The British Labour Movement 1170- 1920*, London 1956, pp. 144-145.

<sup>3</sup> Arnold and Faurote, *Ford Methods and the Ford Shops*, New York 1919, p. 41.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 60.

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>6</sup> Le livre de G. Hildebrand *Die Erschütterung der Industriebherrschaft und das Industriesozialismus*, paru en 1910 à Iéna offrait une apologie tellement franche de l'impérialisme que la direction du parti social-démocrate se vit obligée d'exclure l'auteur du parti.

opportunisme de phrases gauchistes. En Russie, le parti social-démocrate se scinda en menchéviks et bolchéviks. Sous la pression des masses, une résolution contre la guerre était adoptée à l'unanimité au Congrès de Bâle de la II<sup>e</sup> Internationale. La direction du parti travailliste demandait, le 6 août 1914, que l'Angleterre reste neutre. Mais tous les partis ouvriers, à l'exclusion des bolchéviks, capitulèrent devant la bourgeoisie de leurs pays respectifs.

Lorsque la première guerre mondiale éclata, la II<sup>e</sup> Internationale fit faillite, se disloqua. Comme l'écrivait Lénine, « Dans toute une série de pays il (l'opportunisme)... a atteint sa pleine maturité, il l'a dépassée et s'est décomposé, en fusionnant complètement sous la forme du social-chauvinisme avec la politique bourgeoise<sup>1</sup>. » Et Lénine indiquait que l'opportunisme n'est pas un effet du hasard, ni la trahison de tel ou tel individu, mais le produit de l'histoire.

A la veille de la première guerre mondiale, l'esprit d'organisation et la cohésion de la classe ouvrière avaient considérablement augmenté, sa résistance grandissait dans la lutte de classes entre les masses prolétariennes et la bourgeoisie. La guerre impérialiste qui venait d'éclater révéla avec le maximum de relief la trahison de l'aile réformiste dans le mouvement socialiste international. En même temps, sous l'influence de Lénine et des bolchéviks, on vit apparaître au sein du mouvement ouvrier des forces authentiquement révolutionnaires qui devaient par la suite remporter des victoires décisives dans la lutte de classes.

---

<sup>1</sup> V. Lénine, Œuvres, t. 22, Paris-Moscou, p. 307.

## Chapitre III

### Première phase de la crise générale du capitalisme

La fondation du premier Etat socialiste au monde a constitué un facteur absolument nouveau qui a impulsé les forces internes œuvrant à l'effondrement inévitable de tout le régime capitaliste. La pratique a confirmé que le renversement de la dictature bourgeoise n'est pas seulement nécessaire mais possible ; que la réalisation de l'objectif final du mouvement ouvrier : le régime socialiste, n'appartient pas à un avenir lointain, indéterminé, mais qu'il peut être atteint en l'espace d'une génération humaine ; que le prolétariat peut s'emparer des forces productives et les diriger sans la bourgeoisie, alors que la bourgeoisie, en tant que classe, ne peut exister sans le prolétariat.

Les larges masses prolétariennes de tous les pays du monde ont rapidement pris conscience du rôle de la Révolution d'Octobre. Une vague de grèves économiques et politiques a déferlé sur le monde capitaliste. Des partis communistes ont été fondés. Après la première guerre mondiale, la crise révolutionnaire atteignait, dans les pays vaincus, un niveau qui permettait de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et d'instaurer, bien que pour une brève période, la dictature du prolétariat (Hongrie, Bavière).

Des nouvelles parvenant peu à peu aux grandes masses paysannes leur apprenaient qu'il était un pays au monde dont le gouvernement ouvrier avait confisqué la terre des propriétaires fonciers pour la remettre gratuitement à la paysannerie travailleuse. La bourgeoisie était menacée de perdre le soutien de la paysannerie, de voir cette réserve de la bourgeoisie devenir l'alliée du prolétariat révolutionnaire.

Les peuples des colonies apprenaient peu à peu que la Révolution socialiste russe avait libéré les peuples des colonies tsaristes, leur donnant des droits égaux et la possibilité d'améliorer rapidement leur bien-être matériel et leur niveau culturel. La Révolution d'Octobre a imprimé une vigoureuse impulsion à la lutte anti-impérialiste dans le monde entier, créant de la sorte un danger mortel pour l'impérialisme.

La Révolution d'Octobre a démontré dans les faits la justesse des idées du marxisme, ce qui a favorisé leur propagation rapide à travers le monde. La victoire de la Révolution d'Octobre a diffusé le marxisme jusque dans les recoins éloignés du globe. Un marxisme non falsifié, ni réformiste, ni « évolutionniste », mais un marxisme rénové, véritablement révolutionnaire, enrichi par Lénine sur la base d'une expérience nouvelle : le marxisme-léninisme. Cela constituait un danger mortel pour le capitalisme ; car sans l'influence exercée par l'idéologie bourgeoise (réformiste) sur ses larges milieux du prolétariat, la domination de la grosse bourgeoisie ne représentant qu'une infime minorité de la population eût été impossible. Le remplacement de l'ancien Empire russe par un Etat socialiste, la constitution de partis communistes basés sur la doctrine marxiste-léniniste, la fondation de la III<sup>e</sup> Internationale, l'Internationale communiste, opposée à la II<sup>e</sup> Internationale faillie, tout cela marquait pour le régime capitaliste le commencement de la fin.

La bourgeoisie prenait conscience de ce que le prolétariat du monde entier, et, au premier chef, le prolétariat des pays vaincus au cours de la première guerre mondiale, où l'armée et les autres éléments de l'appareil de coercition s'étaient disloqués en raison de la défaite militaire, suivrait l'exemple de la classe ouvrière russe. Elle rassembla toutes ses forces pour sauvegarder le capitalisme ; toutefois, elle ne put renverser la dictature du prolétariat en Russie au moyen d'une intervention militaire et de la contre-révolution intérieure. Guidés par le Parti communiste et épaulés par le mouvement ouvrier révolutionnaire mondial, le prolétariat et la paysannerie du pays des Soviets défendirent dans une lutte héroïque, et en dépit de la famine et des privations, la Révolution d'Octobre et ses conquêtes. Cependant, la bourgeoisie réussit à abattre le pouvoir des ouvriers en Bavière et en Hongrie, à mettre fin en quelques années à l'essor révolutionnaire d'après-guerre.

Par quels moyens ? L'exemple de l'Allemagne est extrêmement éloquent. La stratégie de la bourgeoisie était la suivante : à l'aide de certaines concessions, elle voulait détacher la partie principale, moins consciente du prolétariat de l'avant-garde révolutionnaire, gagner du temps pour reconstituer l'appareil de coercition. La bourgeoisie allemande agissait par le truchement des social-démocrates de droite, à qui elle avait remis le pouvoir : Ebert, Noske, Scheidemann, etc. Elle se vit obligée de satisfaire les revendications traditionnelles des ouvriers sur la journée de huit heures, le suffrage universel au scrutin secret, la liberté de réunion, de la presse, etc. Elle forma une commission présidée par le renégat Kautsky, chargée de préparer la « socialisation ». Elle augmenta le salaire des ouvriers. Grâce à toutes ces mesures, la bourgeoisie parvint à freiner quelque peu les sentiments révolutionnaires de la plupart des ouvriers qu'elle détachait de l'avant-garde révolutionnaire. Les chefs socialistes de droite réalisèrent la scission du mouvement ouvrier. La bourgeoisie gagnait du temps pour organiser, avec l'aide des social-démocrates de droite, un nouvel appareil de coercition composé des anciens officiers de l'armée du kaiser et finit, au cours de trois ou quatre ans de batailles, par exterminer peu à peu une grande partie du prolétariat révolutionnaire. L'inexpérience du jeune Parti communiste qui venait de se constituer facilita le succès de la bourgeoisie allemande. C'est par de semblables méthodes qu'a été maté l'essor révolutionnaire dans les autres pays<sup>1</sup>.

Dans certains pays, le capitalisme avait gagné environ un quart de siècle, mais sa crise générale n'en était pas moins devenue manifeste.

La foi en la pérennité et la solidité du régime capitaliste se dissipait définitivement. La « démocratisation » de l'Europe centrale, que les apologistes de la bourgeoisie proclamaient à grands cris, ne donna pas grand-chose au peuple. La république de Weimar conserva non seulement le capitalisme monopoliste, mais aussi les vieux généraux, le vieil appareil administratif et les juges réactionnaires, etc. Provisoirement, la bourgeoisie appela également à la tête du pays les éléments les plus réactionnaires de la social-démocratie de droite et de la bureaucratie syndicaliste. Mais dans une telle conjoncture, cette « démocratisation » ne pouvait assurer la stabilité du pouvoir bourgeois. Dans certains pays (Hongrie, Italie, Pologne, Allemagne, Espagne, etc.), les classes dirigeantes devaient renoncer à la démocratie bourgeoise, qui ne peut garantir le règne de la bourgeoisie que lorsque la majorité des

---

<sup>1</sup> Ainsi la journée de huit heures était décrétée : en Allemagne, Tchécoslovaquie, Autriche (1918) ; en France, Pologne, Suisse, Norvège (1919) ; en Hollande (1922) ; en Belgique, Suède, etc. (1923). Toutefois, la journée de huit heures n'a pas été instituée à ce moment aux Etats-Unis et en Angleterre.

électeurs consent à «vivre comme par le passé» et que l'appareil de coercition est suffisamment fort pour défendre ce régime contre la pression des forces révolutionnaires ; et ces Etats ont ainsi eu recours aux méthodes fascistes de gouvernement.

Ne voulant pas défendre ouvertement le régime capitaliste, les fascistes, pour tromper les ouvriers, se livraient à une prétendue agitation anticapitaliste autour de l'« Etat corporatif », à la démagogie raciste, antisémite et chauvine. Le renoncement à la démocratie bourgeoise et l'adoption des méthodes de la dictature fasciste étaient signe de l'affaiblissement interne du régime capitaliste. Le mouvement fasciste existait même dans les pays capitalistes les plus puissants : U.S.A. et Grande-Bretagne. La grande bourgeoisie de tous les pays jubilait en voyant Mussolini et Hitler écraser le mouvement ouvrier dans leurs pays et préparer la guerre contre l'Union Soviétique (axe Berlin-Rome, « pacte antikomintern »).

Pour jeter la confusion parmi les ouvriers révolutionnaires, la propagande bourgeoise et les sociaux-démocrates de droite prônaient la théorie selon laquelle la Révolution d'Octobre serait un phénomène propre à la seule Russie, qu'elle avait été provoquée par l'absolutisme tsariste, l'absence de démocratie et même par les traits particuliers de l'« âme russe ». Mais toutes ces élucubrations ne pouvaient modifier en rien la portée internationale de la Révolution d'Octobre.

A la suite des nouvelles conditions économiques et politiques, le capitalisme subit des changements capitaux.

Après la première guerre mondiale, on observe un ralentissement considérable de l'accroissement de la production capitaliste.

#### **Indices de la production industrielle du monde capitaliste**

(1901-1913=100)

1913	1920	1929	1932	1938
121	116	176	114	181

Entre 1913 et 1938, l'accroissement moyen annuel a été inférieur à 3% ; il faut toutefois noter que presque tout l'essor de la production doit être imputé à la première décennie, période pendant laquelle la progression du marché capitaliste a été due au relèvement économique de l'après-guerre, ce qui a incité la bourgeoisie à augmenter dans d'importantes proportions son capital fixe. La reprise a été suivie d'une crise de surproduction<sup>1</sup> très grave et prolongée, puis d'un cycle de piétinement<sup>2</sup>. L'économiste américain Hansen

---

<sup>1</sup> Aveuglée par l'important essor cyclique des années 20, la bourgeoisie, tout particulièrement aux U.S.A., croyait en la « prospérité éternelle ». Dans son message d'adieu, adressé au Congrès le 4 décembre 1928, Coolidge, président des U.S.A., déclarait : « Jamais encore le Congrès, faisant le point de la situation du pays, n'avait devant les yeux de tableau plus favorable que celui qui se présente aujourd'hui. ... L'immense richesse créée par notre initiative et notre zèle... est répartie entre les plus larges couches de notre peuple... La production industrielle accrue est absorbée grâce à la demande croissante à l'intérieur du pays et à l'extension du commerce extérieur. Le pays peut regarder le présent avec satisfaction et envisager l'avenir avec optimisme. » Neuf mois après éclatait une crise économique la plus importante et la plus longue observée dans les annales du capitalisme.

Les mêmes prévisions optimistes étaient émises par les grands capitalistes d'Europe et d'Amérique, ainsi que par les idéologues du capitalisme.

<sup>2</sup> Le départ de l'Union Soviétique du marché capitaliste n'était pas la cause immédiate de ce phénomène. La totalité des exportations ne représentait que 10 à 15% de la production capitaliste. Les exportations vers la

écrivait : « Aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Allemagne et en France le revenu réel par habitant était, à la fin de la période d'entre-deux-guerres, supérieur de 18% seulement à celui de 1913<sup>1</sup>. » Ce chiffre est inférieur à 2/3% par an et entre dans les limites de l'imprécision statistique.

La crise générale du capitalisme s'est également répercutée sur l'agriculture de la plupart des pays capitalistes. La demande exceptionnelle des années de guerre avait entraîné un accroissement considérable des emblavures et des récoltes dans les pays d'outre-Atlantique ; la surproduction générale des denrées alimentaires dans les pays capitalistes évolués a été tout particulièrement ressentie lors de la crise économique de 1929-1933. Aux U.S.A., le gouvernement a versé des compensations aux propriétaires qui réduisaient les surfaces emblavées. Les Pays-Bas et le Danemark ont limité la fabrication des produits de l'élevage ; la France, la production du blé ; le Japon, celle du riz ; le Brésil, celle du café, etc. Les denrées alimentaires étaient détruites en abondance, alors que des centaines de millions d'hommes souffraient de la faim dans les pays sous-développés et, au cours même de la crise de surproduction, dans les pays capitalistes les plus évolués. Le pourrissement du capitalisme s'est manifesté avec un relief extraordinaire. La crise agraire subsiste en permanence depuis cette époque, sous des formes plus ou moins aiguës, par suite de la contradiction accrue entre l'essor de la production et l'insuffisance de la demande solvable.

C'est la même contradiction qui est à la source d'un potentiel de production industrielle superflu, et qui entraîne la sous-production chronique des entreprises, le chômage massif et permanent, surtout au cours de la dernière décennie, une augmentation plus marquée du nombre des personnes occupées dans les branches non productives que dans les branches créant de nouvelles valeurs. C'est ainsi qu'en Angleterre, le nombre des ouvriers travaillant dans divers secteurs de la production (industrie de transformation, mines, bâtiment, transport) est passé de 7,9 millions en 1928 à 7,1 millions en 1933, c'est-à-dire de 77,2 à 69,2% du nombre des personnes ayant un emploi. Quant aux travailleurs des secteurs non productifs (commerce, banques, fonctionnaires et employés municipaux) leur nombre est passé, durant la même période, de 2,3 millions (22,8%) à 3,2 millions (30,8%)<sup>2</sup>. La crise du capitalisme s'est également manifestée par la suppression presque générale de l'étalon-or, l'inflation, la dévaluation de la monnaie, l'extension du parasitisme, et aussi par le fait que, dans des pays comme l'Angleterre et la France, le service de la dette publique a absorbé presque la moitié du budget de l'Etat.

A la suite de la première guerre mondiale, le rapport des forces s'est brutalement modifié au sein du camp capitaliste. L'Autriche-Hongrie s'est disloquée en un certain nombre de petits Etats ; l'Empire ottoman a disparu ; l'Allemagne a perdu ses colonies, sa marine de guerre, et partiellement sa marine marchande. L'Alsace et la Lorraine ont été restituées à la France, la Rhénanie a été occupée par les Français. Les inégalités de développement économique et politique ont modifié le rapport des forces dans le monde capitaliste. La France

---

Russie n'avaient jamais joué un grand rôle. En 1913, 9% seulement des exportations de l'Allemagne, un des principaux fournisseurs de la Russie avant la révolution, étaient destinés à ce pays ; cela ne représentait environ que 1,5% de la production industrielle de l'Allemagne.

<sup>1</sup> A. H. Hansen, *The American Economy*, New York 1957, p. 3.

<sup>2</sup> D'après le *Labour Gazette*. Le nombre des chômeurs n'est pas spécifié.

est devenue une grande puissance terrestre ; la Grande-Bretagne a perdu peu à peu sa situation de première puissance mondiale au profit des Etats-Unis qui, à la différence des pays européens, se sont considérablement enrichis grâce à la guerre.

Au moment de la fin des hostilités, l'isolationnisme traditionnel des U.S.A. semblait l'emporter sur la politique impérialiste expansionniste du capital monopoliste. Le Congrès déclinait le traité de Versailles et l'adhésion des Etats-Unis à la Société des Nations. Mais la politique impérialiste continuait à être appliquée activement sous forme d'importantes exportations de capitaux et de la participation prééminente aux affaires européennes (plan Dawes et plan Young, lutte contre l'Union Soviétique, relèvement de l'Allemagne militariste et impérialiste). Sous la menace d'engager la course aux armements sur mer, les U.S.A. obligèrent l'Angleterre, lors de la signature du traité naval de Washington (6 février 1922), à consentir à l'égalité du tonnage des deux flottes, mettant ainsi fin à l'hégémonie séculaire de la Grande-Bretagne sur les mers et amorçant la reconnaissance des Etats-Unis en qualité de première puissance mondiale. Les U.S.A. pénétraient de plus en plus profondément dans l'économie de tous les pays du continent américain qu'ils transformaient en semi-colonies. L'Angleterre a dû renoncer à sa traditionnelle politique de libre échange et constituer à Ottawa, en 1931, un système de tarifs préférentiels impériaux.

La lutte contre l'Union Soviétique déterminait de plus en plus nettement l'orientation de la politique extérieure des puissances capitalistes. Effrayée par le traité de Rapallo (1922), la France constitua la Petite Entente qui comprenait les pays situés entre l'Allemagne et l'Union Soviétique, afin de se protéger contre l'Allemagne. La Petite Entente était en même temps dirigée contre l'Union Soviétique. Mais la politique des pays anglo-saxons, qui ne craignaient pas autant l'Allemagne que la France, était de plus en plus nettement orientée vers le rétablissement de la puissance militaire allemande dans l'espoir de se servir de ce pays dans la guerre contre l'Union Soviétique. Les puissances anglo-saxonnes soutenaient l'Allemagne par d'importants investissements, en renonçant aux réparations qu'elle leur devait. Les milieux réactionnaires de Grande-Bretagne et des U.S.A. finançaient le mouvement fasciste, aidaient Hitler à s'emparer du pouvoir. L'Angleterre, bien qu'ayant reconnu l'Union Soviétique en 1924 sous la pression de la classe ouvrière, apportait son appui à Hitler : en 1935, elle signait avec lui un « accord naval » aux termes duquel l'Allemagne pouvait construire une flotte d'un tonnage égal au tiers de celui de la flotte de la Grande-Bretagne, elle refusait d'aider la France en 1936, lorsque les troupes hitlériennes franchirent la zone rhénane démilitarisée. Même en France la politique selon laquelle la lutte contre l'Union Soviétique prévalait sur la lutte contre l'Allemagne (négociations Briand-Stresemann) s'est progressivement imposée. Les puissances occidentales et la Société des Nations n'ont pratiquement rien entrepris contre l'occupation d'une partie considérable de la Chine par le Japon, ni contre l'occupation de l'Abyssinie par l'Italie. Par leur politique de « non-intervention », l'Angleterre et la France ont aidé l'Allemagne et l'Italie fascistes.

Les conditions étaient créées pour la politique de Munich, c'est-à-dire l'approbation par l'Angleterre et la France de l'occupation par l'Allemagne des pays tels que l'Autriche, la Tchécoslovaquie, la ville libre de Dantzig (Gdansk, Pologne) ; c'est ainsi que fut préparée la seconde guerre mondiale.

La première guerre mondiale avait comme objectif un nouveau partage des colonies. Lorsqu'elle fut terminée, les colonies allemandes étaient, pour l'essentiel, réparties entre la Grande-Bretagne (et les dominions) et la France, sous le couvert des prétendus mandats de la

Société des Nations. L'ancien Empire ottoman (à l'exception de la Turquie, dont une partie a été cédée à l'Italie et à la Grèce) a également été partagé entre l'Angleterre et la France. Malgré l'extension des territoires coloniaux (occupation de l'Abyssinie par l'Italie en 1935, occupation de la Mandchourie, de la Chine du Nord et de l'Est par le Japon), la crise générale du capitalisme avait déjà affaibli le système colonial. La résistance des peuples à l'assujettissement avait noté des succès partiels. Sous la conduite de Mustapha Kemal, la Turquie chassa les envahisseurs italiens et grecs de son territoire. L'Iran, qui, après la première guerre mondiale, était tombé sous le contrôle militaire et politique de la Grande-Bretagne devenant une semi-colonie, secoua le joug anglais en 1925, mais le pétrole restait aux mains des Anglais.

Parmi les conquêtes coloniales de l'époque, il faut tout particulièrement noter la domination que l'impérialisme britannique établit sur les pays arabes. Profitant, pendant la première guerre mondiale, du légitime mécontentement des Arabes contre les oppresseurs turcs, l'Angleterre, par l'intermédiaire de son agent Lawrence, leur promit l'indépendance, leur fournit des armes et les mobilisa contre les Turcs, surtout à l'époque où Churchill échoua dans sa tentative de s'emparer des Dardanelles.

Après la fin de la guerre, au lieu d'accorder aux Arabes l'indépendance promise, l'Angleterre divisa leur territoire et remit une partie de la Syrie et du Liban à la France. Tout cela sans tenir compte des aspirations des Arabes. Bien plus, sous prétexte de « donner une patrie au peuple juif », les Anglais leur ont pris la Palestine pour y installer une base militaire impérialiste ; le pays était tout d'abord sous mandat britannique, et, après la deuxième guerre mondiale, on y a fondé l'Etat d'Israël. Ainsi, depuis plus de 10 ans, un million d'Arabes palestiniens, qui ont perdu leur patrie, mènent une existence misérable dans les camps. On comprend parfaitement la haine que les Arabes nourrissent pour les fantoches de l'impérialisme anglo-américain en Palestine. La véritable nature de l'Etat d'Israël, instrument de l'impérialisme, s'est pleinement manifestée quand, en 1956, il a participé à l'agression des impérialistes anglais et français contre l'Egypte.

Malgré leurs belles phrases, les impérialistes vainqueurs se souciaient fort peu du sort des peuples faibles. Ainsi, à la Conférence de la paix à Paris (1919-1920), ils refusèrent même de recevoir la plainte de la Chine contre le Japon (qui s'était emparé en 1914 d'un territoire que l'Allemagne avait pris à bail en Chine), sous prétexte que la Chine n'avait pas été puissance belligérante.

Encouragés par l'abolition des colonies tsaristes en Union Soviétique, les peuples des pays coloniaux ont intensifié leur lutte, menaçant le pouvoir des impérialistes : soulèvement au Maroc, à Madagascar, en Egypte, lutte de l'Irak contre l'occupant britannique, qui coûta la vie à 2 000 soldats anglais en 1920, mouvement de résistance en Inde déclenché par l'intervention des troupes contre un meeting réuni à Amritsar en 1919 et qui fit 1 000 morts (massacre d'Amritsar), etc. Les prémisses de la crise du système colonial impérialiste mûrissaient graduellement.

La crise révolutionnaire qui s'est produite à la fin de la première guerre mondiale a entraîné une extraordinaire extension du mouvement de grève dans la plupart des pays capitalistes. En Allemagne, 7 millions d'ouvriers participèrent en 1920 à des grèves économiques et politiques. Entre 1918 et 1921, il y eut en Angleterre une moyenne de 2

millions de grévistes par an. La grève des mineurs de 1921 occasionna la perte de 72 millions de journées de travail. D'importantes grèves se déroulaient en France, en Italie, aux U.S.A.

Le nombre des syndiqués augmentait considérablement au cours de ces luttes de classes. Selon les données du Bureau international du Travail de la Société des Nations, le nombre des syndiqués s'élevait à (en millions de personnes) :

	1912	1920
Allemagne	3,7	13,0
Angleterre	3,3	8,0
U.S.A.	2,5	5,2
France	1,0	2,5
Italie	1,0	3,1
Ensemble du monde capitaliste	13,9	43,0 <sup>1</sup>

Dans la période de stabilisation du capitalisme, la bourgeoisie déclencha son offensive contre les ouvriers, leur reprenant une grande partie des concessions qu'elle avait été obligée de faire durant les années d'essor révolutionnaire. La « rationalisation » de la production intensifia considérablement le travail. L'inflation a réduit à néant les augmentations de salaires. Dans les pays à monnaie stable, la bourgeoisie baissa les salaires. Le 24 juin 1924, le ministre anglais des Finances citait les chiffres suivants au parlement<sup>2</sup> :

#### Recettes de l'exercice budgétaire

(en millions de livres sterling)

	Bénéfices et revenus des capitalistes et des personnes occupées à des professions libérales	Salaires des ouvriers
1920/21	1 271	945
1921/22	1 394	520

Ces chiffres se passent de commentaires. Selon les statistiques officielles, la part du revenu national des classes non possédantes, c'est-à-dire 95% de la population des U.S.A., a représenté 77,9% en 1920, 74% en 1927<sup>3</sup>.

Le prolétariat perdit ce qu'il avait conquis pendant la période de montée révolutionnaire, surtout à cause de la trahison des leaders de droite de la social-démocratie et des syndicats qui ont provoqué la scission du mouvement ouvrier (dans les partis et les syndicats), qui ont collaboré avec la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Mais d'autre part, les leaders sociaux-démocrates se démasquèrent aux yeux de la classe ouvrière, ce qui accéléra la fondation et le renforcement des partis communistes dans un certain nombre de pays capitalistes. En Allemagne, en France et en Italie, les partis communistes sont devenus les organisations de masse des ouvriers d'avant-garde. Le fascisme réduisit les partis communistes à la clandestinité. Mais leur héroïque lutte antifasciste a enrichi l'expérience politique des partis communistes, les a aguerris dans les batailles de

<sup>1</sup> Ce chiffre comprend près de 3 millions de membres des syndicats dits neutres : chrétiens et jaunes formés par les capitalistes dans leurs entreprises pour contrebalancer les véritables syndicats de classe.

<sup>2</sup> M. Beer, *Das England der Gegenwart*, Berlin 1924, S. 83.

<sup>3</sup> *Historical Statistics of the United States, 1789-1945*, Washington 1949, p. 15.

classe, les a préparés à occuper la place qui a été la leur après la fin de la seconde guerre mondiale.

## Chapitre IV

### Deuxième phase de la crise générale du capitalisme

La deuxième phase de la crise générale du capitalisme a été riche en événements historiques. Ils sont connus de la plupart des lecteurs. Elle s'est soldée essentiellement par un affaiblissement sensible, avant tout politique et dans une moindre mesure économique, de l'impérialisme, et par le renforcement considérable, politique aussi bien qu'économique, du socialisme, par la constitution d'un système socialiste mondial. Ce bilan est à l'opposé de ce que les impérialistes attendaient de la seconde guerre mondiale.

Hitler et la bourgeoisie impérialiste allemande voulaient dominer tout le continent européen, conquérir de « l'espace vital » jusqu'à l'Oural, « refouler les bolchéviks en Asie ». Les hommes politiques réactionnaires de l'Occident (Chamberlain et autres) avaient voulu, en signant l'accord de Munich, orienter l'agression de l'impérialisme allemand vers l'U.R.S.S., dans l'espoir d'affaiblir aussi bien l'Allemagne que l'Union Soviétique. C'est pourquoi même après le déclenchement des hostilités, en septembre 1939, la France et l'Angleterre ont mené jusqu'en mai 1940 la « drôle de guerre » sur le front occidental, et n'ont rien fait pour combattre les forces armées hitlériennes.

Mais les résultats de la deuxième guerre mondiale ont trompé les espoirs des impérialistes appartenant aux deux groupes militaires : Allemagne, Italie, Japon, d'une part ; U.S.A., Grande-Bretagne et France, d'autre part. Les contradictions entre les impérialistes – probablement pour la dernière fois dans l'histoire de l'humanité – ont été plus fortes que les contradictions entre les deux systèmes : socialiste et capitaliste. Pris de peur devant la honteuse défaite de l'armée française (après la première guerre mondiale, celle-ci était considérée comme la plus forte armée du monde capitaliste<sup>1</sup>), devant la peu glorieuse débandade des armées anglaises en France, devant l'occupation de la presque totalité de l'Europe occidentale par Hitler, dans laquelle la trahison des réactionnaires (Pétain, Laval, Quisling et autres), qui considéraient que la lutte contre les communistes était plus importante que la sauvegarde de l'indépendance nationale, avait eu un rôle peu négligeable ; devant tous ces faits et sous l'influence des revendications des travailleurs, les dirigeants des pays anglo-saxons furent contraints, après l'agression de Hitler contre l'U.R.S.S., de se ranger aux côtés de l'Union Soviétique et de conclure avec elle une alliance politique et militaire. Il va de soi que les buts de l'Union Soviétique et des alliés étaient radicalement différents. L'U.R.S.S. avait pour objectif l'écrasement total du fascisme et de tout ce qu'il entraînait. La Grande-Bretagne et les U.S.A. cherchaient à infliger une défaite à leur rival impérialiste et à affaiblir l'Union Soviétique.

Mais même après la conclusion de cette alliance, la lutte entre les deux systèmes n'a pas cessé. Même pendant la guerre, le souci capital de Churchill n'était pas de venir en aide à

---

<sup>1</sup> La raison stratégique de la défaite de la France a été en premier lieu l'esprit conservateur de ses chefs militaires qui avaient organisé la défense de la France d'après l'expérience de la première guerre mondiale (ligne Maginot), et aussi la sous-estimation de l'importance des armes nouvelles (blindés et aviation).

l'Union Soviétique ni d'assurer la victoire, mais de sauvegarder l'empire britannique et de dresser toutes sortes d'obstacles à la propagation du socialisme dans le monde après la fin de la guerre. C'est la cause du retard apporté à l'ouverture du deuxième front en Europe occidentale jusqu'au jour où il devint évident que l'Union Soviétique était à même de libérer par ses propres moyens la totalité de l'Europe ; du maintien – sous prétexte d'empêcher la jonction des forces allemandes et japonaises – des principales forces britanniques sur des théâtres d'opérations d'importance mineure (Afrique, Proche-Orient, Grèce) ; des propositions réitérées dans les dernières années de la guerre pour l'ouverture du deuxième front dans les Balkans, pour la prise de Vienne, etc<sup>1</sup>.

Déjà avant la fin de la guerre, de graves désaccords ont surgi entre l'Union Soviétique et ses alliés, l'Angleterre tout particulièrement, au sujet du régime social et des gouvernements des pays libérés du joug hitlérien. Les alliés voulaient s'assurer à l'avance le maintien du régime capitaliste et remettre en Pologne et en Tchécoslovaquie le pouvoir aux leaders réactionnaires bourgeois émigrés à Londres, qui s'étaient proclamés gouvernements de ces pays. L'Union Soviétique considérait que les peuples polonais et tchécoslovaque devaient eux-mêmes résoudre ce problème et décider s'ils voulaient rétablir l'ancien régime réactionnaire ou instaurer un nouveau régime, sous la direction des combattants antifascistes. Le maintien du régime capitaliste dans les pays du centre et du sud-est de l'Europe ou la constitution d'un nouveau régime, le socialisme, devint un des problèmes décisifs de la guerre froide qui devait survenir après la guerre.

Pendant les hostilités, la lutte n'a pas cessé non plus à l'intérieur des deux groupements militaires impérialistes. L'Italie, principale alliée de Hitler en Europe, n'a pratiquement pas participé à la guerre jusqu'à la défaite de la France. Elle faisait « sa » guerre contre la Grèce, pour la conquête de l'Albanie. Le Japon menait « sa » guerre dans l'Est asiatique et contre les U.S.A. ; malgré sa participation au « pacte antikomintern » il a signé un pacte de non-agression avec l'Union Soviétique. Dans le camp antifasciste, le principal objectif des Etats-Unis était de battre le Japon et, en même temps que de vaincre Hitler, d'affaiblir l'Angleterre, de disloquer l'empire colonial britannique. A cet effet, les U.S.A. ont tout d'abord livré du matériel de guerre à la Grande-Bretagne exclusivement au comptant (c'est-à-dire contre un paiement en or), la privant ainsi de ses réserves-or et des valeurs américaines qu'elle détenait. Lorsque ces réserves de la Grande-Bretagne furent épuisées, les Etats-Unis passèrent au système du *lend-lease* qu'ils cessèrent d'appliquer vers la fin des hostilités sans avertissement préalable. Pendant la guerre, Roosevelt exigeait à tout bout de champ que la Grande-Bretagne abolisse le système douanier préférentiel, une des principales bases économiques de l'empire britannique, qu'elle octroie l'indépendance politique à l'Inde, etc. Tout cela a été le prétexte d'un violent discours de Churchill au parlement où il disait : « Ce n'est pas pour liquider l'empire britannique que je suis devenu Premier ministre<sup>2</sup>. »

Ainsi, la lutte des deux systèmes dans le camp antifasciste et la lutte entre les impérialistes à l'intérieur des deux groupes militaires se sont poursuivies pendant la deuxième guerre mondiale, s'interpénétrant et compliquant le déroulement de la guerre. Dans cette

---

<sup>1</sup> Les mémoires de Churchill et du maréchal Montgomery fournissent une abondante documentation sur ce sujet.

<sup>2</sup> Cité d'après le livre de Jawaharlal Nehru, *The Discovery of India*, p. 501.

situation complexe, l'Union Soviétique a remporté la victoire grâce à la lutte héroïque des peuples de l'U.R.S.S., guidés par le Parti communiste. Malgré les énormes pertes en matériel et en hommes subies par le peuple soviétique, les milieux réactionnaires de l'impérialisme ont échoué dans leurs tentatives d'affaiblir l'Union Soviétique sur le plan politique. Bien au contraire, jamais encore le rôle de l'Union Soviétique dans la politique mondiale n'avait été aussi grand qu'après la fin de la guerre. L'influence exercée par l'Union Soviétique sur la politique mondiale n'a fait que s'accroître après la guerre. De ce fait il ne reste plus à présent que deux grandes puissances mondiales : l'Union Soviétique et les Etats-Unis<sup>1</sup>.

\* \* \*

La seconde guerre mondiale s'est soldée par un profond bouleversement du système capitaliste dans tous les pays vaincus, par la formation de démocraties populaires dans un certain nombre de pays d'Europe et d'Asie, et par le maintien du régime capitaliste en Europe occidentale<sup>2</sup>.

L'ébranlement du capitalisme après la fin de la deuxième guerre mondiale présentait certains traits communs avec la montée révolutionnaire qui suivit la première guerre mondiale, mais il en différait aussi sous bien des rapports.

Lors de la montée révolutionnaire, les partis communistes (sauf celui de l'Union Soviétique) étaient jeunes, leurs effectifs réduits, ils manquaient d'expérience en matière politique et sur le plan de l'organisation ; sur le plan théorique, ils ne s'étaient pas encore affermis. Ces partis ont considérablement progressé dans l'entre-deux-guerres. Ils ont presque tous acquis l'expérience de l'activité clandestine, certains sont devenus des partis de masse. Dans tous les pays asservis par l'Allemagne hitlérienne, les communistes ont été les promoteurs de la Résistance, ce qui leur a valu l'estime des larges couches de la population.

Après la fin des hostilités, les U.S.A. et la Grande-Bretagne, effrayés par les immenses progrès de l'influence communiste, ont avant tout cherché à maintenir le régime capitaliste. Dans les pays occupés (Italie, France, Allemagne de l'Ouest, Grèce), ils ont désarmé les masses populaires qui s'étaient insurgées contre le régime établi par les occupants allemands ou contre les gouvernements félon. Bien qu'obligés d'admettre dans certains pays les communistes au gouvernement, ils ont brisé toutes les tentatives des forces populaires pour effectuer des transformations radicales de la société. Par la force des armes, par leur ingérence économique et politique, ils ont assuré le maintien du régime capitaliste. Il est fort probable que sans l'occupation anglo-américaine de l'Italie et de la France, ces pays ne seraient pas restés capitalistes.

En dehors de la force des armes, les impérialistes et leurs défenseurs ont pris des mesures pour apaiser le mécontentement du prolétariat, des masses populaires. Elles offraient certaines ressemblances avec celles qui avaient été mises en œuvre après la première guerre

---

<sup>1</sup> Au sens le plus large du terme, d'autres pays que l'U.R.S.S. et les U.S.A. sont considérés comme de grandes puissances (par exemple, la Chine, l'Inde, la Grande-Bretagne, la France et certains autres pays). En l'occurrence, l'auteur emploie le terme de « puissance mondiale » dans un sens plus étroit.

<sup>2</sup> Les termes de « Est » et « Ouest » sont tout à fait conventionnels. Du point de vue historique, la République démocratique allemande et la Tchécoslovaquie appartiennent davantage à l'Ouest qu'à l'Est. A l'heure actuelle, ces termes ont un contenu plus politique qu'historique et culturel.

mondiale. La substitution de l'occupation anglo-américaine à l'occupation hitlérienne et le rétablissement de l'ordre bourgeois « normal » ont tranquilisé les couches les moins conscientes de la société. Comme à cette époque, les leaders sociaux-démocrates de droite ont été mobilisés pour défendre le capitalisme. Ces mêmes sociaux-démocrates de droite qui, dans les camps de concentration hitlériens, avaient juré de lutter toujours aux côtés des communistes contre la bourgeoisie, qui avaient coopéré avec les communistes dans la Résistance en France, en Italie, etc., ont, dès la fin de la guerre, repris leur collaboration avec la bourgeoisie et les autorités d'occupation, sont devenus des ennemis farouches des communistes et des masses populaires.

Cependant, dans la plupart des pays vaincus, le rapport des forces entre communistes et sociaux-démocrates de droite a changé en comparaison de la période qui a suivi la première guerre mondiale. L'influence accrue des communistes parmi les masses ouvrières de France et d'Italie a obligé les occupants et les classes dominantes de ces deux pays à accepter momentanément après la fin de la guerre la participation des communistes au gouvernement. Lorsque les réactionnaires se sont sentis plus forts, les communistes ont été partout évincés. Par contre, les partis communistes se sont assurés la direction de certains syndicats et de certaines organisations de jeunes. Les communistes ont joué un rôle dirigeant dans l'ensemble du mouvement ouvrier. Les tentatives des traîtres de droite pour opérer la scission dans les syndicats ont eu très peu de succès.

A la différence de ce qui s'est passé après la première guerre mondiale, l'Eglise catholique tout particulièrement a joué un rôle politique considérable dans la sauvegarde du régime capitaliste mettant à profit le désarroi des larges masses meurtries par les longues années de guerre et la tyrannie hitlérienne ; l'Eglise catholique a mis sur pied des partis politiques bourgeois de masse dont les adhérents appartiennent à toutes les couches de la population. Après la guerre, ils sont devenus les principaux partis gouvernementaux en Italie, en France et en Allemagne de l'Ouest. Ils ont joué un rôle considérable dans le maintien du régime capitaliste en Europe occidentale.

Le succès de l'Eglise catholique, qui a groupé sur une base religieuse au sein d'un même parti des gens aux intérêts de classe opposés en vue de défendre le capitalisme, a été momentané. En France, le parti d'obédience catholique compte à présent parmi ceux dont les effectifs sont les plus réduits ; en Italie, il a perdu la majorité absolue au parlement et traverse une crise profonde ; en Allemagne de l'Ouest, il est devenu ouvertement un parti bourgeois réactionnaire. Mais le catholicisme reste un des principaux instruments de la grosse bourgeoisie pour maintenir le régime capitaliste non seulement dans les nations impérialistes, mais aussi dans les pays dépendants et dans les anciennes colonies.

A titre d'exemple frappant, nous pourrions citer la situation dans l'Etat indien de Kérala où l'Eglise catholique a joué un rôle de premier plan contre le gouvernement communiste qui avait la majorité au parlement de l'Etat. Toutes les forces bourgeoises : Parti du Congrès, socialistes, catholiques, Ligue musulmane, ont formé, aux élections de février 1960, un front unique contre les communistes, parvenant à évincer la majorité communiste du parlement, bien que les communistes aient recueilli un million de suffrages de plus qu'aux précédentes élections et que le total des voix recueillies soit passé de 35% en 1957 à 43% en 1960. L'article publié le 23 janvier 1960 dans le journal bourgeois *Neue Züricher Zeitung* permet de juger du caractère de classe de la lutte, malgré la teinte religieuse donnée aux élections par l'Eglise catholique et la Ligue musulmane. « Les castes supérieures, écrivait le

journal, luttent aux côtés des chrétiens et des musulmans contre les castes inférieures et les intouchables, et leurs partis agissent en conséquence... Cependant, durant les 30 mois de participation au gouvernement, les communistes ont agi avec un tel esprit de suite en faveur des couches déshéritées qu'ils peuvent à présent compter sur la fidélité des grandes masses au sein des couches pauvres et des castes inférieures. » Les résultats du scrutin ont montré que l'agitation religieuse n'a pas beaucoup servi, bien qu'au jour des élections aient été célébrés dans les églises catholiques de Kérala, depuis 4 heures du matin, des offices spéciaux, au cours desquels les fidèles étaient invités à voter contre les communistes ; quant au leader musulman le plus influent, Tangol, il a même invoqué le Coran.

On connaît également le rôle profondément réactionnaire de l'Eglise catholique dans le Sud-Viet-Nam.

L'Eglise catholique est jusqu'à présent le centre d'organisation des forces contre-révolutionnaires dans les démocraties populaires à population catholique (Pologne, Hongrie).

Dans le centre et le sud-est de l'Europe, les événements ont pris une tout autre tournure qu'en Occident. En libérant ces pays des occupants hitlériens, l'Union Soviétique a ouvert le chemin aux forces patriotiques et antifascistes qui avaient organisé la résistance contre le fascisme et ses alliés des classes au pouvoir, elle a donné libre cours aux forces qui avaient participé à la libération du pays. La bataille opposant les éléments capitalistes aux anticapitalistes a été longue ; cette lutte s'est terminée trois ou quatre ans plus tard par la victoire de ces derniers, par le passage au socialisme de tous les pays du centre et du sud-est de l'Europe, à l'exception de la Grèce où les troupes anglaises ont réussi à sauver le régime réactionnaire. Deux Etats se sont formés sur le territoire de l'Allemagne : l'Allemagne de l'Ouest, capitaliste et militariste, et la République démocratique allemande, socialiste et pacifique. Avec la victoire de la révolution en Chine et l'instauration de républiques populaires en Corée du Nord et au Nord Viêt-Nam, l'évolution politique a amené la formation d'un système socialiste mondial, dont le territoire s'étend de l'Elbe au Pacifique, du cercle polaire aux tropiques. A l'opposé du système capitaliste, il n'existe pas entre les pays du système socialiste de contradictions antagonistes ; tous sont intéressés au progrès économique et politique de chacun d'eux ; la planification commune et l'aide désintéressée des plus forts aux plus faibles prennent de plus en plus d'extension. L'étroite coopération économique et l'entraide fraternelle des pays du camp socialiste sont le trait caractéristique du système socialiste mondial.

Avec la formation du système socialiste mondial, le rapport des forces entre le capitalisme a radicalement évolué en faveur du socialisme. C'est le résultat le plus important de l'après-guerre.

A cette modification du rapport des forces, les pays impérialistes, U.S.A. en tête, ont répondu en déclenchant la guerre froide qui se poursuit encore, sous une forme alternativement plus ou moins violente.

\* \* \*

Les principaux pays capitalistes, à l'exception des U.S.A., sont sortis nettement appauvris de la guerre, car les dépenses militaires, les destructions, et la consommation civile (qui, pendant les hostilités, a été fortement réduite), prises ensemble dépassaient considérablement le volume de la production courante qui, elle, diminuait graduellement en

raison de la pénurie de main-d'œuvre, de matières premières et de l'usure du capital fixe. La réduction de la richesse nationale réelle était estompée par l'enrichissement monétaire apparent : les capitalistes qui vendaient leurs marchandises à l'Etat et qui réalisaient de très gros bénéfices, accumulaient d'immenses masses monétaires qu'ils ne pouvaient pas transformer en capital productif en raison de la pénurie de matières premières, de machines et de main-d'œuvre ; les capitalistes, les fonctionnaires, les employés, une partie des ouvriers ne pouvaient pas dépenser la totalité de leurs revenus pour acheter des articles de consommation, car, les prix étant taxés par l'Etat, il n'y avait pas suffisamment de denrées alimentaires, meubles, textiles, voitures, logements. Ils accumulaient de ce fait de l'argent, bien qu'ils fussent obligés d'en dépenser une partie au marché noir.

La diminution de la richesse nationale et l'accumulation pendant la guerre de la demande des moyens de production et biens de consommation durable (logements, meubles, articles ménagers, etc.) ont créé, après la fin des hostilités, des possibilités d'accroissement rapide de la production, sur la base d'un élargissement exceptionnel du marché capitaliste, alors que jusqu'en 1957-1958 il ne s'est pas produit de crise mondiale de surproduction.

#### Indices de la production industrielle capitaliste

(1901-1913=100)

1937	1946	1948	1950	1952	1954	1956	1957	1958	1959
198	216	258	294	333	354	411	421	411	450

Comme nous l'avons déjà dit, ces chiffres sont loin d'être précis. Certains indices sont souvent « corrigés », mais toujours dans le sens d'une augmentation<sup>1</sup>. On peut néanmoins constater qu'après la fin de la guerre, la production industrielle capitaliste a augmenté à des cadences relativement accélérées. En 1956, elle avait doublé par rapport à l'avant-guerre<sup>2</sup>. Après cette date, on observe un ralentissement des rythmes de croissance, tandis que le déroulement cyclique de la reproduction, propre au capitalisme, se manifeste à nouveau.

L'indice de la production capitaliste mondiale atténue la très grande inégalité de développement des principaux pays capitalistes.

#### Indices de la production industrielle des principaux pays capitalistes (1953=100)<sup>3</sup>

Années	U.S.A.	Canada	Grande-Bretagne	France	Allemagne de l'Ouest	Japon
1937	46	43	80	78	78 <sup>4</sup>	80
1946	67	69	72	60	30-35 <sup>5</sup>	24
1948	75	75	84	80	39	36
1954	94	100	107	109	112	108
1957	110	120	115	144	146	167
1958	102	118	113	150	151	168

<sup>1</sup> La correction de l'indice est légitime, le poids spécifique des « nouvelles » branches augmentant avec le progrès technique.

<sup>2</sup> Nous ne prenons pas pour la comparaison 1938, année de crise, car cela gonflerait les rythmes d'accroissement.

<sup>3</sup> Chiffres de l'O.N.U. Les publications de l'O.N.U. montrent parfois des différences de 1-2 points, ce qui est dans la limite de l'imprécision statistique. Le nouvel indice des U.S.A. est supérieur de 3 points à l'ancien.

<sup>4</sup> 1938.

<sup>5</sup> D'après nos estimations.

1959	116	128	120	159	162	208
1960 (données préliminaires)	119	130	128	169	179	258

Malgré l'imprécision de ces chiffres, ils font ressortir ce qui suit :

1. Dans la première année d'après-guerre, le niveau de production des U.S.A. et du Canada a dépassé de 50% celui d'avant-guerre. Ces pays ont profité de la guerre. Par contre, en Europe occidentale et au Japon, le niveau de la production a été nettement inférieur à celui d'avant-guerre : en Grande-Bretagne de 10%, en France de 24%, en Allemagne de l'Ouest approximativement de plus de la moitié, au Japon le niveau de production a baissé de 70%. La ligne générale est claire : les pays vaincus du bloc fasciste ont beaucoup plus souffert que l'Angleterre et la France.

2. Dans les années qui suivirent, les rythmes d'accroissement de la production se sont sensiblement ralentis aux U.S.A. et en Grande-Bretagne. Par contre en France, et tout particulièrement en Allemagne occidentale et au Japon, ces rythmes ont été très élevés. La crise économique de 1957- 1958 n'a fait que freiner légèrement cet accroissement ou en ralentir le rythme.

3. Tous les grands pays capitalistes industriels ont atteint en 1958 un niveau de production de deux fois à deux fois et demie supérieur à celui d'avant-guerre, sauf la Grande-Bretagne, dont la production n'a augmenté que de 40% et retarde de ce fait nettement par rapport aux autres grands pays capitalistes. Une des raisons principales en est la place importante que tiennent dans l'économie de l'Angleterre les branches d'industrie qui traversent actuellement une crise " structurelle », notamment le textile, les houillères, les chantiers navals.

L'afflux de capitaux américains, sous forme d'investissements directs, de prêts, d'achats d'actions, d'aide gouvernementale, etc., a joué un certain rôle dans le rapide relèvement économique des pays vaincus.

L'inégalité du développement économique s'est vivement manifestée au cours de l'après-guerre dans la situation des U.S.A. Profitant de l'affaiblissement de ses concurrents, le capital américain s'est emparé d'une partie considérable des exportations mondiales de marchandises et de capitaux. La part des Etats-Unis dans les exportations des pays capitalistes est passée de 14% en 1937 à 33% en 1947<sup>1</sup> En même temps, les U.S.A. ont maintenu le système des taxes douanières prohibitives pour assurer aux monopoles des prix élevés sur le marché intérieur, leur principale source de surprofits. La part des importations dans le revenu national est restée extrêmement faible. En 1938, elle s'est exprimée par 2,6%, en 1954 par 2,8%, en 1956 par 3,1 %<sup>2</sup>. De 1946 à 1949, l'excédent net des exportations des Etats-Unis sur les importations s'est chiffré à environ 25 milliards de dollars. Une situation semblable est nettement contraire aux lois du capitalisme. Nous avons écrit en 1953 : « Aucun pays impérialiste ne peut indéfiniment exporter davantage qu'il n'importe<sup>3</sup>. » (En règle générale, les

<sup>1</sup> Voir *L'économie des pays capitalistes*, Moscou 1959, p. 494.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 518.

<sup>3</sup> E. Varga, *Problèmes fondamentaux de l'économie et de la politique de l'impérialisme*, Gospolitizdat, 1953, p. 69.

colonies avaient constamment un excédent des exportations sur les importations, forme naturelle de leur tribut aux impérialistes.) Effectivement, la politique commerciale des U.S.A., qui servait exclusivement les intérêts des monopoles américains, a provoqué une « pénurie de dollars », ce qui a conduit au morcellement du marché capitaliste mondial en zones monétaires, contraint les autres pays capitalistes à limiter les importations de marchandises américaines créant ainsi une vive concurrence sur le marché mondial. L'hégémonie des Etats-Unis s'est graduellement affaiblie. En 1959, le solde actif de sa balance de commerce extérieur n'était plus que de 2,4 milliards de dollars, tandis que, du fait de ses énormes dépenses militaires pour l'étranger (bases militaires, frais d'entretien des troupes à l'étranger, « aide » militaire, etc.), la balance des paiements est devenue fortement passive : les U.S.A. ont perdu 4 milliards de dollars-or en un an. Même le pays le plus puissant ne peut longtemps enfreindre les lois économiques du capitalisme.

Depuis l'automne 1960, les sorties d'or des Etats-Unis ont pris des proportions telles qu'elles ont provoqué une crise du dollar. A la Bourse de Londres, l'or était coté par moments 40 dollars l'once alors que son taux officiel est de 35 dollars. Pour sauver leur monnaie, les U.S.A. ont dû prendre des mesures d'urgence visant à réduire le déficit de la balance des paiements, et même dépêcher le ministre des Finances et certaines personnalités haut placées pour solliciter l'aide de l'Allemagne de l'Ouest et de la Grande-Bretagne ; ils ont été obligés d'acheter de l'or au Fonds monétaire international. Mais l'or n'en a pas moins continué à sortir.

L'étude du développement de l'industrie des pays sous-développés durant cette période présente un grand intérêt.

#### Indices de la production industrielle

(1953=100)<sup>1</sup>

Années	Inde	Pakistan <sup>2</sup>	Mexique	Argentine	Brésil	Congo belge
1938	76		04	64	39	11
1948	87	84	83	105	69	40
1957	130	192	139	121	126	150
1958	132	215	147	125		140
1959	147	240	159	111		
1960	158		170	114		
(données Préliminaires)						

Ces chiffres sont encore moins précis que ceux concernant les pays industriels avancés où la statistique existe depuis longtemps. Il en ressort toutefois qu'au cours des dix dernières années, dans certains pays sous-développés, les rythmes d'accroissement de la production industrielle ont été non pas supérieurs, mais inférieurs à ceux des pays hautement évolués, et que dans des pays tels que le Congo et le Pakistan, ces rythmes ont été plus élevés. L'impression d'ensemble (les données sont peu sûres) est que malgré le grand battage fait par les puissances impérialistes autour de l'« aide » aux pays sous-développés, les rythmes d'accroissement industriel de ces pays n'étaient nullement supérieurs à ceux des Etats impérialistes. Le plus grand des pays sous-développés, l'Inde, a augmenté le volume de sa

<sup>1</sup> Chiffres de l'O.N.U.

<sup>2</sup> Les chiffres de 1938 manquent, car à cette époque le Pakistan faisait partie de l'Inde.

production industrielle en 1958 dans des proportions moindres que n'importe lequel des pays évolués, à l'exception de la Grande-Bretagne.

Les chiffres ci-dessous permettent de juger qu'il n'y a pas eu jusqu'à présent, par rapport à la situation d'avant-guerre, de nivellement de la production industrielle en faveur des pays sous-développés.

**Part des pays capitalistes évolués dans la production industrielle  
du monde capitaliste<sup>1</sup>**

Années	U.S.A.	Canada	Grande-Bretagne	France	Allemagne de l'Ouest	Italie	Japon	Total
1937	41,4	2,7	12,5	6,0	9,0 <sup>2</sup>	3,0	4,8	79,4
1948	56,4	3,6	11,7	4,1	4,3	2,1	1,5	83,7
1957	48,6	3,5	8,1	5,0	9,9	3,6	3,0	81,7

Entre 1937 et 1948, la part des sept pays industriels évolués dans la production industrielle du monde capitaliste a augmenté d'environ 4% ; elle a diminué d'à peu près 2% entre 1948 et 1958. Si la même évolution se poursuit au cours de la décennie suivante, le niveau d'avant-guerre sera rétabli dans 10 ans environ.

De grands changements ont été notés pendant la guerre dans le domaine de la production agricole. Les emblavures et les récoltes ont sensiblement augmenté aux Etats-Unis et au Canada. Les terres cultivées et les récoltes ont diminué en Europe occidentale à cause de la pénurie de main-d'œuvre, d'engrais, etc. La crise agraire, qui avait revêtu des formes plus ou moins aiguës entre les deux guerres mondiales, a momentanément cessé. Dans les pays d'outre-Atlantique, la production agricole a continué sa progression plusieurs années après la fin des hostilités, tandis que l'Europe continentale n'était toujours pas à même de subvenir aux besoins de sa consommation.

La situation a progressivement changé. Les pays d'Europe occidentale, où la production avait sensiblement diminué pendant la guerre, ont peu à peu relevé leur agriculture. Après 1955, la récolte a considérablement dépassé le niveau d'avant-guerre dans ces pays, excepté l'Espagne, ce qui a provoqué une crise de surproduction sur le marché mondial. La part des Etats-Unis et du Canada dans la production mondiale de blé est passée de 42% en 1945-1949 à 30% en 1957. Dans les pays capitalistes d'outre-mer, la crise a repris des formes aiguës : au Canada et en Australie la production est tombée au-dessous du niveau d'avant-guerre. Le prix du blé australien importé, que l'on peut considérer comme se rapprochant des tarifs mondiaux, était coté à Londres, par tonne (en livres sterling) :

1952	1955	1958	1959	août 1960
31,3	26,8	25,3	24,0	24,2

Une baisse analogue a été enregistrée au Canada et autres pays exportateurs.

Une situation particulière a été observée aux Etats-Unis. Pour des raisons d'ordre politique, le gouvernement américain, voulant s'assurer l'appui de la couche sociale capitaliste

<sup>1</sup> Voir *L'économie des pays capitalistes*, p. 67. (Chiffres groupés par nous.- E.V.)

<sup>2</sup> Toute l'Allemagne.

la plus nombreuse, c'est-à-dire des fermiers, consacre chaque année 5 milliards de dollars pour maintenir le prix du blé et de certaines autres cultures. Pour cette raison, les prix des produits agricoles à l'intérieur du pays se sont détachés de ceux du marché mondial. Le prix du blé a légèrement baissé : en 1951, un boisseau de blé coûtait 2,62 dollars ; en 1959, 2,26 dollars. Les fermiers bénéficient des prix d'Etat élevés à condition de réduire les emblavures. Mais l'accroissement du rendement réduit à néant les efforts du gouvernement. Les récoltes de blé à l'hectare sont passées de 8,7 quintaux en 1934-1938 à 11,1 quintaux en 1950-1954 et à 13,8 quintaux en 1955-1957. Les stocks de denrées agricoles dont dispose l'Etat ont atteint la somme de 10 milliards de dollars. Or, les revenus des fermiers américains diminuent d'année en année. De sorte que le gouvernement américain lutte sans aucun résultat contre la surproduction agricole. La crise agraire est artificiellement maintenue à l'état latent. Si le gouvernement des U.S.A. cessait de maintenir les prix, si les stocks de denrées agricoles étaient lancés sur le marché mondial aux conditions commerciales normales, la crise agraire prendrait ouvertement un caractère mondial, bien que la majorité de la population du monde capitaliste, comme nous le démontrerons plus loin, soit toujours au bord de la famine.

\* \* \*

La deuxième guerre mondiale a provoqué de substantiels changements dans la situation des pays capitalistes.

L'Allemagne, qui avait momentanément occupé un espace s'étendant de l'Atlantique à Stalingrad (à présent Volgograd), du Cercle polaire en Norvège à l'Afrique du Nord, a été chassée de tous ces territoires. La République démocratique allemande a été constituée. Les frontières orientales de l'Allemagne de l'Ouest se trouvent actuellement sur l'Elbe.

Le Japon, qui dominait un espace s'étendant de la Corée à l'Indonésie, a été privé de toutes ses anciennes et nouvelles conquêtes ; son territoire est contourné dans les limites propres du pays.

L'Italie a perdu toutes ses colonies africaines et son exterritoire [sic] à population slave en Europe.

Les Etats-Unis sont devenus la plus grande puissance capitaliste du monde.

La situation des Etats-Unis à ce titre est fondée sur l'immense supériorité économique que ce pays a sur toutes les autres puissances capitalistes. Comme nous l'avons montré plus haut, cette supériorité s'est amenuisée, en raison du développement économique inégal des quinze dernières années. Toutefois, cela ne modifie pas le fond de la situation, ainsi qu'il ressort de la comparaison des principaux indices économiques puisés à une source officielle.

	Etats-Unis	Angleterre. France. Allemagne de l'Ouest. Italie, prises ensemble <sup>1</sup>
Territoire (milliers de km <sup>1 2</sup> )	7 828	1344
Terres arables et vergers (millions d'hectares)	188	52
Population (millions d'âmes, 1959)	178	199
Production d'acier (millions de t, 1958)	77	65
Production d'électricité (milliards de kWh).	721	301

<sup>1</sup> Nous n'avons pas inclus le Japon, car pour le moment, il est, en fait, politiquement assujéti aux Etats-Unis.

Réserves d'or (milliards de dollars, fin 1958)	21	8
Revenu national (milliards de dollars, 1957)	364	142 <sup>1</sup>

Le tableau ci-dessus où nous pourrions d'ailleurs considérablement augmenter le nombre des indices, fait ressortir l'immense supériorité économique des Etats-Unis sur toutes les puissances impérialistes européennes prises ensemble<sup>2</sup>, sauf en ce qui concerne le chiffre de population<sup>3</sup>. Notons que, selon les données de l'O.E.C.E. pour 1957, la productivité du travail des ouvriers américains a été en moyenne 2,2 fois supérieure à celle des ouvriers anglais. Les différences dans le développement économique pourraient diminuer, mais cela n'ôterait sûrement pas aux Etats-Unis leur énorme supériorité, puisque des facteurs aussi importants que le territoire et la population ont un caractère permanent, et que le principal de ces facteurs, la productivité du travail, est beaucoup plus élevé aux Etats-Unis qu'ailleurs<sup>4</sup>.

Pour maintenir leur situation, les Etats-Unis dépensent chaque année environ 50 milliards de dollars pour les armements et l'énergie atomique, sous forme d'« aide » militaire et économique (les événements de 1960 montrent que même les Etats-Unis ne sont pas en état de dépenser annuellement et en permanence une telle somme)<sup>5</sup>. Or, le revenu national de la France représente environ 40 milliards de dollars par an. Il est clair que ni la France ni même la Grande-Bretagne ou l'Allemagne occidentale ne peuvent se placer au même rang que les Etats-Unis. Notons à ce propos qu'en dix ans, la France a reçu des Etats-Unis près de 6 milliards de dollars à titre d'« aide » militaire et économique.

La situation de la Grande-Bretagne est semblable : les dépenses annuelles que les Etats-Unis consentent pour se maintenir au rang de puissance mondiale équivalent à la totalité du revenu national de l'Angleterre. Il est vrai que ce pays est le centre d'une grande « communauté ». Cela renforce ses positions chaque fois que les intérêts communs des pays membres de la « Communauté » (intérêts commerciaux, changes) sont en jeu. Mais s'il s'agit des intérêts particuliers de la Grande-Bretagne dans la politique mondiale, les Dominions, tout particulièrement les nouveaux, n'aident pas la métropole.

L'aventure de Suez a révélé au monde que la Grande-Bretagne était en fait une puissance mondiale de second ordre. Elle a été obligée, malgré son alliance avec la France et

---

<sup>1</sup> Après conversion en dollars au cours officiel. Notons que les données d'origine ne sont pas très précises et leur conversion en dollars n'est pas tout à fait exacte, mais en l'occurrence ces inexactitudes sont de peu d'importance

<sup>2</sup> Pour ce qui est de la production d'acier, il ne faut pas oublier que 1958 a été une année de crise aux Etats-Unis ; en 1957, il a été produit 102 millions de tonnes d'acier.

<sup>3</sup> Le tableau serait dans une certaine mesure modifié si l'on ajoutait la population des Dominions. Mais cela ne serait pas juste. Le plus puissant Dominion, le Canada, est davantage lié aux Etats-Unis qu'à la Grande-Bretagne ; la République Sud-Africaine a déjà quitté le Commonwealth. Les forces centrifuges s'accroissent graduellement au sein de l'empire britannique.

<sup>4</sup> Dans les dernières années, l'économie des Etats-Unis s'est très lentement développée. Entre 1954 et 1958, le niveau annuel moyen de la production a été le suivant (1953 = 100) :

Etats-Unis et Canada	Europe occidentale	Asie
102	124	145

<sup>5</sup> Voir p. 52 [pp. 35-36 de ce fichier ?].

Israël, d'arrêter les hostilités contre l'Égypte dès que la guerre a été condamnée par l'opinion publique mondiale, et que l'Union Soviétique a annoncé son intention de venir en aide à l'Égypte<sup>1</sup>.

La supériorité politique des États-Unis sur l'ensemble des pays capitalistes a atteint son apogée dans les premières années qui ont suivi la fin de la seconde guerre mondiale, lorsque ses rivaux étaient extrêmement affaiblis. Mais à mesure que leurs positions se sont affermies, cette supériorité a diminué, toutefois, elle subsiste encore à ce jour.

La grande revue anglaise *Economist* reconnaît que la Grande-Bretagne est devenue une puissance de second ordre. Elle écrit : « Voici presque toute une génération que l'Angleterre offre les traits essentiels qui caractérisent une puissance de second rang. Depuis... 1941 notre pays laisse apparaître au monde entier sa sujétion militaire envers un grand allié ou une coalition de puissances, sa vulnérabilité économique chronique et l'impossibilité de plus en plus nette de faire son choix dans le domaine de la politique extérieure<sup>2</sup>. »

Les États-Unis ont exploité leur situation de première puissance capitaliste mondiale, principalement de la manière suivante :

a) organisation de la guerre froide contre le camp socialiste ; interdiction d'exporter les marchandises stratégiques vers ces pays ; obstacles aux voyages dans ces pays ; non-reconnaissance de la République populaire de Chine et non-admission de celle-ci à l'O.N.U., etc. Les États-Unis ont souvent contraint leurs alliés à participer à cette politique même si elle portait préjudice aux intérêts nationaux. Berlin-Ouest constitue un exemple frappant de la guerre froide ; les occidentaux continuent à l'occuper plus de 18 ans après la fin des hostilités. Ils veulent conserver Berlin-Ouest à titre de tête de pont, de vitrine de la richesse capitaliste. « Si l'on regarde de plus près ce qu'est la prospérité de Berlin-Ouest, on s'apercevra qu'elle repose dans une forte mesure sur l'aide de l'étranger », écrivait la revue *United States News and World Report* (8 juin 1959, p. 72). « Depuis le blocus, l'Allemagne de l'Ouest a attribué 3,5 milliards de dollars à Berlin-Ouest. L'aide des États-Unis se monte à 850 millions de dollars. » Berlin-Ouest compte 2 millions d'habitants, ce qui fait plus de 2 000 dollars par habitant. Or, selon les données de la revue susmentionnée, il y avait dans cette ville 75 000 chômeurs (en réalité, ce nombre était probablement encore plus élevé), ce qui fait que si l'on établit la proportion des chômeurs par rapport à la totalité de la population, cela correspondrait à 7 millions de sans-travail aux États-Unis. C'est cela la « prospérité » de Berlin-Ouest !

b) Préparation de la guerre contre les pays du système socialiste mondial, sous prétexte de défendre le « monde libre » contre la menace du communisme. Les États-Unis ont monté

---

<sup>1</sup> Les mémoires d'Eden donnent une idée parfaitement fautive des événements. L'auteur passe sous silence le complot avec Israël, il minimise l'importance de l'action de l'U.R.S.S. pour la défense de l'Égypte. Il accuse les États-Unis d'avoir trahi leur devoir d'allié. Il affirme que la forte baisse du cours de la livre aux Bourses du monde capitaliste a nécessité l'arrêt de la guerre, mais il ne voit pas que ce phénomène a été partiellement le fait des éléments influents de la grande bourgeoisie mondiale, qui ont porté un jugement sensé sur la précarité de l'aventure militaire de la Grande-Bretagne. Eden ne veut ou ne peut pas comprendre que les temps sont révolus où l'Angleterre était une puissance mondiale et pouvait jouer un rôle décisif dans la politique mondiale.

<sup>2</sup> *The Economist*. 26. XI. 1960, p. 857.

des alliances militaires (O.T.A.N., O.T.A.S.E., O.T.C., traité avec le Japon, avec l'Espagne, etc.) ; non seulement ils arment fébrilement leur propre pays, mais aussi tous les pays capitalistes prêts à participer à cette politique ; ils ont installé des bases aériennes et navales dans les pays entourant le camp socialiste ; ils ont organisé des vols d'appareils-espions au-dessus du territoire de l'Union Soviétique. La ligne fondamentale de la politique militaire des Etats-Unis peut s'exprimer en ces termes : livraisons d'armes aux alliés, affaire avantageuse pour les monopoles américains producteurs de l'arme atomique et engins ultra-modernes (bien que la fabrication de la première bombe atomique ait été essentiellement assurée par des savants non américains, mais européens : Bohr, Fermi, Teller, Szilard et autres) ; quant aux troupes terrestres, qui sont les plus décimées dans les combats, elles doivent être fournies par les alliés : Turcs, Japonais, Allemands, etc.

Le gouvernement des Etats-Unis n'a pas ménagé les fonds des contribuables pour armer les pays capitalistes contre le camp socialiste. Au début de 1960, le Département d'Etat a publié pour la première fois les chiffres réels de l'aide militaire aux pays d'Europe occidentale pour les dix années écoulées. Voici le détail (en millions de dollars) :

France	Italie	Belgique	Pays-Bas	Grande-Bretagne	Allemagne occidentale	Norvège	Espagne
4 337	1847	1 163	1093	952	892	623	315

Tous les forfaits commis par l'Allemagne hitlérienne en Europe occidentale ont été oubliés. Malgré la volonté opiniâtre de l'U.R.S.S. et d'un certain nombre de pays pacifiques de sauvegarder la paix, tous les pays impérialistes, Etats-Unis en tête, aident l'Allemagne de l'Ouest à se réarmer. Les U.S.A. lui livrent des fusées et des avions. La Grande-Bretagne lui fournit des canons qui sont l'« arme standard » des chars anglo-allemands, et elle collabore avec l'Allemagne de l'Ouest pour «développer» les nouveaux types de chars<sup>1</sup>. Le gouvernement danois a organisé avec le gouvernement de Bonn un état-major naval conjoint pour la « défense de la Baltique »<sup>2</sup>. Ainsi que Strauss, ancien ministre de la Guerre de la République fédérale d'Allemagne, l'a déclaré le 6 février 1960, la France a reçu de la R.F.A. des commandes d'armements s'élevant à un milliard de marks. Les Pays-Bas ont autorisé l'Allemagne occidentale à établir des entrepôts d'armes en territoire hollandais<sup>3</sup>. En 1960, la France a permis à la Bundeswehr de procéder à des manœuvres sur son territoire. Même Israël fournit des pistolets à l'armée ouest-allemande. L'armement de l'Etat de Bonn est devenu la cause commune de tous les adversaires du socialisme. A l'instar d'Hitler, Adenauer a proclamé que l'Allemagne a pour « mission » de défendre la « civilisation occidentale ». Tandis que Strauss avait l'audace de déclarer que le territoire de l'Allemagne de l'Ouest n'est pas assez vaste pour déployer les forces de la Bundeswehr et que la R.F.A. a besoin de bases militaires à l'étranger.

\* \* \*

Près de 20 ans après la fin de la deuxième guerre mondiale et le début de la guerre froide, il est clair que les visées américaines d'hégémonie mondiale ont fait faillite.

<sup>1</sup> *Times*, 3. XII. 1959.

<sup>2</sup> *Neue Züricher Zeitung*, 15. XII.

<sup>3</sup> *Times*, 23.11.1960.

Cette politique reposait sur deux principes fondamentaux : 1) l'hypothèse que, grâce au monopole ou à la supériorité des Etats-Unis dans le domaine des armements modernes, le territoire des U.S.A. ne serait pas le théâtre d'opérations militaires si une troisième guerre mondiale éclatait ; 2) l'hypothèse de la toute-puissance du dollar qui permettrait d'acheter n'importe quel pays.

Mais ces deux principes se sont écroulés. Les immenses progrès scientifiques et techniques de l'Union Soviétique ont permis de créer de puissantes fusées intercontinentales capables de détruire tout objectif situé sur n'importe quel point du globe. Ceci mettait un terme à la supériorité des Etats-Unis dans le domaine des armes modernes. Comme l'écrit avec raison Kennan : « Nous n'avons plus à résoudre le problème : comment empêcher les peuples à apprendre à nous détruire, il est déjà trop tard pour cela. Le problème qui se pose à nous est d'obtenir que ces peuples ne mettent pas en œuvre les connaissances acquises<sup>1</sup>. »

Cette nouvelle conjoncture a anéanti toute la conception stratégique et les principes de politique extérieure des classes qui gouvernent les U.S.A.<sup>2</sup>

Les experts militaires officiels américains s'efforcent de rassurer le peuple des Etats-Unis en déclarant que la force destructive des bombes thermonucléaires américaines lancées par des avions serait plus grande que celle des fusées intercontinentales. Chester Bowles a répondu à cela avec raison : « Si les fusées russes détruisent notre pays, quel avantage pourrions-nous tirer du fait que nos bombardiers auront causé des destructions encore plus grandes en Union Soviétique! »

La situation nouvelle réduit graduellement à néant l'O.T.A.N., principal instrument de l'agression américaine. Il est de plus en plus difficile de mettre sur pied une politique coordonnée au sein de l'O.T.A.N. La France et l'Allemagne occidentale prétendent diriger l'O.T.A.N. sur une base d'égalité avec les Etats-Unis, ce qui transformerait cet instrument de la politique des U.S.A. en instrument des puissances impérialistes d'Europe continentale. L'O.T.A.N. est ainsi affectée par des crises chroniques.

Les espoirs qui ont été placés en la toute-puissance du dollar ne se sont pas justifiés. Les pays socialistes n'ont pas été les seuls à refuser l'« aide » au titre du « plan Marshall ». Une fois leur économie consolidée, les alliés ouest-européens des Etats-Unis ont lancé ce slogan : « Pas l'aide, mais le commerce. » Mais – et c'est ce qui importe le plus – un nombre toujours croissant de pays non socialistes, grands et petits, refusent de suivre les actes américains d'hostilité à l'égard du camp socialiste, mènent une politique indépendante, entretiennent des relations amicales avec l'Union Soviétique et les autres pays socialistes. Ce sont notamment l'Inde, la Birmanie, Ceylan, l'Indonésie, l'Afghanistan et certains autres pays d'Asie ; la république Arabe Unie, l'Ethiopie, la Guinée et certains autres pays d'Afrique ; la Tunisie et le Maroc visent à obtenir la liquidation des bases militaires étrangères établies sur leur territoire. La population de tous ces Etats représente près d'un milliard d'hommes, soit plus d'un tiers des habitants du globe. Les peuples de ces pays préfèrent l'indépendance aux dollars américains.

---

<sup>1</sup> George F. Kennan, *Russia, the Atom and the West*, London 1958, p. 12.

<sup>2</sup> Tous les ouvrages militaires et politiques actuels des U.S.A. en témoignent avec force (Kissinger et autres auteurs, expertises pour le Congrès des U.S.A., etc.).

\* \* \*

*Le problème des pays sous-développés.* Les débuts de l'abolition du système colonial ont été l'événement capital qui a marqué la deuxième phase de la crise générale du capitalisme. Avant la deuxième guerre mondiale, les colonies (non compris les pays semi-coloniaux) comptaient presque un milliard d'habitants. Vers le milieu de 1960, ils n'étaient plus qu'environ 100 millions : population de Bornéo, des colonies portugaises en Asie, britanniques dans l'est de l'Arabie, les vestiges des empires coloniaux britannique et français en Amérique centrale, les colonies britanniques, françaises et portugaises en Afrique.

Certes, la souveraineté ne signifie pas toujours l'absence totale du régime colonial. La République Sud-Africaine est un Etat souverain, mais pour 10 millions d'autochtones c'est la pire des colonies.

Les colonies se libèrent à l'issue de la lutte menée par leurs peuples. Le renoncement « volontaire » des impérialistes à leurs colonies n'est qu'un mythe ! L'impérialisme hollandais n'a-t-il pas dominé l'Indonésie pendant près de quatre siècles et l'impérialisme anglais les Indes pendant plus de deux siècles ? Pourquoi n'ont-ils pas renoncé plus tôt « volontairement » à leur domination ? C'est que voyant que les peuples des colonies ne toléreraient pas plus longtemps leur domination politique, les impérialistes y ont « renoncé » pour sauver ainsi leurs positions économiques.

La lutte des peuples coloniaux a revêtu des formes variées : de la résistance pacifique massive jusqu'à la guerre menée par des armées presque régulières, ceci en fonction des conditions historiques concrètes. Mais partout, la lutte politique a été la forme décisive, car sur le plan militaire, les impérialistes avaient toujours et partout une écrasante supériorité, même au Viêt-Nam où l'impérialisme français a subi une nette défaite militaire. Un témoin américain a écrit à ce propos : « Il est peu probable que ceux qui ont observé l'entrée des troupes communistes du Vietminh à Hanoï, en octobre 1954, oublient un jour ce tableau. Les vainqueurs avaient des chaussures de sport en grosse toile, pataugeaient dans la boue, portaient leurs munitions sur des brancards en bambou, le matériel de transmission était transporté par tricycle et les agents de liaison circulaient à bicyclette. Les vaincus s'en allaient dans leurs chars, dans leurs voitures blindées, half-tracks et camions qui remorquaient leurs mortiers et autres armes... Durant les huit années de guerre, les Vietnamiens n'ont pas eu un seul avion. Les bombardiers et les chasseurs qui effectuaient quotidiennement des vols étaient toujours des appareils français<sup>1</sup> ».

Les paysans et le prolétariat constituent la force essentielle dans la lutte pour la libération des colonies, mais toutes les autres classes et groupes (sauf la bourgeoisie des compradores), y compris les rois (le roi du Maroc par exemple) et les chefs de tribus en Afrique, y prennent une part plus ou moins importante et suivie. Dans les colonies qui ont accédé à l'indépendance, la situation dépendra ensuite et surtout des éléments qui conduisent la lutte du peuple. Là où le mouvement est dirigé par le prolétariat, comme, par exemple, en Chine et dans le Nord Viêt-Nam, la libération politique est suivie d'une libération économique complète, de la liquidation des positions du capital étranger et des vestiges du féodalisme, là commence l'édification du socialisme. Dans les pays où la lutte a été conduite par les classes dominantes - et cela s'est produit dans la plupart des cas - il en résultait souvent un compromis

---

<sup>1</sup> Denis Warner. « Have you Learned the Lessons of the War ? » *New Republic*, 14. XII, 1959, p. 10.

avec l'impérialisme qui laissait intacts les vestiges du féodalisme. C'est pourquoi la souveraineté politique ne signifie pas encore l'indépendance économique vis-à-vis des impérialistes.

L'Inde peut en servir d'exemple. Dans les 12 années qui ont suivi la libération du pays, les investissements de capitaux anglais, loin de diminuer, ont au contraire doublé : en 1958, ils représentaient 4,3 milliards de roupies, soit 81% des investissements étrangers en Inde. « La coopération entre les sociétés industrielles de Grande-Bretagne et de l'Inde s'est constamment étendue, ceci non seulement dans la construction d'entreprises de l'industrie lourde et des constructions mécaniques lourdes, mais aussi dans des secteurs moins importants<sup>1</sup>. » Il est évident que, malgré sa souveraineté politique, l'Inde paye chaque année un tribut considérable à l'impérialisme britannique. Il n'y a pas eu non plus de réforme agraire. La misère continue à régner parmi les paysans. « Les neuf dixièmes des crédits agricoles sont toujours octroyés par des usuriers et des landlords<sup>2</sup>. »

En Indonésie, les positions du capital hollandais ont été liquidées pour l'essentiel, mais non les vestiges du féodalisme. Aidit, secrétaire général du Parti communiste de l'Indonésie, écrivait en 1960 que jusqu'à présent 50% de la récolte allait aux paysans et 50% aux gros propriétaires fonciers. Le Parti communiste revendique que soit accrue la part des paysans<sup>3</sup>.

Dans les pays libérés du joug de l'impérialisme, l'industrie se développe à un rythme plus ou moins accéléré, ce dont témoigne le sensible accroissement des importations de machines.

**Importation de machines** (en millions de dollars)<sup>4</sup>

	1938	1951	1957
Inde	13	142	478
Indonésie	8	24	96
R. A. U.	15	65	56
Irak	6	16	57

Il ne faut cependant pas surestimer l'importance de ces chiffres. Le pouvoir d'achat du dollar n'est à l'heure actuelle que la moitié de ce qu'il était en 1938. Tous les investissements opérés dans les pays capitalistes sous-développés, calculés par habitant, restent insignifiants comparés à ceux des pays capitalistes évolués.

Parmi les anciennes colonies, l'Inde est sans conteste le pays désireux de développer son industrie et son économie de la manière la plus conséquente. Cependant, les nouveaux investissements du second plan quinquennal (y compris la construction de logements et les services municipaux) représentent 4,7 milliards de livres sterling<sup>5</sup>. Or, les nouveaux investissements à l'intérieur de l'Angleterre, qui a 8 fois moins de population que l'Inde, ont été de 15,5 milliards de livres en 1954-1958. Par ailleurs, le total des investissements intérieurs privés aux U.S.A., qui ont 2 fois moins de population que l'Inde, a été en ces mêmes

<sup>1</sup> *Times*, 22. XII. 1959.

<sup>2</sup> *The Economist*, 6. VI. 1959, p. 951.

<sup>3</sup> *La nouvelle revue internationale*, n° 2, 1960, p. 23.

<sup>4</sup> *Yearbook of International Trade Statistics*, 1950, 1952, 1957 (calculé en dollars au cours officiel).

<sup>5</sup> *The Economist*, 26. III. 1960, p. 1269.

années de 280 milliards de dollars, soit 100 milliards de livres sterling. Calculés par habitant, les investissements sont 40 fois supérieurs aux U.S.A. ! De plus, dans les pays sous-développés, une partie des nouveaux investissements est la propriété de capitalistes étrangers.

Les chiffres que nous venons de citer démontrent que, pour le moment, il n'y a aucun nivellement entre les pays capitalistes hautement évolués et les pays sous-développés. (Nous exposerons dans le chapitre suivant le rôle de l'Union Soviétique et des autres Etats du camp socialiste dans le développement de l'industrie des pays sous-développés.)

Au surplus, ce sont surtout les « vieilles » branches industrielles qui progressent dans les pays sous-développés, car on y trouve une main-d'œuvre bon marché. Pour l'instant, les industries nouvelles sont le monopole des pays évolués.

#### Quantité de broches à filer le coton

(millions de pièces)<sup>1</sup>

	1939	1957
Ensemble du monde capitaliste	1 1 3	1 0 2
Pays hautement développés (U.S.A., Grande-Bretagne, France, R.F.A.).	70	53
Autres pays	43	49

Dans les quatre pays évolués, le nombre de broches a diminué de 17 millions, tandis qu'ailleurs il a augmenté de 6 millions de pièces. (Le rendement des broches s'est naturellement accru durant cette période.)

En analysant l'histoire de la libération des colonies pendant les 15 dernières années, on peut tirer les conclusions suivantes :

Sous la pression du mouvement de libération nationale, les impérialistes consentent à l'affranchissement politique des colonies où les colonialistes installés à demeure sont peu nombreux, où la terre appartient essentiellement à la population autochtone et où l'on peut espérer qu'après l'affranchissement politique, la propriété privée des colonialistes sera maintenue. Le Congo belge peut servir d'exemple. Après les graves « désordres », la Belgique a dû consentir à octroyer l'autonomie à ce pays, mais à condition que ses positions économiques restent intactes.

Les événements du Congo ont montré avec éclat que les colonialistes ne renoncent pas « volontairement » aux surprofits coloniaux.

Pour comprendre ces événements, il faut prendre en considération le fait que cet immense pays couvre un territoire presque aussi vaste que celui de l'Europe occidentale (2,3 millions de km<sup>2</sup>). Ce qui intéressait les colonialistes belges, c'était principalement l'industrie minière qui procure d'énormes bénéfices. La principale entreprise – l'Union Minière du Haut-Katanga – a une concession s'étendant sur 34 000 km<sup>2</sup>. Le bénéfice net de cette société, après le paiement des impôts et l'affectation d'importantes sommes à des réserves qui sont des profits dissimulés, a atteint en 1959 57 millions de dollars<sup>2</sup>. Cette énorme somme a été

<sup>1</sup> *Statistical Yearbook*, 1958, p. 189. (Les broches mules ont été converties en broches à filer à anneaux au coefficient de 0,6).

<sup>2</sup> *Fortune*, August 1960, p. 137.

obtenue par l'exploitation de 24 011 ouvriers, c'est-à-dire que chacun d'eux a fourni en une année 2 400 dollars de bénéfice net.

Nous ne disposons pas de données sur les salaires des mineurs du Congo. Mais il y a les chiffres d'ensemble de la commission du Bureau International du Travail qui a enquêté dans ce pays au printemps de 1960. Le salaire minimum des Congolais est de 6 dollars par mois. Le traitement mensuel minimum d'un Belge engagé en Belgique pour travailler au Congo était de 9 687 francs, plus le logement, c'est-à-dire à peu près 30 fois plus que ce que gagne un Congolais. « La plupart des Européens touchent beaucoup plus que cette somme<sup>1</sup> ». Il est clair que même si les mineurs congolais gagnaient non pas 6, mais 30 dollars par mois (ce qui est tout à fait improbable), le taux d'exploitation serait supérieur à 500%. La situation est la même dans les autres zones minières du pays.

On conçoit que ni les colonialistes belges, le roi en tête, ni les associés américains et anglais, ni le pape<sup>2</sup> ne voulaient en aucun cas renoncer à leurs profits.

Mais le Katanga présente aussi une grande importance militaire. Il occupe une bonne place pour la production du cobalt ; on y extrait en grandes quantités l'uranium, le cuivre, les diamants et d'autres matières premières stratégiques. C'est pour cela que les impérialistes ne veulent pas que le peuple congolais dispose de ces riches gisements. Les colonialistes possèdent en outre de vastes plantations de coton et de copra où travaillaient 200 000 salariés. La navigation sur le Congo, les transports aériens, les banques, le commerce extérieur du Congo sont aux mains des colonialistes. Les investissements belges se montent à 1,5 milliard de dollars<sup>3</sup>. En 1955, les valeurs des entreprises congolaises cotées à la Bourse de Bruxelles s'élevaient à 2 milliards de dollars.

Tel est le contexte politique et économique des événements complexes qui se sont déroulés au Congo.

Les colonialistes ont subordonné l'économie du pays aux intérêts des magnats des mines. Des lignes de chemin de fer ont été construites exprès pour acheminer les matières premières vers les ports maritimes des pays voisins. Les données suivantes sont éloquentes : en 1957, la petite Belgique avait 1902 locomotives, 6 600 wagons-voyageurs et 71 000 wagons-marchandises (sans compter les wagons à voie étroite), tandis que le Congo à l'immense territoire n'avait que 464 locomotives, 261 wagons-voyageurs et 9 000 wagons-marchandises. En raison de la faiblesse des communications, des régions considérables sont isolées. Pour diviser le peuple et l'exploiter, les colonialistes ont laissé subsister le régime tribal, bien que le Congo compte de grandes entreprises de type capitaliste occupant 800 000 salariés (en 1959, une partie considérable des ouvriers chômaient).

Les colonialistes ont aggravé la situation du peuple congolais. Au cours des 80 ans de régime colonial belge, la population autochtone a baissé de 20 millions à 14 millions. Les colonialistes ont sciemment empêché le peuple de se cultiver. Les Congolais n'avaient pas accès à l'école supérieure. On dénombrerait difficilement dans le pays dix Congolais ayant fait

---

<sup>1</sup> *Neue Züricher Zeitung*, 21. X. 1960.

<sup>2</sup> Le pape était un actionnaire de la Société générale, grande banque belge qui a fondé et financé l'Union Minière.

<sup>3</sup> *Fortune*, Novembre 1960, p. 129.

des études universitaires. Il y a au Congo 594 médecins, établis principalement dans les villes, qui soignent plutôt les 90 000 colons belges. La discrimination raciale n'est pas moins pratiquée qu'en Afrique du Sud. Tout comme les autochtones de l'Afrique du Sud, les Congolais doivent être munis d'une autorisation spéciale pour pénétrer dans les quartiers où résident les blancs.

Pour terroriser le peuple les colonialistes belges se sont servis d'éléments congolais. Ils ont formé une puissante armée appelée : « Force publique », composée de Congolais et dirigée contre les Congolais. Cette armée a existé 70 ans, les recrues devaient faire sept ans de service (ils pouvaient se réengager pour sept ans), la discipline était féroce sous le commandement d'officiers belges. La discrimination raciale faisait qu'il n'y avait pas un seul officier congolais. Les soldats étaient entraînés à se battre non contre des soldats, mais contre le peuple sans défense ; ils faisaient plutôt penser à un «gang»<sup>1</sup>, ils haïssaient leurs officiers belges hautement rétribués. Il y avait 23 000 soldats et 1 006 officiers belges.

Malgré les efforts des colonialistes belges pour laisser le peuple dans l'ignorance, le mouvement libérateur s'est également emparé du Congo. Dès avant l'insurrection de janvier 1959 à Léopoldville, on comptait 4 000 détenus politiques.

Les colonialistes ont décidé de se débarrasser de leurs ennuis en octroyant au Congo une prétendue indépendance politique. Le traité signé fin juin 1960 entre la Belgique et le gouvernement du Congo « indépendant » stipulait que la Belgique maintiendrait ses bases militaires, que la politique extérieure serait menée avec « l'aide du ministère des Affaires étrangères de Belgique », que les deux pays s'aideraient mutuellement<sup>2</sup>. Un accord était également intervenu aux termes duquel les officiers belges restaient sur place (la Belgique devait payer une part de leur traitement) de même que les autres fonctionnaires belges.

Mais deux facteurs ont contrecarré les calculs des colonialistes :

1) Le premier ministre, Patrice Lumumba, désigné par le parlement, a nettement laissé entendre qu'il s'efforcerait de réaliser la volonté du peuple désireux d'être indépendant non seulement pour la forme, mais de manière effective, de libérer le pays du pouvoir des colonialistes belges.

2) Le soulèvement des soldats de la « Force publique » et la désorganisation complète de cette armée. Les soldats pensaient que l'« indépendance » allait changer leur sort. Mais au moment où le pays fêtait l'« indépendance », le général belge Janssens publia un ordre du jour où il déclarait que rien n'était changé dans l'armée. Les soldats se révoltèrent et firent subir aux officiers belges et à leurs familles le même traitement qu'on leur avait appris à appliquer vis-à-vis de leur peuple. L'appareil de violence était désagrégé.

On connaît la suite des événements.

Les colonialistes belges n'ont donc pas cessé un seul jour de régner sur le Katanga, province la plus riche du Congo. A son retour du Katanga, Jean Daniel, correspondant de *Y Express*, écrivait : «... Il y a trois hommes au Katanga dont l'activité récente dépasse de beaucoup en efficacité celle, de surface, de Tshombé. Ce sont le général Geysens,

---

<sup>1</sup> Basil Davidson « Report on the Congo », *New Statesman*, 23. VII. 1960, p. 110.

<sup>2</sup> Dépêche Reuter de Léopoldville en date du 29 juin, 1960.

commandant des troupes belges au Katanga, le major Crèveœur, commandant de l'armée katangaise, et le colonel Weber, « attaché militaire auprès du Premier ministre katangais ». Ces trois hommes tiennent en main la police, l'armée, les renseignements, la propagande, le ravitaillement. Comme on le sait, il n'y a pas de cadres au Congo. Mais l'assistance technique a revêtu ici une forme bien particulière. Elle incarne une « présence belge » dont la conception... est revenue, depuis les troubles, au colonialisme le plus habile<sup>1</sup>. » Les colonialistes belges, alliés aux impérialistes américains et assistés par les troupes de l'O.N.U., ont progressivement rétabli leurs positions dans une grande partie du pays. Lumumba, le premier ministre légitime du pays, a été assassiné dans des circonstances atroces par les hommes de main des impérialistes. L'hypocrisie, le cynisme et la cruauté des colonialistes qui agissent sous le couvert de l'O.N.U. ont été dénoncés à la face du monde.

Les pays anti-impérialistes, trompés tout d'abord par la décision de l'O.N.U. assurant que l'armée était envoyée pour liquider le régime colonial, ont déclaré l'un après l'autre qu'ils retireraient leurs troupes du Congo (Ghana, Guinée, Mali, Maroc, République Arabe Unie, Indonésie, etc.).

On peut dès à présent dire en toute certitude que le Congo ne serait plus asservi aujourd'hui à l'impérialisme et à la réaction intérieure si l'impérialisme international, américain en premier lieu, n'était venu à la rescousse des monopoles belges et de la réaction locale. L'impérialisme international s'est livré, sous le pavillon de l'O.N.U., à une intervention de fait au Congo pour empêcher que le pays ne se libère réellement. Malgré le succès momentané remporté par les impérialistes, le régime colonial disparaîtra bientôt au Congo comme d'ailleurs partout dans le monde.

La situation se présente tout autrement dans les pays où le climat était bon pour les colons blancs qui s'y sont fixés en grand nombre, enlevant à la population autochtone la presque totalité des terres fertiles comme, par exemple, dans la République Sud-Africaine, en Rhodésie, au Nyassaland, en Algérie. Les faits suivants montrent comment les envahisseurs blancs ont spolié les peuples de ces pays de la terre qui est à la base de leur existence.

Depuis 1913, il est interdit à la population autochtone de la République Sud-Africaine d'acheter de la terre en dehors des réserves qui s'étendent sur 25% du territoire du Natal, 7% de la province du Cap, 3% du Transvaal, 0,5% de la province d'Orange. La population noire qui se multiplie ne peut naturellement pas trouver sa subsistance sur des terres aussi réduites. Les Noirs, privés de droits civiques dans leur propre pays, sont obligés de se louer dans les fermes et les fabriques des colonialistes.

La situation est semblable en Rhodésie, au Tanganyika et au Nyassaland. En Rhodésie du Sud, sur 97 millions d'acres, 52 millions d'acres des terres les plus fertiles ont été attribuées à 211 000 colons européens, tandis que 42 millions de terres moins fertiles appartiennent à 2 600 000 Noirs. Ainsi, chaque blanc possède en moyenne 2 500 acres contre 16 acres à chaque autochtone.

Dans la République Sud-Africaine et en Rhodésie, tout Noir qui se trouve hors de la réserve doit être porteur d'une carte d'identité. Aux termes d'une loi adoptée en Rhodésie en 1957 et prévoyant l'enregistrement et l'identité de la population autochtone, tout Noir qui, en

---

<sup>1</sup> *L'Express*, le 11 août, 1960, p. 6.

cas de vérification d'identité dans n'importe quelle région, ne pourra pas présenter une carte d'identité ou une autorisation officielle... sera considéré comme coupable de violation à l'ordre et emprisonné pour une durée... de trois mois (art. 21) ... Tout autochtone, homme ou femme, soupçonné... d'infraction aux règles prévues par la présente loi peut être arrêté sur mandat ou sans mandat... (art. 25). On ne saurait manquer de souligner que cette loi a été adoptée à une époque où le mouvement de libération des peuples d'Afrique était en plein essor.

Les colonialistes des pays susmentionnés ne veulent même pas entendre parler de l'égalité en droits de la population autochtone. Sous prétexte de « sauvegarder la civilisation blanche », ils luttent désespérément pour conserver leurs terres et profiter du travail des autochtones, traités presque comme des esclaves. Dans la République Sud-Africaine, la situation s'est nettement aggravée en avril 1960 jusqu'à revêtir la forme d'une guerre civile des Blancs contre les Noirs. L'armée et la police n'ont pas été seules à massacrer la population autochtone, les fermiers blancs ont été armés et lancés contre les Noirs qui ont riposté par la grève générale. Le cours des actions des entreprises minières subissait parallèlement une très forte baisse à la Bourse de Londres. Dans ces conditions, les grands capitalistes de la République Sud-Africaine, comme par exemple, le gros propriétaire de mines, Oppenheimer, s'élèvent contre la politique des colonialistes terriens, car il leur faut des conditions « normales » d'exploitation des ouvriers, le maintien de l'« ordre et du calme ».

Ainsi, en dépit de la résistance opposée par les colons blancs, la libération des dernières colonies ne manquera pas de se produire dans un tout proche avenir.

## Chapitre V

### Le capitalisme de nos jours

#### 1. Nouvelle situation dans le monde.

La période qui s'étend du début du XX<sup>e</sup> siècle à nos jours a été des plus catastrophiques dans l'évolution du capitalisme, elle a connu les guerres mondiales les plus dévastatrices de l'histoire de l'humanité, l'extermination de millions d'hommes, l'anéantissement d'immenses forces productives, de valeurs matérielles et spirituelles. Cette époque a été marquée par l'apparition de l'idéologie et de la politique monstrueuses des forces les plus réactionnaires : le fascisme, avec sa hideuse théorie raciste, la violation totale de la démocratie bourgeoise, la négation de la personne humaine, les persécutions et les assassinats massifs des éléments progressistes. L'impérialisme, sa politique et son idéologie, ont dévoilé leurs traits barbares aux peuples du monde.

Par ailleurs, un puissant système socialiste s'est formé qui, en une brève phase historique, a affirmé sa supériorité sur le capitalisme. Il a donné des rythmes sans précédent de développement des forces productives, de progrès culturel, d'essor du bien-être, et exercé une immense influence bienfaisante sur les destinées du monde. Le système socialiste mondial a aggravé la crise générale du capitalisme, hâté la désagrégation du système colonial ; il a permis de conjurer la guerre mondiale, de consolider la paix entre les peuples.

Depuis un siècle, les apologistes du capitalisme : hommes politiques, économistes, philosophes et sociologues, ecclésiastiques, sociaux-démocrates de droite et renégats du communisme, ont consacré des milliers de livres et des centaines de milliers d'articles à « démontrer » la non-valeur du marxisme. Mais l'histoire a suivi la voie tracée par Marx. Un milliard d'hommes, plus d'un tiers de la population du globe, ont brisé le joug du capitalisme et édifié le socialisme et le communisme, montrant de manière pratique la justesse de la théorie de Marx qui veut que le capitalisme soit un phénomène historique transitoire et non une forme définitive et éternelle de la société humaine.

Les défenseurs du capitalisme ne peuvent pas méconnaître le monde socialiste. Ils sont incapables de réfuter le marxisme-léninisme avec les arguments d'autrefois. Ils sont obligés de modifier leur attitude. Ils disent à présent : le marxisme est la théorie qui s'applique au capitalisme peu développé du XIX<sup>e</sup> siècle. Par contre, celui du XX<sup>e</sup> siècle est un capitalisme bien différent, tout au moins dans les pays hautement évolués. Ce n'est plus le capitalisme mais quelque chose d'autre, plus proche du socialisme. L'éminent diplomate américain Kennan écrit par exemple : «... dans le monde non communiste... le terme de « capitalisme » n'a plus l'ancienne signification ni application universelle... A présent, plusieurs systèmes sociaux et économiques existent au-delà de l'orbite communiste ; il y a presque autant de systèmes que de pays, et *nombre d'entre eux se rapproche davantage du socialisme tel que Marx l'avait défini que du « laissez-faire » capitaliste de son temps*<sup>1</sup>. »

---

<sup>1</sup> G. F. Kennan. « Peaceful Coexistence », *Foreign Affairs*, January 1960, p. 175 (souligné par moi. -

Nous pourrions citer entre autres l'opinion émise par le leader du parti social-démocrate ouest-allemand au congrès de l'Internationale socialiste à Hambourg, où a été adopté un nouveau programme entièrement bourgeois. Il a déclaré que ce n'était pas agir dans l'esprit de Marx que d'exiger que les principes du programme social-démocrate de 1959 s'inspirent du programme politique de Karl Marx et de Friedrich Engels.

Dans un discours prononcé à Leeds devant des étudiants, Gaitskell, qui fut leader du parti travailliste, a déclaré qu'il n'existe pas de capitalistes de manière générale. « Si certains considèrent qu'il existe une classe de capitalistes et une classe ouvrière, c'est qu'ils ne connaissent pas la situation réelle, car 99,9% des hommes travaillent (...), et il n'existe plus de classe de gens aptes au travail qui ne font rien<sup>1</sup>. »

Il nous est impossible de faire dans cet ouvrage une analyse détaillée des innombrables variantes des « théories » affirmant que le capitalisme actuel serait tout à fait différent de celui du XIX<sup>e</sup> siècle. L'argumentation de ces « théoriciens » se ramène essentiellement aux points suivants :

- a) les ouvriers des pays hautement évolués deviennent eux-mêmes des capitalistes ;
- b) le capitaliste n'est plus le maître de son entreprise. Celle-ci est gérée par des directeurs désignés par les actionnaires (« socialisme administratif ») ;
- c) l'Etat actuel est un Etat où règne une « prospérité générale » : il enlève aux capitalistes une partie considérable de leurs bénéfices pour les consacrer à élever le bien-être de la classe ouvrière.

Toutes ces allégations sont mensongères. Certes, certains ouvriers américains possèdent quelques actions, peuvent être propriétaires d'une maisonnette achetée à crédit, d'une voiture, de meubles, titulaires d'une assurance-vie. Les apologistes du capitalisme peuvent calculer que les biens de cet ouvrier forment un « capital » de 10 000 à 15 000 dollars. Mais cela n'en fait nullement un capitaliste. Le capitaliste est celui qui a un revenu provenant de l'exploitation d'autrui, suffisant pour vivre sans travailler, en tout cas sans se livrer à un travail manuel. Or, l'ouvrier américain, même celui qui possède un « capital » de 25 000 dollars est quand même obligé de vendre chaque jour au capitaliste sa force de travail et de subir l'exploitation, comme s'il ne possédait rien.

Pour ce qui est du « pouvoir » exercé par les directeurs, ce n'est là qu'un leurre. Ce sont les gros capitalistes qui nomment en fait les directeurs, c'est-à-dire les capitalistes qui disposent d'une quantité d'actions leur permettant de contrôler l'entreprise. Ils peuvent à tout moment mettre leurs directeurs à la porte.

Pour ce qui est des impôts élevés prélevés sur les capitalistes, il faut noter que ces derniers n'en souffrent pas. On sait fort bien que non seulement la totalité des bénéfices après le prélèvement fiscal, mais aussi les dividendes versés aux actionnaires augmentent de décennie en décennie (malgré les crises). On peut lire constamment dans la presse des Etats-Unis que les plus riches capitalistes doivent reverser en impôts 90% de leurs revenus. C'est là pure tromperie. Le taux de l'impôt étant progressif, le taux fort n'est pas appliqué à la totalité

---

E.V.).

<sup>1</sup> *Times*, 12. III. 1960.

du revenu, mais seulement à l'excédent dépassant la tranche précédente. Si bien qu'il leur arrive par fois de payer 90<sup>n</sup>/o sur la partie minimum la plus élevée des revenus. Un organe des gros capitalistes aussi important que le bulletin de la National City Bank, écrit : «... En 1957, le taux d'imposition supérieur à 50% a procuré en tout 700 millions de dollars, soit 2% des 35,2 milliards de dollars fournis par l'impôt sur les revenus individuels<sup>1</sup>. »

La situation réelle est tout à fait différente de ce que prétendent les apologistes du capitalisme. Par sa structure sociale, le capitalisme actuel des pays hautement évolués rappelle davantage la société capitaliste telle que Marx la prédisait dans son analyse théorique, c'est-à-dire composée de deux classes : bourgeoisie et prolétariat, que celle qui existait réellement à l'époque. Car il y avait alors, à part les capitalistes et le prolétariat, une paysannerie nombreuse qui produisait surtout pour couvrir sa propre consommation, ainsi qu'une foule d'artisans qui écoulaient leurs marchandises au marché local, non capitaliste ; il y avait d'importants vestiges du féodalisme. Tout comme dans le passé, les salariés, ouvriers et employés, forment à présent l'immense majorité de la population des pays hautement évolués, alors que le nombre des paysans et des artisans a considérablement diminué et que les vestiges du féodalisme ont disparu.

Il n'y a pas de différence fondamentale entre la société capitaliste d'aujourd'hui et celle du début du siècle.

Les lois du capitalisme n'ont pas changé. La concentration du capital par voie d'accumulation et de centralisation, l'élévation de la composition organique du capital, l'accroissement de la productivité du travail et l'augmentation du taux d'exploitation, les crises économiques, l'anarchie de la production et la lutte concurrentielle, etc., n'ont pas cessé de se manifester. Les rapports de classe à l'intérieur de la société capitaliste sont toujours les mêmes. Mais de grands changements se sont produits dans le monde. La population a doublé par rapport au début du siècle. Ainsi, au cours des 60 dernières années, la population s'est autant accrue que durant toute l'histoire de l'humanité. Les forces productives matérielles de la société ont, elles aussi, considérablement augmenté. D'immenses progrès scientifiques et techniques ont été réalisés. La productivité du travail s'est fortement accrue. Le volume de la production industrielle du monde capitaliste est à présent environ 5 fois supérieur à celui du début du siècle. Grâce au progrès technique, il aurait été possible, si l'on brisait les chaînes du capitalisme, d'obtenir à l'heure actuelle une production de 20 à 30 fois supérieure à celle du passé ; pourtant, la famine, la misère, la peur du lendemain continuent à sévir dans le monde capitaliste. P. Hoffman, administrateur du fonds spécial de l'Organisation des Nations Unies pour l'aide aux pays sous-développés, a déclaré que « sur les 82 pays membres de l'O.N.U., 60 peuvent être rangés dans la catégorie des moins développés. En 1957, leur population s'élevait à plus d'un milliard d'hommes et leur revenu moyen annuel était évalué à 120 dollars<sup>2</sup> », ce qui fait 33 cents par jour et par habitant. En fait, les travailleurs ne reçoivent que la moitié de ce revenu, l'autre moitié étant détournée par les gros propriétaires fonciers, les usuriers, les capitalistes locaux et étrangers.

---

<sup>1</sup> *National City Bank Monthly Letter*, December 1959, p. 6.

<sup>2</sup> *Times*, 17. VII. 1959.

La grande différence de niveau de vie entre pays impérialistes et sous-développés s'exprime encore dans le fait que dans les premiers la durée moyenne de la vie humaine est de 65 ans, alors qu'en Inde, ou en Amérique du Sud, elle n'est que d'environ 33 ans.

Bien que le monde capitaliste considéré dans son ensemble ait accompli d'importants progrès techniques et accru sa production, les pays sous-développés sont restés pauvres, car ce progrès ne les a pas concernés, en particulier dans le domaine de l'agriculture, secteur décisif dans ces pays.

L'Inde peut servir d'exemple. Le dernier recensement de la population (1956) fait ressortir qu'il y avait dans ce pays :

araires on bois	37 000 000
charrues en fer	2 000 000
tracteurs	18 000

Dans les autres pays sous-développés, le niveau technique de la production agricole est encore plus bas, de sorte que l'accroissement de la production de denrées alimentaires par habitant est insignifiant.

#### **Production moyenne annuelle du monde capitaliste**

(récolte, en millions de tonnes)<sup>1</sup>

	1909-1913	1954-1956
Blé	103	120
Riz	78	123
Seigle	45	9
Maïs	104	146
Pommes de terre	54	61

Ces chiffres ne sont pas précis, l'écart peut être de l'ordre de 20%. Il y avait dans le monde capitaliste environ 1 600 000 000 d'habitants en 1910, et plus de 1 800 000 000 d'habitants en 1956. La production céréalière est passée de 330 millions à 398 millions de tonnes, accroissement peu important surtout si l'on tient compte du fait qu'elle a avant tout augmenté dans les pays riches (U.S.A., Canada, Australie), et essentiellement pour la production du maïs qui sert surtout à la nourriture du bétail.

Or, la famine et la misère ne sont pas seulement le lot des pays sous-développés. Selon des statistiques officielles, il y avait, en 1957, aux Etats-Unis d'Amérique, au « paradis » capitaliste, 7 512 000 familles et célibataires disposant d'un revenu global de 8,4 milliards de dollars, soit 1 120 dollars par an et par famille, alors que le budget familial type calculé par le Comité Heller prévoyait plus de 4 000 dollars. Etant donné la cherté des loyers et des services municipaux, cela signifie que ces hommes ne mangent pas à leur faim. Des millions de chômeurs qui n'ont plus droit à l'allocation, sont voués à la même existence. Le *Labour's Economie Review*, organe de la centrale syndicale américaine (un des principaux centres anticommunistes des U.S.A.), écrivait : « Tel un cancer s'étendent à travers tout le pays les

---

<sup>1</sup> Voir *L'Agriculture des pays capitalistes*, Moscou 1959, p. 119 (chiffres puisés dans les publications de l'O.N.U.).

taudis et les régions urbaines et agricoles en détresse... Malgré notre « société de l'opulence » tellement vantée, 20% au moins des Américains connaissent un état de dégradante misère<sup>1</sup> ».

Dans sa déposition devant une sous-commission du Sénat des Etats-Unis, T. R. Fulton, assistante sociale de Morgantown, a décrit en ces termes la situation des chômeurs de sa ville : « J'ai visité leurs logements et j'ai vu le tableau suivant : ces hommes habitent des maisons sans chauffage, sans toit, sans commodités. J'ai vu des enfants qui vont à l'école pieds-nus, sans vêtements chauds. J'ai vu des maisons et des familles où les enfants n'ont rien d'autre à manger que ce que leurs parents reçoivent à titre d'allocation ou glanent en été dans les champs et dans les buissons... Ce tableau est aussi navrant que celui que j'ai observé en 1932 et en 1934 à Baltimore. Mais cette fois-ci, j'ai vu pour la première fois des enfants marchant pieds-nus dans la neige. C'est pire encore<sup>2</sup>. »

Selon le témoignage d'un journal bourgeois anglais, la situation est encore plus grave en Allemagne occidentale, au pays du « miracle économique » : « A Dusseldorf, le quartier des taudis présente un incroyable amoncellement de masures inhabitables, de camions et d'autobus désaffectés servant de logements, de « maisons » faites de tôle ondulée, d'amiante et de carton. Des tas d'ordures jonchent les espaces séparant ces « maisons »... J'ai vu dans une chambre trois femmes logeant sur une surface de 5 pieds de large et de moins de 11 pieds de long. La pièce est humide, très froide, sans fenêtres. Les locataires l'occupent depuis trois ans. L'une d'elles, une jeune fille de 19 ans, a les jambes paralysées. La pluie s'infiltré dans le coin en carton de cette « chambre » et tombe sur son lit... On compte 50 000 sans abri dans l'arrondissement administratif de Dusseldorf, et leur nombre ne fait qu'augmenter. (Par exemple, à Essen, s'il y avait en 1950 3 900 sans logis, ils sont plus de 12 000 à présent)<sup>3</sup>. »

Et combien de familles souffrent de la faim, connaissent la misère dans des pays tels que l'Italie (surtout dans le Sud), l'Espagne, etc. Il y a surpeuplement agraire jusqu'à ce jour sur des continents entiers<sup>4</sup>. On peut considérer qu'environ 1 500 000 000 d'hommes du monde capitaliste vivent dans la pauvreté. Ce sont pour une grande part les Noirs du sud des Etats-Unis, d'Afrique du Sud, de Rhodésie, etc., dont la condition est celle d'un semi-esclavage. « Le monde est encore un lieu de misère, de famine, de malheur pour la majorité écrasante des non-possédants<sup>5</sup>. » Le taux d'exploitation a augmenté. Dans les pays industriels, la semaine de travail a été légèrement réduite, mais le travail est incomparablement plus intense et les opérations effectuées beaucoup plus monotones et fatigantes.

La hantise du lendemain continue à tourmenter les travailleurs du monde capitaliste : la crainte du chômage<sup>6</sup>, la peur du capitaliste, du hobereau, du propriétaire de la maison, du

---

<sup>1</sup> *Labour's Economic Review*, N° 11, Vol. IV, November 1959, p. 72.

<sup>2</sup> *Political Affairs*, April 1960, p. 9.

<sup>3</sup> *Manchester Guardian*, 28. XII. 1959.

<sup>4</sup> Au Brésil et au Chili, « environ 2% de la population possèdent la moitié des terres » (*Times*, 25. VII. 1959).

<sup>5</sup> *Times*, 7. X. 1959.

<sup>6</sup> L'ancien secrétaire au Travail des U.S.A. Mitchell a déclaré que 3 millions de chômeurs, « c'est pratiquement le nombre minimum de sans-travail pour les pays à économie pacifique non réglementée ». (*National City Bank Monthly Letter*, November 1959, p. 123). *L'Economist* organe de la grande bourgeoisie anglaise, ne se lasse pas de répéter que l'Angleterre doit toujours compter près d'un million de chômeurs.

percepteur, la peur du policier, du gendarme, de la justice bourgeoise, et avant tout la peur de la guerre.

Pourquoi malgré le prodigieux accroissement du potentiel et du volume de la production, la majorité de la population du monde capitaliste continue-t-elle à vivre dans la misère ? La raison essentielle réside naturellement dans le régime capitaliste même, dans le mode de production fondé sur l'exploitation et dans le mode de répartition antagoniste qui en découle. Concrètement, cela se manifeste de la manière suivante :

Environ 20% de la main-d'œuvre travaille directement ou indirectement pour la guerre et produit des objets absolument inutiles au peuple.

Etant donné l'élévation constante de la composition organique du capital, l'ouvrier consacre une partie plus importante de son temps à produire des moyens de production, essentiellement pour le matériel militaire, source de bénéfices fabuleux pour les monopoles. C'est ainsi, par exemple, qu'aux U.S.A. l'indice de la production calculé par la Fédéral Reserve Bank (1947-1949 = 100) fait ressortir ce qui suit :

Années	Production des biens	Production des biens
	de consommation durable	de consommation non durable
1919	38	37
1957	160	130

En 1919, la section I (production des moyens de production) et la section II (production des moyens de consommation) étaient encore égales (au début du siècle, la II<sup>e</sup> section prédominait encore probablement), par contre, en 1957, la I<sup>re</sup> était nettement supérieure à la II<sup>e</sup><sup>1</sup>.

En raison de l'accapement de la richesse et des revenus par les classes possédantes, une plus grosse partie de la production revêt de nos jours la forme naturelle d'objets de luxe.

La proportion des ouvriers directement occupés dans la production a sensiblement diminué. Dans certains pays industriels, elle représente moins de la moitié de l'emploi. La part de l'emploi qui ne produit pas de nouvelles valeurs a de ce fait augmenté. Entrent dans cette catégorie l'énorme appareil administratif et de coercition, les employés de banque, les employés de commerce et des services. Au début de 1959, 29 millions de personnes, soit seulement 40% de la main-d'œuvre du pays, étaient occupées dans l'agriculture, l'industrie, le bâtiment et les transports.

Le potentiel de production n'est utilisé en moyenne qu'à moitié au cours du cycle. De vastes terres fertiles sont incultes dans les pays d'outre-mer. Par l'intermédiaire de la Banque foncière, le gouvernement des Etats-Unis a mis en friche 28 millions d'acres de terres fertiles, il verse des milliards de dollars aux fermiers pour qu'ils ne les mettent pas en culture. Dans son message du 9 février 1960, l'ex-président Eisenhower a proposé de porter à 60 millions

---

<sup>1</sup> La division de la production en « production de biens de consommation durable » et en « production de biens de consommation non durable » ne coïncide pas parfaitement avec la division en sections I et II. Par exemple, les automobiles, téléviseurs, radios sont considérés comme « biens de consommation durable » bien que ce soient des objets de consommation, et d'autre part, une partie des marchandises comprises dans les « biens de consommation non durable » servent également de moyens de production.

d'acres la surface des terres non cultivées. Des denrées agricoles « excédentaires » d'un montant de 9 milliards de dollars ont été retirées du marché. Souvent, les produits agricoles sont tout bonnement détruits.

En raison du mode de production archaïque, la productivité reste très faible dans les pays sous-développés, surtout en agriculture.

Telles sont les principales causes « concrètes » de la misère dont souffre la majorité écrasante de la population des pays capitalistes. Le système ne peut pas exister sans entraîner la pauvreté et la misère des travailleurs.

Tout cela atteste le degré avancé de putréfaction du capitalisme et démontre aussi que les prémisses matérielles du socialisme et du communisme sont mûres.

Bien que les mêmes lois motrices internes soient toujours en vigueur dans la société bourgeoise, la situation actuelle du capitalisme est nettement différente de ce quelle était au début du siècle.

Parallèlement au capitalisme en putréfaction il existe un monde socialiste en évolution qui représente déjà plus d'un tiers de la population du globe. Au sein du monde capitaliste, il y a, outre les métropoles, les colonies, les semi-colonies et les pays dépendants, comme au début du siècle, mais aussi un nombre toujours plus élevé d'Etats souverains, hostiles à l'impérialisme et qui établissent des rapports amicaux avec le monde socialiste.

Le souci de sauvegarder le régime capitaliste, la lutte contre le communisme sont devenus le pivot de la politique et de l'idéologie impérialistes. Pour lutter contre les masses laborieuses, le capital monopoliste s'appuie sur l'appareil d'Etat et la force militaire qui se sont énormément développés et offrent des traits singulièrement réactionnaires. Toutes les forces de la réaction sont mobilisées dans la lutte contre les communistes et leur idéologie, contre l'ensemble du monde socialiste. L'appareil de coercition persécute les communistes. En Allemagne occidentale, en Espagne, en Grèce et ailleurs encore, les partis communistes sont hors la loi. Aux Etats-Unis, les milieux dirigeants cherchent aussi à interdire le parti communiste. Comme les communistes, tous les progressistes sont en butte aux persécutions. Quiconque se dresse contre les monopoles ou les gros propriétaires fonciers est taxé de communiste. Simultanément, sous la pression des travailleurs, le capital s'efforce d'atténuer le mécontentement de la classe ouvrière en appliquant la sécurité sociale, les congés payés, en réduisant la journée de travail. Le capital des grands pays impérialistes déploie des efforts persévérants, non sans succès parfois, pour propager son idéologie antirévolutionnaire parmi le prolétariat ; c'est dans ce but qu'elle favorise l'aristocratie ouvrière, et tout particulièrement la bureaucratie ouvrière, qui constitue son point d'appui au sein de la classe ouvrière.

L'Eglise, l'Eglise catholique surtout, est un des principaux leviers du capital monopoliste dans sa lutte contre le communisme. Le christianisme, jadis religion des esclaves et des pauvres, est devenu le soutien du capital monopoliste. L'Eglise catholique lutte contre le communisme dans le monde entier, utilisant à cet effet son immense appareil, ses missionnaires, évêques, prêtres, jésuites, exploitant les traditions religieuses. La lutte devient de plus en plus ouverte.

Le capital monopoliste se sert des dirigeants de droite des partis sociaux-démocrates qui divisent la classe ouvrière, affaiblissent le mouvement ouvrier et essaient de le soumettre aux intérêts de la bourgeoisie. Les partis sociaux-démocrates constituent encore une grande

force. A la veille du congrès de l'Internationale socialiste de Hambourg, en juillet 1959, ils comptaient environ 11 millions d'adhérents et avaient recueilli plus de 60 millions de suffrages aux élections dans le monde entier<sup>1</sup>. Sous la conduite de la droite, la politique de la social-démocratie s'écarte toujours plus du marxisme, du socialisme. Dans leurs nouveaux programmes, les sociaux- démocrates de droite ont non seulement renoncé à l'« objectif final », à la lutte pour la victoire du socialisme et à la lutte de classes, mais même à la nationalisation bourgeoise des moyens de production. « On a accordé une mention plutôt superficielle à l'ancien ennemi, l'exploitation capitaliste, écrivait le *Times* (20 juillet 1959) à propos du congrès de Hambourg. La principale préoccupation du congrès a été la lutte contre le communisme et la défense de la politique antisoviétique de l'impérialisme. Même Bevan, lorsqu'il soumit au congrès un projet d'aide aux pays arabes, motivait sa proposition en déclarant que ce serait « une réelle défense contre l'expansion du communisme au Moyen-Orient<sup>2</sup> ».

Conformément aux directives de l'impérialisme américain, la résolution du congrès préconise « la libération des peuples de l'Europe orientale ». Les socialistes de droite chassés des démocraties populaires européennes, réunis séparément à Hambourg, exigent dans leur résolution : « La propriété privée de la terre doit être rétablie et garantie... Les petites et moyennes branches d'industrie, ainsi que le commerce de détail,... doivent rester aux mains de l'entreprise privée<sup>3</sup>. » En un mot, ils revendiquent la restauration du capitalisme.

L'anticommunisme des leaders syndicaux américains qui en politique jouent le rôle de sociaux-démocrates de droite, est bien connu. Ils dépensent chaque année d'énormes sommes, les deniers des ouvriers américains, pour combattre le mouvement communiste dans le monde entier. Leurs discours officiels ne se distinguent en rien de ceux de feu Dulles. Ainsi par exemple, la résolution d'unité de l'AFL-CIO dit : « La lutte actuelle entre les pays de la dictature communiste et le monde libre... c'est la lutte entre deux modes de vie antagonistes : la démocratie... et le totalitarisme communiste et son programme universel de conquête et de transformation du monde...<sup>4</sup> »

Les leaders de droite de certains partis sociaux-démocrates se sont à tel point intégrés à la bourgeoisie (fréquemment ils sont originaires de grandes familles bourgeoises, comme par exemple, Attlee, Cripps, Gaitskell, Guy Mollet) que celle-ci leur confie sans crainte le gouvernement du pays. On peut par exemple juger de la fidélité avec laquelle ces hommes servent les intérêts de la grande bourgeoisie par la grande réputation faite en Angleterre à Bevan, sacré grand homme d'Etat. Il est significatif que la guerre du Viêt-Nam a été déclenchée par le socialiste Blum, président du Conseil, et la guerre contre l'Algérie, par le socialiste Guy Mollet, lui aussi président du Conseil ; avec Eden, il a également décidé de commencer la guerre contre l'Egypte en 1956. Depuis plus d'un quart de siècle, la social-démocratie suédoise, seule ou avec d'autres partis, gouverne le pays sans aucun dommage pour le capital monopoliste de la Suède.

---

<sup>1</sup> *New York Times* (International edition), 19.VII. 1959.

<sup>2</sup> *New York Times*. 17. VII. 1959.

<sup>3</sup> *New York Times*, 3. VIII. 1959.

<sup>4</sup> *American Federationist*, December 1958, p. 31.

Cependant, malgré toutes les finesses politiques des leaders réformistes, ils sont de moins en moins capables de concilier prolétariat et régime capitaliste. En France, le Parti socialiste est devenu — et cela non seulement pour la politique qu'il pratique, mais aussi pour la composition de ses adhérents et électeurs — un parti presque uniquement petit- bourgeois. En Grande-Bretagne, il devient de plus en plus difficile d'harmoniser la politique de l'aile gauche et de l'aile droite des travaillistes.

Il est superflu de démontrer que la lutte contre le communisme est devenue le pivot de la politique extérieure de l'impérialisme. L'existence de l'O.T.A.N. et d'autres blocs militaires, l'installation de bases aériennes autour du monde socialiste, l'aide militaire que les Etats-Unis apportent à tous les Etats réactionnaires, la production d'armements de plus en plus destructeurs en sont autant de preuves.

Les leaders de droite de la social-démocratie approuvent cette politique. Le socialiste Spaak, ancien secrétaire général de l'O.T.A.N., usait de termes qu'aurait pu adopter le politicien le plus réactionnaire : « Si l'on ne peut pas réaliser l'équilibre dans le désarmement, l'équilibre de la peur est préférable à toute absence d'équilibre<sup>1</sup>. »

Brown, « ministre » travailliste de la Guerre du « cabinet des ombres »<sup>2</sup>, a déclaré : « Bien loin de... nous entraîner dans la guerre, l'O.T.A.N. a peut-être été, en fait, la force la plus puissante dans la défense de la liberté contre toute nouvelle agression en Europe<sup>3</sup>. »

La lutte contre le camp socialiste influe également sur la lutte entre impérialistes. Les lois internes de l'impérialisme conduisent, comme par le passé, à la guerre. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, il y a déjà eu plus de dix «petites» guerres (Corée, Viêt-Nam, Suez, Algérie, etc.). Mais à présent, les impérialistes ne peuvent plus déclencher aussi facilement une nouvelle guerre mondiale, car il existe des forces capables de la conjurer. Cette force, c'est en premier lieu le puissant système socialiste mondial qui est à même de contrecarrer les desseins des fauteurs de guerre. Les grandes puissances sont soucieuses de conserver leur régime capitaliste, elles redoutent le renforcement du monde socialiste, c'est ce qui empêche les contradictions entre impérialistes qui vont en s'aggravant de dégénérer en guerres. Bien que le capital américain pénètre en Angleterre même et dans ses dominions, bien que toute la politique économique des Etats-Unis soit néfaste aux intérêts nationaux, et bien qu'elle n'approuve pas la politique américaine à l'égard de la Chine et du Marché commun, la Grande-Bretagne n'en aligne pas moins sa politique étrangère sur celle des U.S.A. et de l'Allemagne occidentale. En conformité avec leur politique intérieure réactionnaire, les monopolistes français et ouest-allemands coopèrent étroitement en politique économique et étrangère. Bien que le souvenir des forfaits hitlériens soit encore vivant parmi les peuples d'Europe, le souvenir de l'extermination de millions d'innocents dans tous les pays d'Europe, les classes au pouvoir aveuglées par la haine contre les pays socialistes arment l'Allemagne occidentale exactement comme ils l'avaient fait après la première guerre mondiale. Bien que l'immense majorité de la population des pays capitalistes désire la paix, bien que les propositions du gouvernement soviétique sur le désarmement général et complet, présentées à

---

<sup>1</sup> *Foreign Affairs*, April 1959, p. 363.

<sup>2</sup> Le « cabinet des ombres » (Shadow cabinet) : appellation d'un petit groupe de parlementaires travaillistes qui doivent former le ministère en cas de victoire électorale du Parti.

<sup>3</sup> *Times*, 13. VII. 1959.

l'Assemblée générale de l'O.N.U., aient reçu l'approbation de tous les peuples du monde, le capital monopoliste, qui trouve son avantage dans les fournitures de guerre, et les milieux réactionnaires, militaires surtout, ne veulent pas renoncer à la course aux armements, à la guerre froide. Leur slogan est : « La paix sans le désarmement. »

Il serait cependant erroné d'affirmer qu'à son stade actuel le capitalisme ne pourrait pas exister sans commandes militaires. On peut citer à cette occasion une opinion très significative de l'organe de Morgan :

« La perspective, plus probable, du désarmement, et notamment la réduction limitée et graduelle des armements, ne doit pas susciter de craintes quant à ses conséquences économiques. Au contraire, si un degré appréciable de désarmement pouvait être atteint sur une base qui s'harmonise avec les intérêts de la sécurité nationale, cela promet des avantages économiques importants et durables<sup>1</sup>. »

Mais nombre de gros monopoles, américains surtout, ne veulent pas renoncer aux énormes et faciles bénéfices réalisés sur les fournitures de guerre. Il faut noter que les propositions de l'Union Soviétique sur le désarmement, sur les mesures propres à conjurer la guerre, sont invariablement suivies d'une baisse à la Bourse des valeurs de New York. La lutte entre les forces de paix et de guerre durera longtemps encore, jusqu'au moment où les forces de paix l'emporteront. Les intérêts de nombreux monopoles, la propagande de la presse bourgeoise et des leaders syndicaux de droite prétendant que la réduction de la production de guerre en cas de désarmement entraînerait un chômage massif et permanent, la haine du communisme propagée quotidiennement par la presse libérale et confessionnelle, et même par une certaine partie de la presse ouvrière, les allégations indéfiniment répétées selon lesquelles « on ne peut avoir foi en les communistes », etc., tout cela rend plus difficile la lutte pour la coexistence pacifique, bien que des milieux de plus en plus larges, et tout particulièrement intellectuels, comprennent qu'avec les armes modernes, une troisième guerre mondiale serait une catastrophe.

*La lutte d'influence dans les pays sous-développés.* Au début du XX<sup>e</sup> siècle, les puissances impérialistes ont fait la guerre pour agrandir leurs empires coloniaux. La première guerre mondiale avait pour objectif le repartage des colonies. A présent, il ne leur reste plus qu'une faible partie de leurs immenses possessions.

Ce changement radical pose à l'impérialisme des problèmes économiques et politiques entièrement nouveaux qui n'existaient pas au début du siècle et qui s'enchevêtrent de plus en plus avec la lutte entre le capitalisme et le socialisme. Sous ce rapport, les problèmes d'ordre politique sont beaucoup plus ardues que les problèmes d'ordre économique.

Si l'on envisage la situation économique de l'impérialisme dans son ensemble, ou même séparément dans des pays tels que la Grande-Bretagne, la France ou les Pays-Bas, on ne saurait affirmer que leur économie ait pour le moment beaucoup souffert de la perte des colonies. Prenons par exemple les Pays-Bas qui pendant près de quatre siècles avaient le plus grand nombre d'esclaves coloniaux, par rapport à leur population. La revue *Economist* a écrit un jour que l'Indonésie est le bouchon sur lequel flotte la Hollande. Et pourtant, pour le moment, l'économie nationale ne souffre pas de la perte de l'Indonésie. L'indice de la

---

<sup>1</sup> *Morgan Guaranty Trust Company Survey*, November 1959.

production industrielle des Pays-Bas a augmenté de 42% entre 1953 et novembre 1959. En 1952, il a été construit 45 000 nouveaux immeubles et 89 000 en 1958. Depuis 1949, le cours du florin n'a pas changé par rapport au dollar. Les exportations sont passées de 8 milliards de florins en 1952 à 12,2 milliards en 1958. L'indice du cours des valeurs industrielles est passé de 100 en 1953 à 255 en décembre 1959. Certes, la Hollande éprouve des difficultés économiques, mais celles-ci ne se distinguent pas de celles qu'affectent les autres pays capitalistes qui n'ont pas eu de colonies.

Les principales raisons pour lesquelles les pays impérialistes ont peu souffert de la perte des colonies sont les suivantes :

1. Accroissement considérable de la masse du surproduit que le capital retire de l'exploitation du prolétariat à l'intérieur du pays, par suite de l'accroissement rapide du rendement grâce au progrès technique de l'après-guerre, la journée de travail étant restée presque inchangée. (Nous reviendrons plus loin sur ce point.)

2. La libération politique des colonies ne met pas un terme au caractère colonial de leur économie. Seule l'économie des ex-colonies qui empruntent la voie du socialisme perd rapidement ce caractère. Bien que l'industrie y ait déjà connu un certain développement, l'écart économique entre les pays impérialistes industriels et les pays bourgeois sous-développés se maintient toujours. Selon l'indice de la production industrielle capitaliste établi par l'O.N.U., la proportion entre les différentes parties du monde se présente comme suit<sup>1</sup> :

**Indices de la production industrielle pour le monde,  
par régions en 1953**

(en %)

	Industries manufacturières	dont travail des métaux
Amérique du Nord	57,6	64,0
Europe occidentale	32,0	30,8
Autres pays capitalistes	10,4	5,2

Notons qu'un nombre considérable d'entreprises des pays sous-développés (anciennes et nouvelles) appartient au capital étranger<sup>2</sup>.

Il y a malgré cela une différence de principe dans les rapports qui existent entre les pays sous-développés et les pays impérialistes et ce qu'ils étaient avant la guerre. Les impérialistes avaient à cette époque le monopole de la fourniture des moyens de production,

<sup>1</sup> *Statistical Yearbook*, United Nations, 1958, pp. 98, 99.

<sup>2</sup> Le capital monopoliste des U.S.A. gagne d'immenses bénéfices même dans un pays relativement riche comme l'Australie. La revue *New Republic* écrit : « La tempête s'est déchaînée... en Australie à la suite de la publication du bilan de la » *General Motors- Holden's Ltd.* « Pour un capital initial de 4 millions de dollars investis dans l'après-guerre en Australie, le siège social à Detroit recevra cette année plus de 16 millions de dollars. Le total des bénéfices de la « *General Motors- Holden's Ltd* » sera de 34 millions de dollars, soit 874% du capital des actions ordinaires, bénéfice le plus élevé qu'une société ait jamais réalisé en Australie. De cette corne d'abondance, les Australiens qui ne possèdent que 6% des actions privilégiées, ne toucheront que 39 000 dollars » (*The New Republics*, 13. VIII. 1959, p. 6).

Non seulement des entreprises isolées, mais tout le capital exporté procure des bénéfices élevés. Selon le rapport de la Banque d'Angleterre, en 1957, les actions des entreprises étrangères au capital nominal de 466 millions de livres sterling ont donné 65 millions de livres de dividendes, soit 14%. Naturellement, une partie considérable du surplus des bénéfices a été affectée à la réserve.

des capitaux et des crédits, le monopole des achats de matières premières et de la fourniture d'armements.

Ce monopole s'est à présent effondré. A l'heure actuelle, l'Union Soviétique et les autres pays socialistes industriels fournissent aux pays sous-développés différents moyens de production, ils leur octroient des crédits à des conditions plus avantageuses que celles des Etats impérialistes, ils leur apportent une assistance technique désintéressée et achètent leurs matières premières.

Les pays sous-développés peuvent maintenant fixer eux-mêmes leur politique. Les impérialistes sont fort inquiets de la solidarité politique grandissante des pays d'Asie et d'Afrique, qui s'est manifestée aux conférences de Bandoeng, d'Accra, etc. Le temps est proche où l'O.N.U. cessera d'être une organisation où les pays impérialistes font la loi grâce au jeu de la majorité mécanique. Un nombre toujours plus grand de pays sous-développés collabore activement avec le monde socialiste, bénéficie de son assistance.

Bien plus, les pays affranchis du colonialisme ont encore la faculté de choisir entre la voie capitaliste et la voie socialiste.

Le problème de la voie que suivront les pays sous-développés d'Amérique latine, les anciennes colonies d'Asie devenues Etats souverains, les pays d'Afrique qui se libèrent du pouvoir politique des impérialistes, les pays qui tous ensemble forment la majorité de la population du globe, est un des problèmes majeurs de la lutte entre les deux systèmes. Les hommes politiques bourgeois sont épouvantés à l'idée de voir ces pays se ranger aux côtés de l'Union Soviétique et des pays socialistes dans la compétition économique pacifique. Les impérialistes cherchent par tous les moyens à entraver ce mouvement. L'impérialisme américain se sert à cet effet des éléments réactionnaires qui dirigent les colonies et pays dépendants ; il occupe la Corée du Sud, l'île de Taïwan, le Sud-Viet-Nam, il fournit une « aide » militaire, notamment au Pakistan et à certains autres pays, il se livre en général à une tapageuse campagne en faveur de l'« aide » économique aux pays sous-développés.

Mais en dépit des assurances verbales données par les hommes politiques et de tout le bruit fait à propos des plans d'« aide », les lois du développement du capitalisme entraînent l'exploitation économique intensifiée des pays sous-développés par le capital monopoliste.

Toutefois, l'existence du camp socialiste et l'ampleur croissante de son aide à ces pays stopperont progressivement cette évolution.

Les pays impérialistes vendent aux pays sous-développés des articles manufacturés à des prix de monopole élevés. La puissance des monopoles est telle que malgré la crise de surproduction, ils n'abaissent pas leurs prix ou ne les réduisent que dans des proportions insignifiantes. Quant aux pays sous-développés, ils sont essentiellement, comme par le passé, des fournisseurs de matières premières et de denrées alimentaires à des prix « libres » ; les monopoles acheteurs de ces marchandises imposent souvent de bas prix. Le rapport entre les prix des marchandises que les pays impérialistes vendent aux pays sous-développés et ceux des articles qu'ils y achètent a considérablement changé au cours de la dernière décennie en faveur des impérialistes. C'est une des raisons pour lesquelles les pays impérialistes ont pour le moment peu souffert, sur le plan économique, de la perte du pouvoir politique dans les colonies.

Le mouvement des prix sur le marché capitaliste mondial ressort des données de l'O.N.U. (indice 1953 —100)<sup>1</sup>.

Années	Indices des prix	
	Produits de base	Produits manufacturés
1952	104	104
1958	96	106
1959	94	106
1960 III <sup>e</sup> trimestre	93	109

Comparativement à 1952 (nous ne prenons pas l'année 1951, car les prix des matières premières étaient très élevés du fait de la guerre de Corée), le rapport des prix s'est modifié de 12% au détriment des pays sous-développés. Par ce moyen, les monopoles impérialistes soutirent aux pays sous-développés plus d'un milliard de dollars par an, sans compter le profit courant.

Ce n'est pas l'effet du hasard. A la suite du progrès technique, les matières premières naturelles que les pays sous-développés vendent au marché capitaliste mondial sont de plus en plus fréquemment remplacées dans les pays évolués par des matières synthétiques, par exemple, le caoutchouc, la soie, les fibres et diamants synthétiques, les matières plastiques, etc., ou bien l'on applique de nouvelles méthodes de fabrication qui réduisent les besoins en matières premières telles que les métaux non ferreux, etc. La mécanisation de l'agriculture des pays évolués (voir ci-après) réduit la demande de denrées agricoles vendues par les pays sous-développés. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'attendre à ce que les prix changent en faveur des pays sous-développés ou à ce que ceux-ci soient moins exploités par les monopoles, par le biais du commerce extérieur.

Le seul moyen pour ces pays de s'affranchir de la dépendance économique et de l'exploitation des pays impérialistes est de développer leurs forces productives, d'abolir les vestiges du féodalisme par des transformations agraires radicales et par l'industrialisation. Mais malgré tout le tapage fait par les pays impérialistes autour de l'«aide» aux pays sous-développés, la nature même de l'impérialisme y fait obstacle.

Le capital monopoliste des pays impérialistes ne peut pas accepter l'industrialisation des pays sous-développés, car il se priverait de gros bénéfices qu'il réalise en leur vendant ses marchandises à des prix élevés. Le capital monopoliste s'oppose à ce que l'Etat impérialiste finance le développement économique indépendant des pays arriérés. L'influente International Economic Policy Association a déclaré que l'Etat américain ne doit aider les autres Etats qu'à développer les transports, les ports, les hôpitaux et les écoles ; l'expansion industrielle ne doit être réservée qu'au capital privé<sup>2</sup>.

Pour ce qui est des entreprises capitalistes étrangères dans les pays sous-développés, leurs propriétaires ne sont pas du tout disposés à sacrifier leurs bénéfices au nom de l'« aide » à ces pays. En raison des risques de nationalisation, les capitalistes étrangers ne fondent des entreprises que s'ils peuvent réaliser rapidement des profits supérieurs à ceux qu'ils pourraient avoir dans les pays capitalistes évolués. Sur un total d'investissements de capitaux privés

<sup>1</sup> *Monthly Bulletin of Statistics*, February 1961, p. VII.

<sup>2</sup> *Neue Züricher Zeitung*, 30. VI. 1959.

U.S.A. (dits « investissements directs à long terme ») de 25 milliards de dollars en 1957, 17 milliards ont été placés dans le continent américain même, 4 milliards en Europe occidentale, 800 millions en Australie et au Japon, et 3,2 milliards de dollars dans l'ensemble des pays sous-développés d'Asie et d'Afrique, surtout pour l'extraction du pétrole au Proche-Orient. On sait que la construction d'usines par le capital étranger, tout en développant les forces productives des pays sous-développés, entraîne aussi leur exploitation par suite de l'exportation des bénéfices.

Dans les pays capitalistes, la loi interdit à qui que ce soit, sauf l'Etat, d'accorder des prêts aux pays sous-développés à un taux bas. Ces prêts doivent rapporter davantage que ceux octroyés à l'intérieur du pays.

Le prêt de 25 millions de dollars consenti à l'Autriche (que l'on ne saurait ranger parmi les pays sous-développés au sens courant du terme) fin 1958 pour une durée de neuf ans et demi montre ce que les capitalistes américains entendent par « aide ». Le taux d'intérêt était de 5,5%, mais il a été placé à la Bourse de New York au cours de 96. En outre, les banques ont prélevé une somme de 3% à titre de courtage, plus les « frais ». Au lieu de 25 millions de dollars, le gouvernement autrichien n'a reçu que 23,1 millions, le taux annuel réel d'intérêt étant de 6,75%<sup>1</sup>.

On peut imaginer ce que les capitalistes américains prélèvent sur les pays moins développés que l'Autriche.

Bref, la seule action spontanée des lois du capitalisme ferait qu'à l'avenir les pays impérialistes s'enrichiraient, tandis que les pays sous-développés s'appauvriraient. Une telle évolution est grosse de menaces politiques pour les impérialistes. C'est ce que comprennent parfaitement les défenseurs perspicaces et sensés du capitalisme. En voici des exemples. A. Stevenson écrivait dans le *New York Times Magazine* du 1<sup>er</sup> mars 1959 : « La pénétration économique et politique soviétique est prodigieuse et constante... Ce qu'il y a de plus malaisé pour nous, c'est visiblement de comprendre le sens du péril que cela représente pour nous... *Les pays riches deviennent plus riches, les pays pauvres plus pauvres.* Pour nous autres, riches, c'est un désastre que les Russes utilisent largement à l'échelle mondiale. A titre de pays qui s'est tiré de la misère par ses propres moyens, la Russie est un exemple extrêmement attrayant pour les autres pays pauvres qui ont toujours considéré l'Occident avec suspicion et qui sont mécontents de nos tractations militaires et de nos efforts moralisateurs à propos de notre propre bon droit<sup>2</sup>. » L'éminent économiste anglais, Th. Balogh, écrit : « L'inégalité entre les pays riches et pauvres s'accroît actuellement. Selon le rapport sur la situation économique mondiale en 1958 rédigé par l'O.N.U., les pays pauvres, producteurs de matières premières, ont perdu davantage en raison de l'aggravation des conditions du commerce qu'ils n'ont reçu sous forme d'aide étrangère... Dans un monde déchiré entre les blocs soviétique et non soviétique, il serait insensé de continuer à tolérer une division croissante du bloc non soviétique en pays riches et pauvres. Mais, et c'est là une circonstance encore plus grave sur le plan politique, la plupart des pays riches sont peuplés de blancs, tandis que les pays pauvres sont peuplés de non-blancs. Si nous ne réussissons pas à prendre des mesures pour lutter contre cette pauvreté, le rapport des forces existant actuellement dans ces régions neutres peut

---

<sup>1</sup> *Neue Züricher Zeitung*, 23. I. 1959.

<sup>2</sup> *New York Times Magazine*, 1. III. 1959 (souligné par nous – E.V.), pp. 9, 65.

énormément changer, mais pas à notre avantage. C'est là que réside le principal danger que la situation économique actuelle fait courir à la cause de la paix<sup>1</sup>. »

Mais une chose est de voir le danger, et une autre, de l'écartier. Le capitalisme n'est pas en état de combler l'abîme qui sépare la poignée des pays impérialistes riches des pays sous-développés pauvres. Le tapage des propagandistes autour de l'« aide » aux pays sous-développés ne modifie en rien les choses.

Seuls l'Union Soviétique et les autres pays socialistes, dont les lois sociales se distinguent foncièrement de celles du capitalisme, et dont l'intérêt est que les pays sous-développés s'industrialisent, connaissent l'essor économique, peuvent apporter à ces pays une aide matérielle et financière de plus en plus importante, et leur faire part de leur expérience pour leur permettre d'utiliser au mieux les ressources nationales.

Les peuples des pays sous-développés ont confiance en l'efficacité de l'aide des pays socialistes, car ils voient que, sans l'aide des impérialistes, l'Union Soviétique, qui jadis leur ressemblait, est devenue, dans un laps de temps historiquement bref, la deuxième puissance industrielle du monde (elle sera la première dans un proche avenir). Ils ne croient pas au battage de la propagande autour de l'aide capitaliste, car ils voient que les capitalistes étrangers continuent à s'enrichir à leurs dépens, ils savent que, tant que le camp socialiste n'existait pas, les colonialistes et impérialistes ne faisaient rien pour les aider.

## 2. Les changements économiques fondamentaux au sein du capitalisme

La société capitaliste actuelle connaît toujours le même régime impérialiste qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle : les lois internes qui lui sont propres sont restées identiques. De nombreux changements se sont néanmoins produits : l'action des lois économiques internes a partiellement transformé les changements quantitatifs en changements qualitatifs ; par ailleurs, des phénomènes tout à fait nouveaux se sont produits. Ceci concerne surtout les pays capitalistes évolués ; la situation a peu changé au cours du XX<sup>e</sup> siècle dans les pays bourgeois sous-développés malgré leur affranchissement politique.

Nous allons essayer d'analyser les plus importants changements économiques qui sont, naturellement, en étroit rapport avec la lutte des deux systèmes et qui sont à la base des changements sociaux survenus dans les pays impérialistes.

\* \* \*

De nos jours, le capitalisme a des possibilités bien plus importantes de concentrer la production et les capitaux entre les mains des monopoles ; tout particulièrement, l'oligarchie financière peut beaucoup plus facilement qu'au début du siècle disposer des capitaux d'autrui. Les monopoles et l'oligarchie financière ont gagné en puissance.

Au début du siècle, une fabrique occupant 1 000 ouvriers était considérée comme une grande entreprise. A présent, ce n'est plus qu'un établissement moyen. Une grande entreprise capitaliste n'occupe pas moins de 10 à 20 000 ouvriers et employés.

Au début du siècle, une maison ayant un actif de 100 millions de dollars était considérée comme importante. A présent, l'actif du groupe de la Standard Oil représente

---

<sup>1</sup> *The New Statesman*, 12. XII. 1959, pp. 842, 844.

environ 10 milliards de dollars, celui de l'American Téléphoné and Telegraph Company, 8 milliards de dollars. L'actif de la Royal Dutch-Shell, de l'United States Steel Corporation et de plusieurs autres monopoles s'élève à plusieurs milliards de dollars.

Au début du siècle, les monopoles constituaient déjà une force décisive dans les pays impérialistes. Mais ils étaient bien moins puissants ; par contre, trois sociétés dominent de nos jours le marché de l'aluminium ou de l'automobile aux Etats-Unis.

Au début du siècle, la puissance de l'oligarchie financière était beaucoup moins grande qu'à présent. Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Lénine écrivait que Rockefeller et Morgan gèrent un capital de 11 milliards de marks, soit 2,5 milliards de dollars. Dans *The Empire of High Finance*, Victor Perlo chiffre leur sphère de domination à 126 milliards de dollars. Même si l'on tient compte de la dépréciation du dollar, leur pouvoir s'est accru de 20 à 25 fois. Mais le pouvoir de l'oligarchie financière est maintenant moins apparent. Les véritables manitous des monopoles s'abritent souvent derrière le paravent des compagnies financières, des filiales.

De ce fait, la contradiction entre le caractère social de la production et la forme capitaliste de l'appropriation privée est devenue bien plus aiguë qu'au début du siècle.

Des changements quantitatifs aussi marquants ne pouvaient manquer d'entraîner des changements qualitatifs structuraux. La concentration de la production a permis l'implantation rapide de la nouvelle technique. Ce qui exige à son tour une nouvelle concentration de la production dans de gigantesques entreprises. Le développement complet du capitalisme monopoliste d'Etat s'opère sur la base d'une puissante concentration du capital et de la production. Les voies et méthodes par lesquelles l'oligarchie financière utilise pour s'enrichir le capital de toute la société, y compris l'épargne des ouvriers et des employés, sont devenues plus compliquées. Les rapports entre les banques et l'industrie ont changé. La répartition des charges qu'entraînent les crises de surproduction s'est modifiée.

Mais ni l'immense accroissement de la richesse de la bourgeoisie, ni la puissance accrue des monopoles, ni le développement total du capitalisme monopoliste d'Etat n'ont arrêté le processus d'écroulement du capitalisme ; ils n'ont pas amené, comme après la première guerre mondiale, de stabilisation provisoire du capitalisme, ni renforcé l'économie capitaliste. La militarisation de l'économie des pays impérialistes, l'inflation, l'éparpillement du marché capitaliste mondial, la crise agraire chronique, la lutte de classes aiguë, le processus général d'affaiblissement de l'impérialisme, et en même temps la consolidation du système socialiste mondial en sont autant de preuves.

Examinons plus en détail ces changements.

La technique actuelle se distingue foncièrement de celle du début du siècle. Dans l'industrie et les transports l'énergétique reposait sur le moteur à vapeur, tout comme au temps de Marx. A présent, on utilise l'énergie des moteurs à combustion interne, l'énergie électrique et atomique. Au début du siècle, les machines individuelles conduites par les ouvriers prédominaient. La productivité dépendait en premier lieu de l'habileté des ouvriers. De là l'application du sweating-system Taylor, Gilbreth et autres, qui avaient étudié les mouvements des ouvriers, les avaient chronométrés et fixé la durée maximum du temps (souvent mesuré en secondes) de chaque mouvement, qui avaient élaboré un système compliqué de rémunération pour obliger les ouvriers à produire le maximum.

A présent, les machines isolées sont remplacées par un système complexe de machines liées par la méthode de la production continue. La cadence du travail est dictée par la machine, l'ouvrier est forcé de se plier à ses impératifs. C'est pourquoi les capitalistes ont substitué au taylorisme un système d'exploitation plus perfectionné, lié à la technique moderne, à la mécanisation et à l'automatisation de la production. Le salaire aux pièces est de ce fait de moins en moins nécessaire. La revue *Economist* écrit par exemple à propos du système pratiqué à l'usine d'automobiles Vauxhall Motors en Angleterre : « Tous les travaux sont payés chez « Vauxhall » au tarif horaire. En 1956, la maison a décidé que la rémunération selon les résultats n'est plus un stimulant efficace dans la branche où l'on a procédé à la mécanisation, où le rythme du travail est imposé par la machine et non par l'homme. C'est pourquoi, et comme on l'a souvent pratiqué en Amérique, le salaire avec primes a été transformé en un taux général horaire... On considère que cela a donné de bons résultats dans presque tous les cas. Aux périodes de demande maximum, ' la productivité n'a apparemment pas baissé<sup>1</sup>. »

Les usines entièrement automatisées, où, en règle générale, les ouvriers ne font que surveiller les machines et opérer les petites réparations, sont de plus en plus répandues. La cybernétique est toujours plus largement appliquée, elle permet de régler le fonctionnement de l'usine automatisée à partir du bureau de l'entreprise.

Les nouveaux moyens techniques coûtent très cher. Ils exigent d'importants investissements, l'organisation de la production sur une large échelle. Ils sont inaccessibles aux petites entreprises et même aux usines moyennes. La supériorité de la grande entreprise sur la petite est devenue plus flagrante encore. Au début du siècle, lorsque des séries de machines de même type (machines textiles, machines à usiner les métaux ou le bois) étaient en service, les frais de production par unité de marchandise dans une petite entreprise comptant 50 machines n'étaient pas beaucoup plus élevés que dans une entreprise similaire disposant de 1 000 machines. A présent, une petite entreprise travaillant dans la même branche, mais avec un équipement périmé, ne peut pas longtemps exister aux côtés des entreprises géantes dotées d'un équipement ultra-moderne. La nouvelle technique a accentué la domination des monopoles dans l'économie.

Des changements radicaux se sont produits dans l'agriculture des pays capitalistes évolués. Au début du siècle. Lénine avait constaté que l'agriculture n'en était encore qu'au stade de la manufacture. A présent, dans les grandes entreprises agricoles des pays évolués, la production est mécanique. Les investissements se sont considérablement élevés à la suite de l'emploi des machines dans les entreprises agricoles.

#### Valeur (les biens des fermiers aux U.S.A.

(au 1<sup>er</sup> janvier)

Années	Valeur des machines et du matériel (en millions de dollars) <sup>2</sup>	Nombre des personnes travaillant dans les fermes (en millions de personnes) <sup>1</sup>	Valeur des machines et du matériel (en dollars) <sup>3</sup> , en moyenne par	
			acre	travailleur
1910	1 395	13,6	1,9	103
1958	17 400	7,5	16,6	2 320

<sup>1</sup> *The Economist*, 2. I. 1960, p. 14.

<sup>2</sup> Chiffres officiels.

<sup>3</sup> Calculé d'après les statistiques officielles.

Ces chiffres montrent nettement les changements inter' venus en 50 ans dans l'agriculture des Etats-Unis. Le nombre des personnes employées a diminué de presque moitié. Comme la valeur du dollar a diminué de moitié depuis 1910, la valeur globale des machines et de l'outillage des fermes des Etats-Unis a été multipliée par six, calculée par acre de terre et par rapport à chaque personne employée dans les fermes, respectivement par quatre et onze. Grâce à la large utilisation des machines et autres investissements, les ouvriers agricoles des Etats-Unis dont le nombre a été réduit de moitié, produisent à présent deux fois plus de denrées agricoles (en nature) qu'en 1910. En d'autres termes, la productivité annuelle des ouvriers agricoles a quadruplé. Il en a été de même au Canada et en Europe occidentale. Faisant abstraction de la rente foncière et des petites exploitations paysannes toujours nombreuses, dont l'importance économique générale diminue de plus en plus par rapport aux entreprises agricoles capitalistes, l'agriculture des pays capitalistes évolués devient, ou est presque devenue dans l'essentiel, une des branches de la production mécanique capitaliste. (Dans les pays sous-développés, l'agriculture est à peu près au même niveau qu'au début du siècle.)

\* \* \*

*Le capitalisme monopoliste d'Etat qui est apparu pendant la première guerre mondiale est arrivé à son point de développement maximum. L'existence et l'extension du capitalisme monopoliste d'Etat sont la conséquence de la domination des monopoles dans l'économie et la politique des pays capitalistes à l'époque de la crise générale du capitalisme, où le régime traverse sa dernière phase, celle de l'écroulement du système dans son ensemble.*

La nature même du capitalisme monopoliste d'Etat réside dans la conjonction des forces des monopoles et de celles de l'Etat bourgeois dans un double objectif : 1) sauvegarder le régime capitaliste en luttant contre le mouvement révolutionnaire intérieur et contre le camp du socialisme et 2) procéder par l'intermédiaire de l'Etat à une nouvelle répartition du revenu national en faveur du capital monopoliste. Mais ces forces se heurtent à de grandes difficultés et contradictions.

Pour défendre le régime capitaliste, les monopolistes bénéficient de l'appui de la bourgeoisie non monopoliste, des rentiers, des gros propriétaires fonciers et des capitalistes ruraux, c'est-à-dire des classes possédantes. Mais en modifiant à leur avantage la répartition du revenu national par le truchement du capitalisme monopoliste d'Etat, au préjudice des autres couches de la société, les monopolistes approfondissent l'abîme qui les sépare de ces milieux, s'isolent de plus en plus.

L'union des forces des monopoles et de l'Etat prend avant tout l'aspect de l'intégration des monopoles dans l'appareil d'Etat. Les monopoles délèguent leurs <sup>1</sup>diplomates, ministres passent constamment du service de l'Etat à des postes mieux rémunérés dans les monopoles.

L'union des forces de l'Etat et des monopoles revêt également la forme de la solution collective des gros problèmes économiques. Ceci n'est nullement de la propagande communiste. L'organe du patronat français *l'Entreprise*, répondant à la question de savoir qui

---

<sup>1</sup> En règle générale, les hautes sphères de l'oligarchie financière se sont longtemps abstenues de participer ouvertement et personnellement aux affaires de l'Etat ; le cas de Mellon aux Etats-Unis était une exception. Pendant et après la seconde guerre mondiale, la situation a changé. Ainsi, par exemple, l'administration Eisenhower comptait neuf millionnaires : Rockefeller est gouverneur de l'Etat de New York.

définit la politique de la France, écrivait en août 1959 que le régime économique de la France, tout particulièrement après la fin de la guerre, était un régime capitaliste où l'Etat et le patronat se complètent l'un l'autre. Toutes les décisions importantes émanent de ces deux centres, des organes du pouvoir et des dirigeants du secteur privé dont l'action doit être coordonnée. Au surplus, ces deux forces s'unissent souvent lorsque les représentants du secteur privé participent à l'adoption de décisions par les organes du pouvoir de l'Etat.

Le capitalisme monopoliste d'Etat entièrement développé se manifeste essentiellement par la réglementation économique, l'existence d'entreprises étatisées, la redistribution d'une grande partie du revenu national.

La réglementation économique assurée par l'Etat et la propriété d'Etat ne sont nullement l'idéal des monopolistes. Ils y consentent lorsque le capitalisme est menacé, pendant les guerres mondiales et les périodes de graves crises de surproduction. Parfois, ils se prononcent en faveur de la nationalisation des branches déficitaires à condition de toucher de grosses compensations. Mais lorsque les monopolistes se sentent forts, ils revendiquent et obtiennent l'abrogation ou la limitation de la réglementation d'Etat et la dénationalisation des entreprises étatisées. En Allemagne occidentale, par exemple, on a vendu au capital privé non seulement l'entreprise hitlérienne Volkswagen werk, mais aussi l'usine Preussag, dont l'Etat prussien était partiellement propriétaire depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Le transfert de ces entreprises s'accompagne de toute une propagande sur le « capitalisme populaire », car une partie des actions de faible valeur est vendue aux ouvriers. C'est pourquoi le développement du capitalisme monopoliste d'Etat est inégal.

La part du revenu national répartie au moyen du budget de l'Etat augmente presque sans interruption. L'Etat prélève à présent sur ses citoyens plus d'un quart du revenu national, le taux d'imposition favorise toujours les monopoles. Le pourcentage des impôts perçus par l'Etat, les régions, les communes, par rapport au revenu national brut, se présente ainsi<sup>1</sup> :

R.F.A.	France	Grande-Bretagne	Italie	Etats-Unis
32,5	31,1	29,2	28,0	25,3

Le budget de l'Etat, plus exactement les dépenses de l'Etat, constitue pour les monopoles une importante source de revenus. Une partie considérable de ces dépenses est affectée au paiement des marchandises et des services qu'ils fournissent à l'Etat à des prix élevés.

#### Dépenses de l'Etat aux U.S.A.

(en milliards de dollars)

1900	1930	1938	1945	1950	1959	1960
0,5	3,4	7,2	100,4	40,1	81,0	78,4

Par différents procédés, l'Etat contribue à fixer des prix élevés sur le marché intérieur. Il limite les importations de marchandises en imposant des quotas, des interdictions, il grève les marchandises importées de fortes taxes douanières ; il encourage les exportations de marchandises qui ne trouvent pas d'acheteurs sur le marché intérieur et accorde des prêts à d'autres pays. Inversement, l'Etat prohibe ou crée des difficultés à l'exportation des matières premières dont les monopoles ont besoin.

<sup>1</sup> *U.S. News and World Report*, 13. IV. 1959, p. 88.

Il n'est même pas possible d'énumérer toutes les méthodes subtiles qu'emploient les monopoles pour bénéficier du budget de l'Etat. Nous pouvons indiquer trois autres principales sources : les crédits et subventions accordés soi-disant pour la production destinée « à la défense nationale » ; l'achat de terrains, entreprises, etc., à bas prix ; la réduction, par tous les moyens, du taux d'imposition sur les monopoles<sup>1</sup>.

L'activité de l'Etat atteint sous ce rapport à son plus haut degré pendant la guerre, lorsqu'il répartit les matières premières, les machines, la main-d'œuvre à l'avantage des monopoles.

Toutes les dépenses de l'Etat sont avant tout utiles aux monopoles. Même celles qui sont soi-disant réalisées dans l'intérêt des classes laborieuses servent indirectement les intérêts des monopoles. Les écoles forment pour eux des techniciens, des ingénieurs, des savants. Les services médicaux sont appelés à protéger la santé des ouvriers qui, par leur travail, enrichissent les monopoles. La construction de routes, de canaux, de ports réduit les frais de transport et augmente les bénéfices, etc.

Dans les pays impérialistes, toutes les activités de l'Etat sont directement ou indirectement assujetties aux intérêts du capital monopoliste. L'appareil de coercition de l'Etat assure la défense du régime.

Le capitalisme monopoliste d'Etat est profondément réactionnaire, car il est appelé à défendre le système capitaliste voué à sa perte.

C'est ce qui le distingue essentiellement du capitalisme d'Etat qui, au stade initial de l'évolution du capitalisme, et actuellement dans les pays sous-développés, joue un rôle progressiste en impulsant la croissance des forces productives.

\* \* \*

Durant le XX<sup>e</sup> siècle, le pouvoir de l'oligarchie financière s'est considérablement étendu. Les méthodes par lesquelles elle dispose des capitaux d'autrui sont devenues plus compliquées et moins apparentes.

Le pouvoir de l'oligarchie financière repose moins sur ses propres capitaux que sur la domination des capitaux d'autrui. Selon les estimations de la revue *Fortune*, Morgan possède moins d'un milliard de dollars, et il n'est pas l'homme le plus riche des Etats-Unis. Mais il exerce son pouvoir sur des dizaines de milliards de dollars de capitaux qui ne lui appartiennent pas. Nos lecteurs connaissent par l'ouvrage de Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* les méthodes grâce auxquelles l'oligarchie financière possédant un

---

<sup>1</sup>Les investissements avec amortissement accéléré présentent un intérêt particulier. L'Etat autorise les monopoles à prélever à cet effet une somme exonérée d'impôt sur leurs bénéfices, de trois à quatre fois supérieure aux amortissements effectifs. Les monopoles des Etats-Unis ont construit des usines sur la base de l'amortissement accéléré, habituellement au taux de 20% par an :

	Sommes (en millions de dollars)	Pourcentage des nouveaux investissements
Pendant la première guerre mondiale	650	11
Pendant la deuxième guerre mondiale	5 700	52
Pendant la guerre de Corée	21 500	66

(Tableau extrait du manuscrit de S. Daline *Le capitalisme monopoliste militaire d'Etat aux U.S. A.*)

capital propre relativement peu élevé a dominé, au début du siècle, un capital bien plus important que le sien propre, et nous ne reviendrons pas à ce sujet. Depuis le début de notre siècle, l'oligarchie financière a mis au point nombre de procédés subtils qui lui permettent de régner sur les grandes entreprises, tout en ne disposant en propre que d'un capital relativement limité. Parmi ces méthodes il y a : l'émission d'actions préférentielles sans droit de vote et d'actions privilégiées donnant droit à plus d'une voix ; les statuts des sociétés anonymes prévoient fréquemment que le droit de vote n'est accordé qu'aux actionnaires porteurs de 10, 50 ou 100 actions ; l'utilisation des titres déposés par leurs propriétaires dans des banques « amies », les monts-de-piété, etc. Il en résulte que les porteurs d'actions « ordinaires » n'ont pas voix au chapitre dans les entreprises où ils ont placé leurs capitaux, souvent même ils ne connaissent pas celui qui est le véritable maître de ladite société. Par ailleurs, l'oligarchie financière qui ne dispose que d'un petit nombre d'actions, parfois même 5% seulement, domine anonymement l'entreprise, s'approprie par diverses méthodes une part bien plus grande des bénéfices que celle que les porteurs d'actions « ordinaires » touchent sous forme de dividendes.

Les « trusts d'investissements » (Investment trusts) sont un phénomène tout à fait nouveau. C'est une entreprise capitaliste qui procède à l'achat de titres de différentes sociétés industrielles, commerciales ou bancaires. Les trusts touchent les dividendes des actions en leur possession et les répartissent entre leurs actionnaires. Leur objectif est de réduire pour leurs actionnaires, qui sont en fait des rentiers, les risques que ceux-ci pourraient courir en plaçant tous leurs capitaux dans des actions d'une ou de deux entreprises. C'est un capital fictif au carré. Les entreprises de ce genre permettent à l'oligarchie financière qui les crée de contrôler, par le biais de capitaux d'autrui, les entreprises dont les titres sont détenus par lesdits trusts d'investissement.

L'oligarchie financière a trouvé en plus des caisses d'épargne et banques de nouveaux et puissants moyens de drainer l'épargne de la population. Ce sont les sociétés d'assurances, avant tout celles qui gèrent les assurances-vie. Aux Etats-Unis, la totalité des ressources des compagnies d'assurances-vie se montait à 107 milliards de dollars en 1958. Sur cette somme, 54 milliards de dollars étaient investis en actions et obligations. En 1958, leur fonds de réserve équivalait presque à la totalité des dépôts dans les caisses d'épargne ; notons que dans la seule année 1958, ce montant avait augmenté de 4,2 milliards de dollars<sup>1</sup>. En Angleterre, l'actif des compagnies d'assurances représentait, en 1958, 6 milliards de livres sterling, dont 2,2 milliards en actions et obligations de sociétés privées. Les ressources de la totalité des banques et sociétés financières se montaient à 11,5 milliards de livres sterling. Les compagnies d'assurances ont un grand avantage sur les banques et caisses d'épargne. En cas de crise financière, elles ne sont pas affectées par le retrait massif des dépôts. Les assurés peuvent résilier leur contrat et exiger un règlement. Mais cela entraînerait pour eux de lourdes pertes. En outre, les compagnies d'assurances peuvent, pour des raisons de pure forme, faire traîner en longueur le règlement jusqu'à ce que la crise financière soit apaisée. On comprend dans ce cas que l'oligarchie financière lutte souvent pour se soumettre ces compagnies.

Le fonds des pensions joue un rôle similaire.

---

<sup>1</sup> *Statistical Abstract of the United States*, 1959, p. 472.

Au début du siècle, quand l'industrie était en plein épanouissement (tout particulièrement en Allemagne), lorsque les ressources propres de l'industrie étaient loin de suffire à assurer son essor, celle-ci avait souvent besoin du crédit bancaire non seulement pour son fonds de roulement, mais aussi pour augmenter le capital fixe.

Dans son ouvrage *Le capital financier* Hilferding écrivait : « Une partie toujours croissante du capital industriel n'appartient pas aux industriels qui l'emploient. Ils ne disposent des capitaux que par l'intermédiaire des banques...<sup>1</sup> » Les banques ont ainsi placé les entreprises industrielles sous leur dépendance. Plus tard, et tout particulièrement après la seconde guerre mondiale, cette situation a changé. (D'ailleurs, même à l'époque ceci était valable avant tout pour l'Allemagne et les pays sous-développés, et non pour l'Angleterre, comme l'écrit Hilferding lui-même.) En l'occurrence, deux facteurs étaient décisifs. Pendant et après la guerre, les gros monopoles ont réussi à constituer d'énormes réserves prélevées sur leurs énormes bénéfices. L'inflation a renforcé les positions des monopoles industriels, car leur actif était surtout composé de bâtiments, machines et équipements, matières premières et produits finis, dont les prix montaient parallèlement à l'inflation. Ils ont pu rembourser leurs dettes aux banques en monnaie dépréciée. Les banques n'ont rien gagné à l'inflation. Il est vrai qu'elles versaient à leurs déposants de la monnaie dépréciée. Mais ils recevaient la même monnaie de leurs débiteurs. Disons à ce propos que cette différence explique la raison pour laquelle les représentants du capital industriel, par exemple les professeurs américains connus Slichter et Hansen, se prononcent dans l'esprit de Keynes en faveur de l'« inflation réglementée ». Par contre, les organes du capital bancaire, par exemple la First National City Bank ou la Guaranty Trust Company, sont pour une monnaie stable.

Les monopoles industriels sont devenus plus ou moins indépendants des banques. A présent, les monopoles industriels augmentent en règle générale le capital fixe en puisant dans leurs propres ressources.

En 1958, la totalité des sociétés anonymes des Etats-Unis a affecté 21,5 milliards de dollars à la construction et à l'équipement d'entreprises. Elles disposaient à cet effet de leurs propres ressources : bénéfices non répartis (6 milliards de dollars), fonds d'amortissement (21,5 milliards de dollars)<sup>2</sup>.

En Angleterre, en 1949-1956, de 67 à 89% des investissements ont été financés par les ressources propres, de 7 à 11% par l'émission d'obligations, de 2 à 12% par des prêts bancaires.

Les grands monopoles industriels constituent à présent de si importantes réserves avec leurs surprofits qu'elles leur permettent non seulement de se passer en règle générale du crédit bancaire, mais de fonder eux-mêmes ou d'acheter de grandes banques. C'est ainsi que les Rockefeller ont acheté la Chase Bank, un des plus grands établissements financiers des Etats-Unis. La I. G. Farbenindustrie avait, elle aussi, avant la deuxième guerre mondiale, sa propre banque.

---

<sup>1</sup> Rudolf Hilferding, *Das Finanzkapital*, Berlin 1955, S. 355.

<sup>2</sup> *Economic Report of the President*, 20. I. 1959, p. 207.

Les chiffres ci-dessous concernant les U.S.A. montrent que les banques jouent à présent un rôle secondaire en comparaison des monopoles industriels<sup>1</sup>.

**Bénéfices nets des principales sociétés des U.S.A. impôts payés**  
(en milliards de dollars)

Années	Total	Industrie de transformation	Totalité des sociétés financières	Banques commerciales
1957	15,8	10,4	1,3	0,8
1958	13,9	8,5	1,4	0,9

Le revenu net de la totalité des sociétés financières a représenté de 1/8 à 1/6 du revenu des monopoles industriels<sup>2</sup>. Les changements survenus dans les rapports entre les banques et les monopoles industriels ne signifient pas que les banques d'investissements ne réalisent pas de bénéfices lors de l'émission d'actions et d'obligations des entreprises industrielles. (Sauf les cas où les nouvelles actions sont vendues exclusivement aux actionnaires.) Ainsi, par exemple, en 1956, lors de l'émission d'actions Ford, le syndicat des banques d'investissements qui garantissait le succès de l'opération, a touché une commission de 15,3 millions de dollars, c'est-à-dire 1,5 dollar par titre<sup>3</sup>, bien qu'en fait les banques n'aient pris aucun risque. Mais elles sont seules à posséder l'appareil et les relations pouvant assurer le placement des actions parmi le « peuple ». Ford aurait pu se passer des banques, mais pour placer des actions parmi le « peuple », il fallait avoir des bureaux permanents dans tout le pays.

Cependant, le problème des rapports entre les banques et les monopoles industriels perd de plus en plus de son importance, car c'est le même groupe étroit de l'oligarchie financière qui domine de plus en plus les banques et les monopoles industriels.

Dans les pays sous-développés, où il y a une grande pénurie de capitaux, le pouvoir que les banques exercent sur l'industrie est toujours aussi fort.

En raison du renforcement des monopoles et du développement du capitalisme monopoliste d'Etat, *la répartition des charges de la crise de surproduction s'est modifiée*. Les pertes causées au début du siècle par les crises économiques, la chute des prix en flèche, les graves crises du crédit et les faillites massives sont retombées pour une grande part sur la bourgeoisie. A présent, les grands monopoles ne baissent pas les prix pendant les crises ; ils ne font pas faillite (le cas échéant, l'Etat se porte à leur secours). Tout le fardeau de la crise est presque entièrement rejeté sur les ouvriers qui sont affectés par le chômage massif et prolongé, sur les pays sous-développés qui voient baisser les prix de leurs marchandises<sup>4</sup>, ainsi que sur les éléments de la bourgeoisie non monopoliste les plus faibles. La crise cause peu de pertes à la grande bourgeoisie. Mais dans la phase actuelle de crise générale du

<sup>1</sup> *First National City Bank Monthly Letter*, March 1959, p. 21.

<sup>2</sup> Il est significatif qu'en 1958, année où ressortent les bénéfices réalisés dans la phase de crise 1957 et 1958, les bénéfices des banques aient augmenté, alors que ceux des industriels ont fortement diminué. Par conséquent, les banques profitent des difficultés des autres.

<sup>3</sup> Victor Perlo, *The Empire of High Finance, The Spider Web*, 1957, p. 76.

<sup>4</sup> Comme nous l'avons montré plus haut, le grand capital des pays impérialistes, de la Grande-Bretagne tout particulièrement, a davantage gagné, pendant la dernière crise économique, à la baisse des prix des matières premières produites par les pays sous-développés qu'il n'a perdu en raison de cette crise même.

capitalisme et de lutte des deux systèmes, une crise de surproduction grave et durable est politiquement dangereuse pour la bourgeoisie.

\* \* \*

Malgré la croissance de la production relativement élevée et l'énorme accumulation de capitaux dans les pays capitalistes les plus évolués, *le capitalisme est de nos jours, et sous bien des rapports, non seulement politiquement, mais aussi économiquement plus faible qu'il ne l'était au début du siècle.*

Le capitalisme n'est pas en état d'assurer un emploi à tous ceux dont l'unique source d'existence est la vente de leur force de travail. L'armée des chômeurs permanents s'est substituée à l'armée de réserve industrielle qui, au début du siècle, apparaissait surtout pendant les crises économiques. En mars 1960, la conjoncture étant dans l'ensemble encore bonne, il y avait aux Etats-Unis, le pays capitaliste le plus riche, 4,2 millions de chômeurs complets, chiffres officiels, sans compter un nombre à peu près égal d'ouvriers ne faisant que de 1 à 14 heures par semaine, c'est-à-dire pratiquement sans-travail. Si l'on prend en considération tous ceux qui, bien qu'ayant un emploi, n'ont pas travaillé (en raison de la fermeture momentanée des fabriques, des grèves, etc.), le nombre des chômeurs atteignait près de 10 millions de personnes. Si l'on admet qu'en moyenne chaque sans-travail a pour le moins une personne à sa charge, nous obtenons environ 20 millions de personnes, c'est-à-dire autant que la population totale de la Belgique, du Danemark, de la Finlande et de l'Irlande. Et si l'on ajoute au chiffre officiel le chômage larvé qui revêt la forme du surpeuplement agraire (Italie, Espagne, pays sous-développés), il s'avérera que le nombre des chômeurs dans le monde capitaliste atteint probablement de 50 à 100 millions.

Dans les pays évolués, certaines branches souffrent d'une crise chronique (industries charbonnière, cotonnière, agriculture, etc.), ce qui accentue encore la tendance à l'accroissement de l'armée permanente des chômeurs.

A la différence de ce qui se passait au début du siècle, il n'existe pas à l'heure actuelle de marché capitaliste unique. Ce marché capitaliste mondial, dont le territoire s'est rétréci, est divisé en zone sterling, en zone dollar, etc. A la suite du contingentement, des tarifs préférentiels et de la non-application de la clause de la nation favorisée aux capitalistes de certains pays, les conditions de la concurrence diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre. Les capitaux ne circulent pas librement : il faut une autorisation pour les exporter, ou bien l'Etat s'en charge lui-même dégageant les monopoles de tout risque, etc. Bien que des tentatives aient été faites pour constituer un marché commun englobant plusieurs pays, par exemple, le marché commun des six pays d'Europe occidentale, R.F.A. en tête, et le marché commun des sept pays sous la direction de l'Angleterre, les intérêts contradictoires des différents groupes monopolistes rendent fort difficile son fonctionnement et opposent un groupe de pays occidentaux à l'autre. Le marché commun dont font partie la R.F.A., la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, sous la direction de l'Allemagne de l'Ouest, est opposé à la zone de libre-échange qui groupe la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Suisse, l'Autriche et le Portugal, sous la direction de l'Angleterre.

L'absence d'un marché capitaliste unique traduit la précarité de l'économie capitaliste et entraîne une répartition des plus inégales de la monnaie mondiale, l'or. La Suisse, petit pays de 5 millions d'habitants, dispose d'un stock d'or de 2 milliards de dollars, tandis que la France

avec ses 44 millions d'habitants en possède moins d'un milliard ; l'Inde, qui compte plus de 400 millions d'habitants, a une réserve d'or de l'ordre de 250 millions de dollars.

L'accentuation de la contradiction fondamentale du capitalisme, contradiction entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation, a pour conséquence l'exiguïté chronique du marché capitaliste. Cela oblige les capitalistes à vendre leurs marchandises à tempérament, escomptant dès à présent les revenus futurs des consommateurs. Aux Etats-Unis, la vente des automobiles à crédit a pris une extension telle qu'on ne dit même pas à l'acheteur le prix de la voiture qu'il désire acheter, mais tout simplement : vous ferez pendant 36 mois des versements de tant ou tant de dollars. Fin 1960, le crédit à la consommation atteignait aux Etats-Unis 55 milliards de dollars. Ce mode de paiement se propage rapidement en Grande-Bretagne et dans d'autres pays capitalistes.

Les monopoles se servent naturellement du crédit à la consommation comme d'un moyen pour hausser les prix. C'est ainsi que l'organisation financière de la General Motors prélève 12% d'intérêts par an sur la vente des automobiles à crédit, et en cas de non-versements à l'échéance elle a le droit de reprendre la voiture. Le taux d'intérêt est parfois plus élevé, il atteint même 31%<sup>1</sup>.

Le crédit à la consommation est un phénomène tout à fait nouveau par rapport au début du siècle.

L'inflation qui s'étend à tous les pays capitalistes est l'indice de la précarité de l'économie du capitalisme contemporain par rapport à ce qu'il était au début de ce siècle. Même aux Etats-Unis, qui possèdent d'immenses réserves d'or, le pouvoir d'achat du dollar, sur la base de l'indice des prix pour les articles de consommation courante, a diminué de 24% au cours des dix dernières années.

La baisse du pouvoir d'achat de la monnaie n'est pas seulement la conséquence de l'inflation, elle résulte aussi de l'action des monopoles. En mai 1959, l'indice des prix aux Etats-Unis se présentait comme suit (1947-1949 = 100) :

Aluminium	Acier	Meubles	Textiles	Maroquinerie	Alimentaires
168	170	124	94	118	108

Il est certain que la valeur (c'est-à-dire le temps de travail socialement nécessaire compris dans une unité de marchandise) de l'acier a baissé davantage que celle des meubles ou de la maroquinerie. Le fait que les prix de ces articles ont augmenté bien davantage que ceux des marchandises moins monopolisées, atteste la puissance des monopoles qui font hausser les prix de leurs marchandises bien au-dessus de leur valeur, s'assurant de la sorte des surprofits.

L'inflation qui règne depuis la fin de la guerre est le résultat d'un prélèvement sur le revenu national à des fins non productives, pendant et après la seconde guerre mondiale, de sommes plus importantes que ne le permet le fonctionnement normal du capital.

Cela signifie-t-il que de manière générale le capitalisme n'est plus capable d'avoir une monnaie stable ? Non. Une monnaie stable serait possible même à présent dans la plu part des pays capitalistes. Mais les monopoles industriels n'en veulent pas. La « lente » dépréciation de

---

<sup>1</sup> *U.S. News and World Report*, 11. IV. 1960, p. 50.

la monnaie crée des conditions extrêmement favorables pour les capitalistes. Ils peuvent intensifier l'exploitation des travailleurs, car la dépréciation de la monnaie réduit systématiquement le salaire réel des ouvriers et des employés obligés de lutter pour l'augmentation des salaires. Elle crée la fausse impression que la classe ouvrière mène constamment le combat offensif, tandis que les capitalistes sont sur la défensive. En réalité, ce sont les monopoles qui mènent l'offensive contre le niveau de vie des travailleurs.

*Militarisation.* La principale cause de la militarisation de l'économie des pays capitalistes est d'ordre politique. L'oligarchie financière qui craint en permanence la révolution socialiste a procédé à la militarisation générale : production, technique, science. Les dépenses consacrées aux armements atteignent des proportions énormes « en temps de paix ». En 1900, les dépenses militaires des Etats-Unis étaient de 191 millions de dollars et de plus de 55 milliards en 1962.

L'exiguïté du marché capitaliste, les difficultés de vente suscitées par le faible pouvoir d'achat des travailleurs – phénomène inévitable en régime capitaliste et qui s'est accentué avec le prodigieux progrès technique de la dernière décennie – sont les principales causes de la militarisation de l'économie.

Le militarisme est la plus éclatante manifestation de la putréfaction du capitalisme contemporain. Les armements ne sont ni des moyens de production ni des objets de consommation normale. Les dépenses militaires ne sont d'aucune utilité au peuple ; ce sont d'immenses faux-frais de la société capitaliste, des sommes dont le revenu national est frustré. Elles sont cependant la chose la plus avantageuse pour les groupes influents du capital monopoliste. C'est pourquoi ces groupements résistent dans leur ensemble à la volonté des peuples qui exigent l'arrêt de la guerre froide et un désarmement effectif. Toutefois, il existe aussi des monopoles qui travaillent exclusivement pour le marché intérieur et qui sont contre les armements excessifs, car ils entraînent des impôts élevés.

*Changements considérables dans les exportations de capitaux.* Au début du siècle, les exportations de capitaux étaient l'affaire du capital privé ; l'Etat octroyait des prêts aux pays étrangers, mais il ne s'occupait pas de l'exportation des capitaux. A présent, la moitié environ des capitaux exportés sont fournis par l'Etat ou par des organismes semi-gouvernementaux : Banque de reconstruction, emprunts d'Etat aux pays sous-développés, garantie gouvernementale des exportations de capitaux privés, etc. L'exportation de capitaux par l'Etat est devenue un des principaux éléments de la lutte des deux systèmes.

En accordant aux pays sous-développés des prêts au taux annuel de 2,5%, l'Union Soviétique les aide à s'affranchir du joug financier des impérialistes. Les exportations de capitaux par les puissances impérialistes poursuivent de tout autres objectifs.

La destination des exportations de capitaux privés a également changé. Au début du siècle, elles visaient surtout à assurer des matières premières à l'industrie de l'Europe occidentale. A présent, une partie considérable de ces capitaux circule d'un pays évolué à l'autre, avant tout sous forme de nouvelles succursales des monopoles. Cela s'explique par l'éparpillement du marché capitaliste mondial et les niveaux différents des salaires. C'est ainsi que certaines grandes maisons des Etats-Unis ont investi environ 3 milliards de dollars en Grande-Bretagne<sup>1</sup>, car bien que la technique soit la même qu'aux U.S.A., les salaires sont

---

<sup>1</sup> Voir *La nouvelle revue internationale*, n° 9, 1959, p. 20.

inférieurs et les marchandises fabriquées, considérées comme « made in England », bénéficient de tarifs préférentiels dans les dominions. Le mouvement des capitaux investis au Canada est également significatif (en milliards de dollars) :

	1900	1945	1958
Etats-Unis	0,2	5,0	14,3
Grande-Bretagne	1,0	1,7	3,1
Autres pays		0,4	1,4
<i>Total</i>	1,2	7,1	10,1

Les bénéfices retirés par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne des capitaux privés investis à l'étranger sont si importants qu'ils représentent un montant égal à celui des exportations annuelles de capitaux. En d'autres termes, du point de vue de la balance des paiements, les nouvelles exportations de capitaux s'opèrent sans transfert de valeurs.

Quant aux exportations de capitaux par l'Etat dans les pays sous-développés, elles assurent au grand capital, en plus des objectifs politiques, la possibilité d'exporter des marchandises à des prix forts et sans risque. L'aide reçue des pays capitalistes est en réalité une aide fournie à ces mêmes pays capitalistes.

### 3. Importants changements sociaux au sein du capitalisme

Les rapports entre les classes dans la société capitaliste n'ont naturellement pas changé au cours du XX<sup>e</sup> siècle. Comme jadis, celle-ci compte deux grandes classes : la bourgeoisie et le prolétariat qui luttent l'une contre l'autre. Dans les pays sous-développés, la lutte entre les gros propriétaires fonciers et les paysans pour la possession de la terre continue à prédominer.

De grands changements se sont néanmoins produits à l'intérieur des classes dans les pays évolués. L'importance numérique de la bourgeoisie a fortement diminué comparée au prolétariat. Aux Etats-Unis, il y avait en 1910, par rapport à toute la population active, 27% d'éléments « indépendants », tandis qu'en 1954 ils ne représentaient plus que 13,3%. Notons que parmi les « indépendants », il y a à présent un très grand nombre de personnes qui dépendent entièrement des monopoles (marchands d'automobiles, etc.). De plus, on relève dans cette catégorie une multitude de personnes dont le revenu est inférieur à celui des ouvriers, par exemple, les marchands ambulants, les petits patrons d'ateliers de réparations, etc. Dans les pays industriels, la grande bourgeoisie constitue à l'heure actuelle une minorité insignifiante, alors que les ouvriers et les employés forment l'écrasante majorité. Selon un recensement, l'importance numérique du prolétariat peut être évaluée comme suit (en millions de personnes)<sup>1</sup> :

	Grande-Bretagne	U.S.A.	R.F. A.
Population active	22,6	60,0	22,0
dont:			
ouvriers et employés	20,9	49,3	15,6
en %	93,0	82,0	71,0

Le rôle d'organisateur de la production joué par la bourgeoisie est encore plus réduit que l'importance de ses effectifs. Déjà au début du siècle, les monopoles occupaient une

<sup>1</sup> *Statistisches Jahrbuch für die Bundesrepublik, Deutschland 1959, Internationale Übersichten, S. 34, 35.*

situation prédominante, il existait une couche assez importante de rentiers, mais une partie considérable de la bourgeoisie jouait un rôle actif dans la vie économique : entrepreneurs, organisateurs et directeurs de leurs propres entreprises, ingénieurs, inventeurs. Les premières générations de Siemens, Krupp, Ford étaient des ingénieurs, des organisateurs de la production. Presque toutes ces fonctions sont à présent remplies par des salariés. Les entreprises sont gérées par des directeurs ou administrateurs appointés. L'oligarchie financière se consacre à la fondation de nouveaux monopoles, à la politique et à de vastes spéculations. La recherche et les inventions sont surtout concentrées dans les laboratoires des grands monopoles. Le fruit du travail des savants et des inventeurs appartient aux monopoles. Une très grande partie de la bourgeoisie, dans des proportions de plus en plus vastes, devient parasitaire, se transforme en rentiers.

En 1960, les revenus des rentiers se décomposaient comme suit aux Etats-Unis : dividendes, 14 milliards de dollars ; intérêts, 26,8 milliards de dollars ; au total, 40,8 milliards de dollars<sup>1</sup>. Les revenus parasites forment aux Etats-Unis une somme supérieure à la totalité du revenu national de l'Inde, pays qui compte plus de 400 millions d'habitants.

Ainsi, la société capitaliste moderne des pays évolués est composée d'une part du groupe restreint de l'oligarchie financière, ainsi que d'autres exploités : bourgeoisie moyenne, gros propriétaires fonciers, paysans riches, d'autre part, des salariés – ouvriers et employés, qui constituent l'immense majorité de la population. Le nombre des personnes dont l'intérêt objectif est que se maintienne le régime capitaliste est de plus en plus réduit. Ce régime subsiste parce que la bourgeoisie, grâce à l'énorme accroissement de la productivité et à l'exploitation des pays sous-développés, est pour le moment capable d'améliorer la condition d'une partie de la classe ouvrière ; d'un autre côté, grâce à la religion, au réformisme et à d'autres aspects de l'idéologie bourgeoise, une partie des ouvriers subit encore son influence.

Certes, l'appareil de coercition joue, comme par le passé, un rôle important. Mais dans la conjoncture de la lutte entre les deux systèmes, certains éléments bourgeois sont désireux d'éviter les conflits avec le prolétariat.

Par les moyens de l'inflation et des prix élevés, les monopoles capitalistes satisfont partiellement les revendications ouvrières sans porter atteinte à leurs profits.

Naturellement, dans les branches qui traversent une crise structurale (industries houillère, cotonnière, etc.), la situation des monopoles est plus difficile que dans les secteurs qui se développent rapidement. Par contre, la situation de la petite et moyenne bourgeoisie non monopoliste, qui subit le joug de l'oligarchie financière, s'aggrave.

*Changements dans l'idéologie de la bourgeoisie.* L'idéologie de l'impérialisme a toujours été réactionnaire. Mais au début du siècle, il restait encore beaucoup de vestiges de l'idéologie antiféodale, libérale, radicale, bourgeoise. De nos jours, l'idéologie du capitalisme est profondément réactionnaire ; sa raison d'être est la défense du régime capitaliste, l'anticommunisme<sup>2</sup>. Ses slogans de «liberté», «défense des droits de l'individu», sont

---

<sup>1</sup> *Economic Report of the President*, 18. I. 1961, p. 141.

<sup>2</sup> La bourgeoisie des pays sous-développés fait exception, elle lutte contre l'impérialisme et le féodalisme, son rôle est progressiste. En raison de sa situation ambiguë elle est portée au compromis avec l'impérialisme et le féodalisme.

largement propagés par les idéologues de la bourgeoisie dans des buts anticommunistes ; les sciences sociales, de même que l'Eglise, défendent, enjolivent le capitalisme pourrissant, l'impérialisme et la supériorité de la race blanche<sup>1</sup>, calomnient le communisme. La bourgeoisie des pays capitalistes évolués n'a plus les idéaux, les objectifs sociaux qui furent siens autrefois. L'esprit religieux de façade et l'obscurantisme s'associent à la volonté de s'enrichir par n'importe quel moyen. Les gangsters, assassins, grands spéculateurs sont de plus en plus les héros de la littérature, du cinéma et du théâtre bourgeois. Dans les pays capitalistes industriels, le prolétariat mène une lutte persévérante pour les nobles idéaux de l'homme rassemblant autour de lui les éléments les plus avancés de la société. Dans les colonies, les semi-colonies et ex-colonies, les intellectuels et la bourgeoisie, non sans certaines hésitations, participent à la lutte du peuple pour l'affranchissement total de l'impérialisme.

*La composition de la classe ouvrière a également beaucoup changé au cours du XX<sup>e</sup> siècle, à la suite du développement rapide de la technique.* Comme nous l'avons indiqué plus haut, au début du siècle, les ouvriers qualifiés jouaient un rôle décisif dans la production. Il leur fallait de quatre à cinq ans pour acquérir leur qualification. Pour cette raison, leur salaire était bien plus élevé que celui des manœuvres. L'aristocratie ouvrière était presque exclusivement composée d'ouvriers qualifiés. Par l'intermédiaire de cette couche relativement peu nombreuse, la bourgeoisie exerçait une grande influence sur la masse des ouvriers ordinaires. A l'heure actuelle, il n'y a presque plus d'ouvriers qualifiés dans le sens attribué autrefois à ce terme. Le progrès technique dans les pays capitalistes fait que la valeur professionnelle des ouvriers cesse d'être décisive dans la production. C'est pourquoi les salaires ont été dans une forte mesure nivelés. Le ministre du Travail de la Grande-Bretagne a présenté au parlement les chiffres suivants concernant les salaires des ouvriers. (Voir le tableau page suivante.)

Les différences de salaire sont à présent moins importantes. Mais cela ne signifie naturellement pas qu'il n'existe plus d'aristocratie ouvrière, au sens de force politique. Lénine a toujours parlé de l'aristocratie ouvrière comme d'éléments qui se sont détachés de la masse du prolétariat, qui ne participent pas à sa lutte politique, qui nient leur appartenance à cette classe, qui dans leur comportement et leur mode de vie cherchent à imiter la bourgeoisie. Dans ce sens, l'aristocratie ouvrière existe encore.

**Salaires des ouvriers qualifiés en % par rapport au salaire des ouvriers non qualifiés<sup>2</sup>**

	Juillet 1914	Avril 1960
<i>Constructions mécaniques (taux hebdomadaire)</i>		
Ajusteurs-finisseries	184	133
Ajusteurs et tourneurs	170	119
<i>Bâtiment (salaire horaire)</i>		
Maçons	150	114
<i>Chemins de fer (salaire hebdomadaire)</i>		
Mécaniciens	211	147

<sup>1</sup> En Floride, on a exigé la mise à l'index du livre bien connu *Les trois petits cochons* tout bonnement parce qu'il y est dit que le loup a mangé le petit cochon blanc et le petit cochon bigarré, tandis que le petit cochon noir a roulé le loup. En Alabama, on a voulu en faire autant pour *Les deux petits lapins* qui dit que la lapine blanche s'est mariée à un lapin noir.

<sup>2</sup> *The Economist*, 23. IV. 1960, p. 363.

*La productivité* a augmenté dans les pays capitalistes industriels, depuis le début du siècle, de plus de 100%<sup>1</sup>. Ces dernières années, l'accroissement a été tel que le volume de la production augmente souvent sans un accroissement correspondant du nombre des ouvriers, et même avec un personnel plus réduit. Les Etats-Unis en offrent l'exemple :

Années	Indice de la production dans l'industrie de transformation (1947-1949=100)	Nombre d'ouvriers occupés (en millions)
1953	139	17,2
1959	158	16,2

Le nombre des ouvriers occupés a diminué d'un million, c'est-à-dire de 6%, mais la production a augmenté de 14%.

Du fait de l'accroissement de la productivité, la répartition de la main-d'œuvre par secteur a beaucoup changé. Dans les pays évolués, les effectifs des travailleurs qui produisent de la valeur et de la plus-value ne sont pas beaucoup supérieurs à ceux occupés dans les secteurs non productifs.

#### Répartition de la main-d'œuvre aux Etats-Unis en 1959

(en millions de personnes)

##### Secteurs produisant de nouvelles valeurs

Industrie de transformation	16,2
Industrie extractive	0,7
Bâtiment	2,8
Agriculture	5,8
Transports et services municipaux	3,9
<i>Total</i>	29,4

##### Secteurs ne produisant pas de nouvelles valeurs<sup>2</sup>

Commerce	11,4
Finance	2,4
Services	6,5
Administration fédérale et locale	8,1
<i>Total</i>	28,4

(On peut ajouter à la catégorie non productive plus de 3 millions de personnes représentant les effectifs des forces armées.)

Cette évolution est en rapport avec l'accroissement rapide du nombre des employés dans les pays capitalistes évolués. C'est d'une part la conséquence de l'hypertrophie de l'appareil de l'Etat, de l'extension des services qui emploient surtout des employés ; d'autre part, à la suite du progrès technique (automation, électronique, etc.), le nombre des employés

<sup>1</sup> Il est très difficile de mesurer la productivité du travail. Le résultat des calculs peut différer selon que l'on considère le travail d'une heure, d'une journée, d'une année, d'une seule branche ou de l'ensemble de l'économie du pays.

<sup>2</sup> Cette division est inexacte : le commerce produit partiellement de nouvelles valeurs, mais cela n'est pas le cas pour le transport voyageurs. Nous admettons que ces chiffres se compensent.

de l'industrie augmente rapidement par rapport à celui des ouvriers. C'est ainsi que sur 100 personnes occupées dans l'industrie des Etats-Unis, il y avait 6 employés en 1899, 19,4 en 1919, 21,3 en 1954<sup>1</sup>. En 1957, un tiers des salaires payés a été touché par des employés.

Le nombre des ouvriers et employés de la R.F.A. était le suivant en octobre 1957 : ouvriers de toutes catégories (y compris les apprentis, les débutants qui travaillent gratuitement, etc.) 12,7 millions ; employés et fonctionnaires 5,4 millions. En Grande-Bretagne, les statistiques donnent les chiffres suivants, pour les employés de bureau (en milliers) :

1891	191	1931	1951
414	843	1 465	2 124

Dans les pays industriels, le nombre des employés en progression rapide se rapproche graduellement de celui des ouvriers qui produisent.

Ce fait nouveau a une grande valeur politique. Certes, l'immense majorité des employés sont des prolétaires ; leurs appointements sont souvent inférieurs à ceux des ouvriers qualifiés. Mais les couches supérieures des employés des entreprises privées veulent s'intégrer aux capitalistes ; les couches supérieures des fonctionnaires et de la bureaucratie ouvrière jouent de leur côté un rôle politique important. A la différence des ouvriers, les employés peuvent songer à faire partie de la bourgeoisie. Cette couche remplit partiellement, dans l'intérêt de la bourgeoisie, les fonctions qu'exerçait au début du siècle l'aristocratie ouvrière<sup>2</sup>.

\* \* \*

Le problème qui se pose à la grande bourgeoisie est le suivant : en cette époque de crise générale du capitalisme, renfermant en puissance un danger permanent pour l'existence même du régime, à un moment où le prolétariat qui forme l'immense majorité de la population possède de puissantes organisations syndicales et politiques, où les ouvriers constatent les grandioses succès de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes, comment la bourgeoisie doit-elle faire pour conserver son influence sur le prolétariat, comment empêcher celui-ci de s'engager sur la voie de la lutte révolutionnaire ?

Le comportement de la grande bourgeoisie des pays capitalistes évolués à l'égard du prolétariat est différent de ce qu'il était au début du siècle. Chaque capitaliste pris séparément et la bourgeoisie dans son ensemble n'avaient qu'un seul but : tirer de l'ouvrier le maximum de plus-value. A présent, la position de la bourgeoisie est des plus contradictoires. De nos jours, les capitalistes cherchent toujours, bien sûr, à s'approprier le maximum de plus-value. Mais eux-mêmes, leur Etat tout particulièrement, doivent veiller à ce que le prolétariat reste sous l'influence politique de la bourgeoisie, qu'il ne s'engage pas dans la voie révolutionnaire<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> W. Sombart, *Op. cit.*, Zweiter Halbband, S. 921 ; *Monthly Labor Review*, April 1957, p. 436.

<sup>2</sup> Les traitements de la haute bureaucratie ouvrière sont très élevés. Ainsi, par exemple, les appointements de Delancy, un des leaders du syndicat américain des constructions mécaniques, se montent à 55 000 dollars par an, plus de 17 225 dollars par an à titre de remboursement des « frais » ; Hoffa, dirigeant du syndicat des camionneurs, touche 50 000 dollars ; Lewis, président du syndicat des mineurs (récemment démissionnaire), touchait 50 000 dollars, etc. Ce sont des revenus de rentiers millionnaires.

<sup>3</sup> La contradiction entre les intérêts économiques et politiques du capital s'est nettement manifestée lors

Il faut malheureusement reconnaître que, dans les principaux pays capitalistes, à l'exception de la France et de l'Italie où l'influence des partis communistes sur le prolétariat est prédominante, la bourgeoisie a momentanément atteint son but.

Aux Etats-Unis, même un parti réformiste de masse n'existe toujours pas. Des dizaines de millions d'ouvriers continuent à voter pour les candidats de l'un des deux partis de la grande bourgeoisie, tandis que les chefs syndicaux mènent une furieuse propagande contre le communisme, contre l'Union Soviétique.

En Angleterre, l'influence politique de la bourgeoisie sur le prolétariat reste assez forte. Aux dernières élections, les conservateurs ont obtenu une majorité encore plus importante. Selon différents calculs, près d'un tiers des ouvriers syndiqués votent pour les conservateurs. Au dernier scrutin, 15,6 millions de voix sont allées aux partis bourgeois (conservateurs, libéraux, etc.) ; 12,2 millions, au parti travailliste, dont la direction de droite soutient de plus en plus ouvertement le capitalisme.

Comment la bourgeoisie anglaise a-t-elle pu maintenir son influence sur le prolétariat ? Les traditions historiques jouent incontestablement leur rôle : « parlementarisme », influence idéologique en l'espèce du réformisme, de l'Eglise, de la presse, du cinéma, de la radio bourgeoise.

Mais de même que Lénine a expliqué la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale par l'influence de l'aristocratie ouvrière qui vit comme la bourgeoisie, la force des partis bourgeois et l'absence d'un parti communiste de masse en Grande-Bretagne (aussi bien qu'aux Etats-Unis) seraient choses impossibles si une partie de la classe ouvrière – des couches plus larges que la vieille aristocratie ouvrière – n'était placée dans une situation matérielle qui lui suggère qu'il est encore possible de vivre en régime capitaliste sans révolution ; que ce serait impossible s'il y avait (comme on l'affirme à tort jusqu'à présent) paupérisation constante et générale de la classe ouvrière.

En réalité, par suite de la lutte de la classe ouvrière et aussi des efforts déployés par la bourgeoisie pour maintenir dans les conditions de la lutte des deux systèmes son influence politique sur le prolétariat, on a pu observer au cours de la dernière décennie dans certains pays capitalistes, notamment dans un pays relativement pauvre comme l'Italie, une certaine augmentation du salaire réel<sup>1</sup>.

La bourgeoisie peut à présent facilement accorder à une partie de ses ouvriers une certaine augmentation du salaire réel et accroître en même temps ses bénéfices. En raison du progrès technique, la productivité du travail augmente de manière rapide et continue. Depuis la fin de la première guerre mondiale, elle s'est assurément accrue d'au moins 50 à 60%. La semaine de travail, qui était alors de 48 heures, a été légèrement réduite. En 1958-1959, elle a été (en heures) :

---

de la grève des métallurgistes américains en 1959. Blough, président du conseil d'administration de la United States Steel Corporation, qui dirigeait la lutte des capitalistes, voulait nettement envenimer la situation pour rétablir le contrôle absolu des employeurs sur les ouvriers. Mais dans l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie, et pour des raisons d'ordre politique, les capitalistes s'y sont refusés et ont obligé Blough à signer un compromis avec les ouvriers.

<sup>1</sup> Voir le rapport de Togliatti au IX<sup>e</sup> Congrès du P.C. d'Italie.

France	Allemagne occidentale	Angleterre	Italie	Japon	U.S.A.
45	46	46	48	50	40,1 <sup>1</sup>

L'accroissement de la productivité est presque cinq fois supérieur à la réduction de la semaine de travail. Cela signifie que l'importance du surproduit, sous sa forme naturelle (indépendamment de la variation des prix et des cours de la monnaie), que le capital s'approprie, est à présent beaucoup plus grande qu'il y a 40 ans ou même 10 ans. Ce qui veut encore dire que la bourgeoisie des pays évolués, qui réalise des bénéfices toujours plus élevés, peut corrompre des couches de la classe ouvrière numériquement plus larges que la vieille aristocratie ouvrière.

La sécurité sociale « depuis le berceau jusqu'à la tombe » introduite après la deuxième guerre mondiale est pour beaucoup dans le fait qu'une fraction considérable de la classe ouvrière anglaise accepte toujours sa situation en régime capitaliste. Les ouvriers touchent des prestations de maladie, de vieillesse, de maternité ; des allocations sont versées aux veuves ; il y a aussi des allocations pour frais d'enterrement, des prestations familiales pour les couples ayant plus d'un enfant, des pensions d'invalidité. En vertu des conventions collectives, les ouvriers bénéficient d'un congé payé de deux semaines. En dehors de l'Angleterre, la sécurité sociale entre pour une part considérable dans l'acceptation du régime capitaliste par une partie des ouvriers de France, d'Allemagne de l'Ouest et des Etats-Unis<sup>2</sup>.

Bien que du point de vue formel les ouvriers ne couvrent par leurs cotisations hebdomadaires qu'une partie des dépenses de sécurité sociale (le reste étant versé par les employeurs et l'Etat), la classe ouvrière verse en fait chaque année une somme beaucoup plus importante sous forme de cotisations, d'impôts directs et indirects que les allocations dont elle bénéficie. Mais la sécurité sociale, bien que nettement inférieure au salaire, apporte à l'ouvrier une certaine assurance qu'il ne sombrera pas dans la misère, qu'il ne souffrira pas de la faim.

Il va de soi que la bourgeoisie s'efforce de conserver son influence sur les ouvriers en recourant à la démagogie et à tous les procédés de corruption.

La prédominance de l'idéologie bourgeoise sur les ouvriers de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis est certainement un phénomène d'ordre passager. Elle faiblit graduellement, au fur et à mesure que s'aggrave la crise générale du capitalisme, le chômage chronique, que s'accroît la lutte de classes, la lutte pour la paix, etc. La lutte des éléments de gauche contre les dirigeants de droite du parti travailliste, l'influence accrue des communistes dans les syndicats de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, les batailles de classe toujours plus nombreuses des ouvriers contre la domination capitaliste en sont autant de preuves.

---

<sup>1</sup> Ce chiffre représente le temps moyen des ouvriers qui font une journée entière et celui des chômeurs partiels, mais non pas une semaine de travail normale.

<sup>2</sup> Il n'existe pas de sécurité sociale aux Etats-Unis, mais les conventions collectives stipulent que les employeurs effectueront des versements à ces fins.

## Chapitre VI

### La nouvelle (troisième) phase de la crise générale du capitalisme

La Déclaration de la Conférence des représentants des partis communistes et ouvriers qui s'est tenue à Moscou en novembre 1960, le nouveau Programme du P.C.U.S., la résolution et autres documents du XXII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique se livrent à une analyse approfondie de la situation internationale actuelle et montrent les perspectives de développement de la société humaine. Le phénomène essentiel de notre temps, c'est la transition du capitalisme au socialisme, inaugurée par la Révolution d'Octobre en Russie. Nous sommes à l'époque de la lutte des deux systèmes sociaux et économiques mondiaux, à l'époque des révolutions socialistes et des révolutions de libération nationale, de l'écroulement de l'impérialisme, de l'abolition du système colonial, à l'époque où des peuples toujours nouveaux s'engagent sur la voie du socialisme, où le socialisme et le communisme triomphent à l'échelle mondiale.

Aussi, ce qui distingue avant tout notre époque c'est que le système socialiste mondial devient le facteur décisif de progrès de la société humaine.

Les apologistes du capitalisme, bourgeois et socialistes de droite, de même que les révisionnistes contestent cette thèse. Ils prétendent que la puissance économique du monde capitaliste est supérieure à celle du monde socialiste, et qu'après la guerre, le rythme de croissance de la production capitaliste a été plus rapide que dans la première phase de la crise générale du capitalisme.

Mais la supériorité économique du monde capitaliste sur le monde socialiste s'amenuise rapidement grâce aux rythmes de développement bien plus impétueux de la production dans les pays socialistes. L'accélération observée dans le monde capitaliste après la guerre est purement exceptionnelle ; le marché capitaliste ne s'est pas élargi d'une manière « normale » : les stocks détenus par les entreprises capitalistes et la population ont été épuisés, des villes et des régions entières ont été détruites, la production des objets de consommation a été extrêmement réduite pendant la guerre.

Cet élargissement exceptionnel du marché capitaliste qui a évité toute crise économique mondiale jusqu'en 1958 a cessé de jouer à présent. A l'avenir, le rythme de croissance de la production capitaliste sera dans l'ensemble inférieur à ce qu'il a été jusqu'à maintenant, bien que dans certains pays et secteurs de la production le taux de croissance puisse encore être élevé. Plus le temps passera, plus les crises de surproduction seront profondes, violentes et destructrices, plus la production capitaliste rétrogradera.

Comme nous l'avons déjà indiqué, l'accroissement de la production dans le monde capitaliste s'est produit et continue à se produire avant tout dans les pays évolués tandis que les pays sous-développés sont restés pauvres. Les statistiques de l'O.N.U. concernant le revenu national de ces derniers pays mettent en évidence l'énorme écart qui existe entre les nations riches et pauvres du monde capitaliste. Le revenu national par habitant et par an (en dollars) a été le suivant :

**Pays évolués**

Etats-Unis	2 027
Grande-Bretagne	1 000

**Pays sous-développés**

Inde	68	Nigéria	64
Pakistan	65	Congo	83
Birmanie	56	Arabie Séoudite	} moins de 50 dollars
Indonésie	65	Yemen	
Bolivie	55	Lybie	
Paraguay	96	Angola	
Haïti	67	Jordanie	
Ouganda	52	Libéria	
Kenya	60	Ethiopie, etc.	

Ces chiffres datent d'il y a quelques années (entre 4 et 10 ans) et ne sont naturellement pas précis. Mais la différence entre, par exemple, l'Inde, les U.S.A. et la Grande-Bretagne est si grande que l'imprécision des chiffres susmentionnés devient minime. Il est évident qu'en dépit de la propagande faite par les apologistes bourgeois vantant la prétendue prospérité du capitalisme, les larges masses populaires continuent à vivre dans la misère, la sous-alimentation, parfois même purement et simplement dans la famine.

L'opinion de certains représentants autorisés des milieux capitalistes et de la presse bourgeoise montre qu'il ne s'agit pas là de propagande communiste, mais de la réalité du monde capitaliste. Ainsi, le *New York Times*, grand journal américain, écrivait : « L'effort visant à améliorer la situation des larges masses des pays sous-développés est pour le moment tragiquement stérile. Près de 2 milliards de nos semblables souffrent de la faim, des maladies (privés d'assistance médicale), n'ont pas de vêtements décents, vivent dans la malpropreté, n'ont pas de logis convenable... et, ce qui est le plus grave, ils n'ont aucun espoir de voir s'améliorer leur sort ou celui de leurs enfants... Les pays qui souffrent de la misère et de la faim progressent très lentement ; dans certaines parties du monde, leur situation s'est en fait aggravée au cours des dix dernières années... L'écart entre les pays prospères et nécessiteux a tendance à augmenter et non pas à régresser<sup>1</sup>. » Randall, le grand capitaliste américain, écrit : « Notre grande prospérité et leur (celle des pays sous-développés) humiliante pauvreté sont devenues incompatibles... L'écart augmente tragiquement d'année en année : les pays riches s'éloignent de plus en plus des pays moins fortunés<sup>2</sup>. »

Les apologistes du colonialisme font un grand tapage autour de l'« aide » que les puissances impérialistes ont apportée dans le passé à leurs colonies et apportent à présent aux pays sous-développés. Mais cette « aide » ne représente qu'une partie insignifiante des bénéfices que les colonialistes retirent chaque année de leurs présentes et anciennes colonies. Trois entreprises coloniales anglaises (partiellement hollandaises) : Royal Dutch Shell, Unilevers, British Petroleum Co, ont réalisé ensemble, en 1959, 844 millions de dollars de bénéfices nets (impôts déduits, etc.), somme beaucoup plus importante que l'« aide » accordée par la Grande-Bretagne à ses colonies et aux pays sous-développés. Les lois internes du capitalisme excluent totalement toute assistance désintéressée. Les pays sous-développés ne peuvent mettre un terme à leur pauvreté qu'en s'engageant sur la voie de l'indépendance

<sup>1</sup> *New York Times* (International edition), 27. VI. 1960.

<sup>2</sup> C. B. Randall. *The Communist Challenge to American Business*, Boston 1959, p. 122.

économique, qu'après avoir définitivement brisé les chaînes de l'impérialisme ; les pays socialistes apportent dès à présent et apporteront à l'avenir toute l'aide possible aux pays sous-développés.

Le monde capitaliste est divisé en groupes économiques hostiles, bien qu'ils aient conclu une alliance militaire dirigée contre le monde socialiste. Les Etats-Unis qui, immédiatement après la seconde guerre mondiale, avaient soumis grâce à leur supériorité économique les autres pays capitalistes (plan Marshall, « aide » économique et militaire, établissement de bases militaires à l'étranger encerclant les pays du camp socialiste), sont à présent obligés pour sauver le dollar de la catastrophe qui le menace (passif de la balance des paiements et diminution ininterrompue des stocks d'or) de recourir à l'aide de l'Allemagne occidentale et de la Grande-Bretagne, de réduire leurs dépenses à l'étranger. Il est significatif que malgré la demande du gouvernement des Etats-Unis, la société Ford n'a pas renoncé à acheter la totalité des actions de la société anglaise Ford, ce qui lui a coûté 300 millions de dollars ; que la société Kaiser n'a pas renoncé à dépenser 100 millions de dollars pour la construction d'une usine d'aluminium en Australie. Le profit l'emporte sur le patriotisme ! Un pays aussi riche que les Etats-Unis ne peut consacrer des sommes fabuleuses aux armements et à la guerre froide dans le monde entier sans mettre en péril son économie.

Les pays impérialistes d'Europe occidentale forment deux groupes opposés : les six avec l'Allemagne de l'Ouest en tête et les sept avec la Grande-Bretagne. Lorsque la crise de surproduction sévira dans ces pays, la lutte qui les oppose s'aggravera certainement. Les lois internes du capitalisme entraînent inévitablement l'affaiblissement de l'ensemble du monde capitaliste dans la lutte de tous contre tous ; les pays les plus forts soumettent inévitablement à leur volonté les plus faibles.

Par contre, tous les pays du monde socialiste sont égaux en droits. Le monde socialiste est composé de pays ayant le même régime social (bien qu'à différents degrés de développement), unis par la communauté des buts, par une ligne politique commune, par la même idéologie marxiste-léniniste. C'est une communauté fraternelle d'Etats étroitement liés par un système d'entraide. Chacun d'eux est intéressé au progrès économique de tous les autres ; les pays plus forts considèrent que leur devoir international est d'apporter une aide désintéressée aux plus faibles, comme le fait l'Union Soviétique. C'est là l'immense supériorité du monde socialiste sur le monde capitaliste, c'est ce qui confère au premier une prodigieuse puissance. C'est la raison pour laquelle le système socialiste devient un facteur qui détermine de plus en plus la marche du monde dans l'intérêt de la paix et du progrès social, bien qu'il ne compte pour l'instant qu'un milliard d'habitants alors que le monde non socialiste en compte deux.

Par contre, le monde capitaliste est déchiré par une multitude de contradictions qui vont en s'aggravant et qui l'affaiblissent. Nous n'en mentionnerons que les plus importantes.

1. L'opposition entre les Etats-Unis et les autres pays capitalistes qui cherchent à se dégager des entraves de l'impérialisme américain au moyen desquelles, sous prétexte de la défense contre le communisme, les Etats-Unis les maintiennent sous leur domination.

2. L'opposition entre les puissances impérialistes et les colonies. Les six années de guerre d'Algérie, les événements du Congo, la lutte dans les colonies britanniques en Afrique, etc., en attestent toute la gravité. La lutte des peuples coloniaux contre le joug de l'impérialisme est activement soutenue par les pays qui se sont affranchis du colonialisme et

qui comptent plus de 800 millions d'habitants. Il va de soi que cette lutte bénéficie du soutien le plus large des pays du camp socialiste.

3. L'opposition entre les pays, Etats-Unis en tête, qui veulent l'aggravation de la lutte entre les deux systèmes, les alliances militaires, et ne veulent pas du désarmement, et un groupe important de pays pacifiques neutralistes. Bien que les hommes politiques américains aient qualifié la neutralité d'« amoral »<sup>1</sup>, le nombre de ces derniers pays augmente constamment.

4. Les oppositions entre les pays impérialistes concernant les exportations de marchandises et de capitaux, les problèmes de politique extérieure. Une lutte violente se déroule entre les pays impérialistes, membres de l'O.T.A.N., pour la direction de cette coalition, autour de la répartition des dépenses, de l'armement de l'Allemagne de l'Ouest en engins atomiques, de l'orientation de la politique commune contre les pays du camp socialiste.

Toutes ces contradictions affaiblissent le monde capitaliste dans son ensemble.

De grandes contradictions existent à l'intérieur de chaque pays capitaliste.

1. L'opposition entre le travail et le capital. La grève des ouvriers des aciéries des U.S.A., qui a duré plus de quatre mois, en atteste la gravité tout comme la grève générale belge de 1961 qui a bouleversé tout le pays et le mouvement de grève dans les autres pays capitalistes.

2. L'opposition entre le capital monopoliste et le reste de la population au sujet de la répartition du revenu national et de l'orientation de la politique économique, notamment le problème des prix, des impôts, des tarifs douaniers, etc. Cette lutte s'aggrave au fur et à mesure que se renforcent les monopoles et que la situation économique du pays empire.

3. L'opposition agraire entre les paysans sans terre et mal lotis, d'une part, et les gros propriétaires fonciers qui défendent leurs terres et les droits féodaux<sup>1</sup>, et les colonialistes qui défendent les terres et les plantations dont ils se sont emparés, d'autre part. Cette opposition se manifeste avec une vigueur particulière en Afrique et en Amérique latine, ainsi que dans certains pays d'Asie (Pakistan, Iran). L'opposition entre les fermiers des pays capitalistes et les grands monopoles spoliateurs.

4. La lutte entre blancs et hommes de couleur non seulement en Afrique, mais aussi aux Etats-Unis. Les faits suivants montrent la violence de ce conflit aux Etats-Unis. Beaucoup d'années se sont écoulées depuis que la Cour Suprême a adopté la décision « historique » sur la déségrégation scolaire<sup>2</sup>. Néanmoins, jusqu'à présent les écoliers noirs de certains Etats du Sud ne peuvent pas fréquenter les mêmes classes que les blancs. Toujours dans le sud, les Noirs ne peuvent pas exercer le droit de vote qui leur est en principe accordé par la

---

<sup>1</sup> Par exemple dans l'Est de la Turquie, le féodalisme est encore une réalité vivante : «... Certains gros propriétaires fonciers (avant la réforme du nouveau gouvernement turc. - E.V.) possédaient 50 et même davantage de villages... Leurs habitants étaient en réalité des esclaves du seigneur féodal ». (*Times*. 12. XII. 1960).

<sup>2</sup> Au cours de l'année scolaire 1959/1960, sur 3 021 000 écoliers noirs, seuls 181 000, soit 6%, fréquentaient les mêmes classes que les blancs. Dans les Etats d'Alabama, de Géorgie, de Louisiane, du Mississippi et dans la Caroline du Sud, aucun enfant noir n'a été admis dans les écoles fréquentées par les enfants blancs.

Constitution. Dans nombre de pays africains (Afrique du Sud, Rhodésie, Congo), les autochtones ne sont pas admis dans les écoles, ne peuvent pas devenir des ouvriers qualifiés, ne peuvent pas adhérer aux syndicats des blancs.

5. L'opposition entre les partisans de la guerre et les partisans de la paix. Le mouvement de la paix rassemble des masses de plus en plus importantes dans les pays capitalistes. Ce mouvement s'étend à mesure que les hommes prennent conscience des terribles conséquences de la guerre atomique, qu'ils se rendent compte que rien ne saurait compenser les sacrifices que pourrait exiger une guerre. Des hommes de différentes classes, de toutes les couches de la population participent à ce mouvement : du millionnaire Cyrus Eaton, des savants à la renommée mondiale, lauréats du prix Nobel, jusqu'aux plus larges masses laborieuses. On y trouve des hommes d'opinions politiques différentes : conservateurs, libéraux, sociaux-démocrates, communistes ; de différentes confessions : catholiques, musulmans et des athées ; des hommes de toutes races. Le mouvement pour la défense de la paix est un mouvement universel, celui de toute l'humanité.

Les événements qui se sont déroulés en Angleterre en 1960, par exemple, témoignent de la vigueur et du caractère massif de la lutte pour la paix : le vote par le congrès du Parti travailliste d'une motion exigeant que la Grande-Bretagne renonce aux armements atomiques, la scission de fait au sein du groupe parlementaire travailliste au sujet de l'orientation militaire ou pacifique de la politique anglaise. Les partisans de la guerre, fabricants américains d'armements, généraux et revanchards ouest-allemands, les militaristes français perdent peu à peu leurs partisans, bien qu'ils représentent encore une importante et dangereuse force.

Souvent ces diverses contradictions s'enchevêtrent.

Dans un grand nombre de pays, l'impérialisme des Etats-Unis a corrompu les milieux dirigeants vénaux, les féodaux, les réactionnaires pour mener leur lutte contre le communisme et obtenir des bases militaires. A titre d'exemple, nous pourrions citer Tchang Kai-chek et d'autres noms. Un important journal bourgeois américain écrivait ouvertement : «... Nous avons fait une politique de guerre froide et nous avons considéré comme alliés tous ceux qui luttent contre le communisme... Nos rapports étaient excellents avec Peron en Argentine, Pérez Jiménez au Venezuela, Somoza au Nicaragua, Batista à Cuba, Trujillo à Saint-Domingue, Franco en Espagne<sup>1</sup>. » Les Etats-Unis jouent dans le monde capitaliste le rôle de gendarme de la réaction.

C'est pourquoi la lutte contre l'impérialisme américain coïncide dans beaucoup de pays avec la lutte contre le régime réactionnaire qui y règne, contre les créatures de l'impérialisme américain. La révolution populaire à Cuba, les événements du Laos, du Sud-Viet-Nam, la révolution anti-impérialiste en Iran en 1958, etc., attestent la violence de cette lutte.

La lutte contre l'impérialisme américain rejoint souvent la lutte pour la paix. Les manifestations anti-américaines de masse au Japon qui ont empêché la visite d'Eisenhower revêtaient précisément ce caractère.

Toutes ces contradictions ainsi que celles sur lesquelles nous n'avons pu nous arrêter ici affaiblissent le monde capitaliste, et tout particulièrement les positions de l'impérialisme américain qui prétend à l'hégémonie sur le monde capitaliste. Cela s'est manifesté avec une

---

<sup>1</sup> *New York Times*, 21. VIII. 1957

force particulière, fin 1960, à l'assemblée de l'O.N.U., où les Etats-Unis n'ont pas réussi à réunir, comme ils le faisaient auparavant, le nombre de voix nécessaire pour appuyer leur résolution sur le Congo, et à l'Assemblée générale qui a adopté à une très forte majorité la déclaration sur l'octroi de l'indépendance à tous les pays coloniaux, malgré la résistance de l'impérialisme américain.

\* \* \*

L'Union Soviétique a non seulement supprimé le monopole atomique des Etats-Unis, mais dans des branches capitales de la science et de la technique, notamment dans la production des armes les plus perfectionnées, elle a surpassé les Etats-Unis, ceci constitue un élément de premier plan dans l'accession du monde socialiste au rôle décisif.

Ce n'est pas le fait du hasard, c'est en définitive le résultat du caractère propre au régime social. En U.R.S.S. et dans les autres pays socialistes, l'instruction et la science sont une affaire d'Etat. Les universités et écoles supérieures admettent les jeunes étudiants les plus doués et les initient à la recherche scientifique. Ainsi, par exemple, dans l'année scolaire 1960/1961 il y avait en U.R.S.S. 2 396 000 étudiants contre 1 913 000 aux Etats-Unis (non compris les élèves des «junior collège», ceux des première et deuxième années des autres collèges qui, par leur niveau correspondent aux classes terminales des écoles secondaires soviétiques).

Seuls les jeunes gens appartenant à des familles fortunées, relativement peu nombreuses, peuvent fréquenter les universités américaines. Selon une récente enquête, les dépenses d'un étudiant en médecine pendant les quatre années d'études représentent 11642 dollars, c'est-à-dire 2 910 dollars par an. Plus de 80% de ces dépenses sont couvertes par les parents de l'étudiant ou d'autres membres de la famille<sup>1</sup>. Il est clair que les ouvriers, petits employés ou fermiers ne peuvent envoyer leurs enfants à l'Université que dans des cas exceptionnels. Les chercheurs sont également recrutés dans un milieu très étroit.

Aux Etats-Unis, la recherche scientifique est surtout concentrée dans les laboratoires des grandes entreprises, telles que la General Electric, la Bell Téléphoné, Radio Corporation, etc. Les savants sont tenus de poursuivre des recherches dans les domaines susceptibles de procurer les plus gros bénéfices à leurs patrons. Même les universités dépendent des subventions des gros capitalistes

Les crédits pour l'enseignement et la recherche sont peu importants. Dans le budget 1959-1960, les dépenses se répartissaient comme suit :

Armements	46,4	milliards de dollars
Allocations aux anciens combattants	5,2	» » »
Intérêts des emprunts de guerre	7,7	» » »
<i>Total</i> des dépenses militaires	59,3	» » »
Budget consacré à l'enseignement	468	millions de dollars
Budget consacré à la science, aux bibliothèques, aux musées	119	» » »

<sup>1</sup> *The Economist* 18. VI. 1960, p. 1215.

Ainsi, les crédits affectés à la science et à l'enseignement<sup>1</sup> représentent 1% des dépenses budgétaires des U.S.A.

Les réalisations scientifiques des Etats-Unis sont dues en grande partie aux savants européens qui, au moment du fascisme, pendant la deuxième guerre mondiale et après la fin des hostilités, sont venus s'installer aux Etats-Unis (par exemple, Einstein, Szilard, Braun, Fermi, Wagner et d'autres). Par contre, la science soviétique progresse grâce aux efforts des savants de l'U.R.S.S.

Il est hors de doute que dans le développement de la compétition entre les deux systèmes, la supériorité du monde socialiste sur le monde capitaliste ne cessera de s'amplifier dans le domaine de la science et de la technique.

\* \* \*

Comme nous l'avons mentionné plus haut, le monde capitaliste n'a pas et, en tant que société de classes antagonistes, il ne peut pas avoir d'idéologie unique.

L'anticommunisme est l'idéologie officielle des classes dominantes des pays impérialistes. Tous les actes de l'Etat bourgeois, tous les événements mondiaux sont envisagés sous cet angle, ce qui constitue de la sorte la preuve qu'à notre époque, le fond-même, l'orientation et les particularités principales de l'évolution historique sont déterminés par le système socialiste mondial, par les forces qui luttent contre l'impérialisme, pour la transformation socialiste de la société.

Toute la politique des Etats-Unis repose sur l'anticommunisme. Mais, comme l'écrit avec raison le publiciste américain Sulzberger, « notre politique est devenue le synonyme de l'anticommunisme... Mais l'anticommunisme n'est pas à lui seul une politique. Hitler en a fait la preuve »<sup>2</sup>.

Toutefois, l'idéologie anticommuniste n'est partagée ni par les peuples des pays neutres, ni par ceux des colonies et des semi-colonies, ni par le prolétariat révolutionnaire des pays impérialistes, bien que les impérialistes mobilisent les leaders des socialistes de droite, tels que Spaak, Brandt et autres, ainsi que l'Eglise, pour les aider à propager l'anticommunisme.

L'absence d'idéologie unique affaiblit le monde capitaliste. Les intérêts privés, égoïstes, la volonté de s'enrichir par tous les moyens, tout particulièrement aux Etats-Unis, sapent les fondements de la société bourgeoise. La criminalité, l'alcoolisme, l'usage des stupéfiants sont en augmentation continue ainsi que les suicides et les maladies mentales. Les chefs de la police des U.S.A. et du FBI donnent les chiffres suivants pour 1959<sup>3</sup>.

En 1959, il a été enregistré:

un suicide	chaque heure
un pillage	toutes les 7 minutes
une grave agression	toutes les 4 minutes
un vol important	chaque minute

<sup>1</sup> *Statistical Abstract of the United States*, 1960, p. 369.

<sup>2</sup> C. L. Sulzberger. « *What's Wrong with U.S. Foreign Policy* », New York 1959, p. 232.

<sup>3</sup> *U. S. News and World Report*, 26. IX. 1960, p. 58.

un vol d'automobile	toutes les 2 minutes
un cambriolage	toutes les 46 secondes

Un auteur dépeint la situation qui règne aux Etats-Unis dans les termes suivants : « C'est un monde où les gangsters peuvent disposer de la totalité du pays... Un monde où le maire de votre ville peut pardonner un assassin, ayant été payé pour cela ; un monde où l'on n'est pas en sécurité dans une rue obscure parce que la loi et l'ordre sont des choses dont on ne fait que parler, mais que nous nous abstenons d'appliquer ; un monde où vous pouvez être le témoin d'un pillage en plein jour et vous pouvez même en voir l'auteur, mais où vous préférerez vous perdre dans la foule plutôt que d'en parler à qui que ce soit parce que les brigands peuvent avoir des amis à qui vous ne pourrez jamais échapper ou même parce que vos dépositions peuvent déplaire, à la police...<sup>1</sup> »

Certes, le plus grand pillage, celui du trésor et de tout le peuple, auquel se livrent les monopoles n'est pas jugé illicite<sup>2</sup>. La putréfaction et le parasitisme du capitalisme se manifestent dans tous les domaines de la vie.

\* \* \*

Les faits précités suffisent à expliquer à notre avis la raison pour laquelle le système socialiste devient inéluctablement l'élément décisif du développement actuel ; ils expliquent aussi que le passage à la troisième phase de la crise générale du capitalisme se soit produit. Le triomphe du socialisme dans un groupe important de pays d'Europe et d'Asie, englobant un tiers de l'humanité, la croissance des forces qui luttent pour le socialisme dans le monde entier, et l'affaiblissement continu des positions de l'impérialisme dans la compétition économique avec le socialisme ; le nouvel et puissant essor du mouvement de libération nationale, la désagrégation accélérée du système colonial ; l'instabilité croissante du système capitaliste d'économie mondiale ; l'aggravation des contradictions du capitalisme à la suite du développement du capitalisme monopoliste d'Etat et des progrès du militarisme ; l'approfondissement des contradictions entre les monopoles et les intérêts de la nation ; la violation de la démocratie bourgeoise, la tendance aux méthodes de gouvernement autocratiques et fascistes ; la crise profonde de la politique et de l'idéologie bourgeoise, sont autant d'indices qu'*une nouvelle phase a été inaugurée dans l'évolution de la crise générale du capitalisme*.

La particularité de cette phase, c'est qu'elle s'est produite non à la suite d'une guerre mondiale, mais alors que les deux systèmes sont en compétition et luttent, que le rapport des forces se modifie de plus en plus à l'avantage du socialisme, qu'il y a violente aggravation de toutes les contradictions impérialistes ; que la lutte des forces de paix couronnée de succès pour réaliser et consolider la coexistence pacifique n'a pas permis aux impérialistes de troubler la paix universelle par leurs actes d'agression, dans une situation où la lutte des larges

<sup>1</sup> Raymond Chandler, *The Simple Art of Murder*, Montreal 1950, pp. 192-193.

<sup>2</sup> Le sénateur Douglas a cité plusieurs exemples de prévarication. Les services de la marine américaine achètent par exemple des douilles de lampes électriques au prix de 21,1 dollars la pièce ; dans les magasins, elles ne coûtent que 25 cents la pièce. Les services de l'armée achètent un assortiment de clés anglaises au prix de 29 dollars, alors qu'il coûte au magasin 3,98 dollars, etc. (*U.S. News and World Report*. 27. VI. 1960, p. 201.) Mais il ne mentionne naturellement pas les fraudes les plus énormes que commettent les gros monopoles dans leurs fournitures d'armements.

masses populaires pour la démocratie, la libération nationale et le socialisme prend toujours plus d'ampleur.

Il ressort de ce que nous venons de dire qu'opposer mécaniquement le monde socialiste au monde capitaliste en confrontant les chiffres de la population, du territoire et du volume de la production, comme le font les défenseurs du capitalisme, ne permet en aucun cas d'évaluer la force respective des deux systèmes.

La puissance du camp socialiste est beaucoup plus grande que la totalité des forces des pays qui le composent.

Les lois mêmes du mouvement de la société capitaliste conduisent inévitablement, au fur et à mesure que s'aggrave la contradiction fondamentale du capitalisme, à la multiplication du nombre de ses ennemis. Et au contraire, plus le régime socialiste est ancien dans tel ou tel pays, plus la production et la culture socialiste se développent et plus vite disparaissent les alliés en puissance du capitalisme. C'est pourquoi les rêves de restauration du capitalisme ne reposent sur aucun fondement réel. L'unité toujours plus étroite et la puissance sans cesse accrue du camp socialiste assurent à tous les pays du système socialiste la victoire complète.

Le temps travaille pour le socialisme, pour le communisme.

\* \* \*

Essayons de donner une brève perspective du développement que suivra le capitalisme.

Sur le plan historique, le sort du régime capitaliste est déjà réglé : il est voué à sa perte, condamné à céder la place à un régime social supérieur, le communisme. Mais il est difficile de prédire quand s'achèvera ce processus à l'échelle mondiale, sous quelles formes il se déroulera. La fin du capitalisme est la conséquence de la lutte de la classe ouvrière qui unit tous les travailleurs, toutes les forces progressistes de la société bourgeoise. Mais cette lutte ne revêtira pas obligatoirement et partout la forme d'une insurrection armée. Dans certains pays, le passage au socialisme s'effectuera sous des formes relativement pacifiques. L'idée de Marx sur la possibilité d'un «rachat» à la bourgeoisie peut devenir une réalité dans certains pays.

On peut prévoir ce qui suit pour les toutes prochaines années.

L'U.R.S.S. dépassera les Etats-Unis sur le plan économique et deviendra le pays à l'économie la plus puissante du monde.

Le système socialiste mondial dépassera dans son ensemble le système capitaliste, sur le plan économique. Cette évolution affaiblira, ébranlera le régime capitaliste, hâtera sa disparition. Le système socialiste mondial deviendra le facteur décisif du progrès de la société humaine.

La désagrégation du système colonial sera achevée. Avec l'aide de l'Union Soviétique et des autres pays du camp socialiste, les anciennes colonies développeront rapidement leur économie.

Une troisième guerre mondiale qu'opposerait le capitalisme au socialisme n'a guère de chance de se produire si les peuples de tous les pays luttent pour la paix, si le problème de la

guerre est tranché par les hommes d'Etat sensés des pays capitalistes<sup>1</sup>. Si ces hommes politiques prennent conscience du fait qu'une guerre menée par les moyens modernes peut anéantir d'innombrables vies humaines et causer d'énormes pertes matérielles, que la victoire ne saurait compenser, que la supériorité de l'Union Soviétique dans le domaine de la technique des fusées est un fait bien établi, qu'une défaite dans une guerre déclenchée contre la volonté de l'immense majorité de la population, ainsi que l'atteste le mouvement grandissant pour la paix, signifierait la fin du régime capitaliste, il est peu probable qu'une troisième guerre mondiale ait lieu. Par l'action conjuguée de toutes les forces de paix, il est possible de sauvegarder la paix, de conjurer une nouvelle guerre mondiale.

Mais une troisième guerre mondiale peut être déclenchée contre la volonté des peuples et des hommes d'Etat sensés, à la suite des actes inconsidérés de la clique militaire, voire même à la suite d'une simple erreur des surveillants de radar.

Les monopoles qui s'enrichissent sur les fournitures de guerre, la clique militaire et les ennemis du socialisme aveuglés par leur haine font obstacle et continueront à faire obstacle au désarmement général et total, à la coexistence pacifique réelle. Les événements qui ont empêché la conférence au sommet à Paris témoignent de la force des ennemis de la coexistence pacifique.

Les marchands de canons peuvent cependant se passer d'une guerre ouverte ; le maintien de la tension internationale et la course aux armements leurs permettent de réaliser d'énormes surprofits. Et avec le développement extraordinairement rapide de la technique militaire, certaines armes sont rapidement démodées et remplacées par des modèles nouveaux (parfois, et c'est le cas de la fusée anglaise « Blue Streak », l'engin est déjà périmé avant même d'avoir été produit). Une tension internationale permanente est parfaitement suffisante pour les fournisseurs d'armes.

La lutte entre pays impérialistes et les groupements qui s'affrontent dans le camp capitaliste ne cessera pas. Mais la disparité entre les immenses sacrifices qu'entraînerait une guerre et les gains éventuels en cas de victoire, et tout particulièrement les craintes pour l'existence même du régime capitaliste, empêcheront le déclenchement de guerres mondiales entre ces groupements. Toutefois, les « petites » guerres, surtout celles menées pour la libération des semi-colonies (Amérique du Sud), sont possibles et probables.

La concentration du capital et le progrès technique rapide dans les pays capitalistes évolués entraînent un accroissement du chômage chronique et massif, l'aggravation de la lutte de classes. La volonté de prolonger l'existence du régime capitaliste obligera dans une certaine mesure les capitalistes à faire certaines concessions à la classe ouvrière.

En fonction du rapide développement de la technique, les cycles auront tendance à s'abrégier, l'usure morale du capital fixe se produira plus rapidement, la construction d'usines,

---

<sup>1</sup> La ligne politique des milieux réactionnaires américains a été très nettement exprimée dans le livre du sénateur Goldwater paru en 1960 (*The Conscience of a Conservative*). Goldwater exige la rupture des négociations avec l'U.R.S.S., la non-reconnaissance de tous (sic!) les pays du camp socialiste, la fourniture d'armes aux organisations anticomunistes clandestines dans ces pays, le maintien en état d'alerte des forces armées, équipées d'armes atomiques, dans l'éventualité d'une insurrection. Bref, tout cela est un programme délibéré de restauration du capitalisme dans les démocraties populaires et d'organisation d'une troisième guerre mondiale.

la modernisation et l'extension du capital fixe seront, elles aussi, accélérées. La crise économique qui a éclaté en 1960 aux U.S.A. l'atteste. Ces crises seront plus graves qu'au cours des quinze premières années qui ont suivi la deuxième guerre mondiale<sup>1</sup>.

L'exceptionnelle complexité de la situation à l'époque du passage historique du capitalisme au socialisme ne permet pas d'établir de pronostics plus concrets. On peut cependant prédire avec le minimum de chance d'erreur que le XX<sup>e</sup> siècle sera le dernier siècle du capitalisme. A la fin de ce siècle, ce régime aura déjà disparu ou il n'en restera plus que des vestiges.

Le XX<sup>e</sup> siècle entrera dans l'histoire de l'humanité comme le siècle de la disparition du capitalisme, du triomphe du communisme.

---

<sup>1</sup> Selon le nouvel indice du Fédéral Reserve System, l'ampleur de la crise économique a été aux U.S.A. (en pour cent) :

1948-1949	8
1953-1954	10
1957-1958	14

## Document annexe :

Au terme de la lecture de cette brochure, il est instructif de se laisser surprendre par une réaction d'époque, un compte rendu d'Alec Nove – un spécialiste reconnu et peu suspect de philosoviétisme. A l'époque, Varga était donc encore le plus réaliste des économistes soviétiques...

### Source :

*SURVEY – a Journal of Soviet and East European Studies*, n°41, April 1962, pp. 193-195.

Alec Nove

## VARGA ÉCRIT À NOUVEAU

L'auteur de ce petit livre<sup>1</sup> a fêté son quatre-vingtième anniversaire il y a quelques années. Il a une longue vie à contempler, et il a à son actif une très solide contribution à l'économie communiste. L'un de ses titres de gloire, et non des moindres, est sa confrontation avec les autorités staliniennes en 1947, lorsque le dictateur s'est offusqué des opinions de Varga concernant les changements que la guerre avait apportés à l'économie des principaux pays "capitalistes". Bien qu'il n'ait pas été arrêté, Varga a été sévèrement traité dans la presse et son Institut de l'économie mondiale a été liquidé – ou plutôt son existence distincte a pris fin. Lorsque l'Institut a été ressuscité après la mort de Staline, Varga était trop âgé pour en être le directeur, mais il fait toujours partie du comité de rédaction de son organe officiel. Lorsqu'il prend la plume, c'est donc parce qu'il a quelque chose à dire. Rien ne peut l'obliger à produire du bricolage et, s'il fallait répéter les formules habituelles, il pourrait évidemment demander à d'autres de le faire. Il convient donc de chercher dans cet ouvrage, consacré à l'analyse des "principales mutations qu'a connues le capitalisme au cours des soixante années du XX<sup>e</sup> siècle", les idées nouvelles que l'auteur souhaite transmettre.

Il fait quelques déclarations d'une orthodoxie irréprochable. Dès le début, il affirme que, « quelles que soient les différences entre le capitalisme d'aujourd'hui et celui du début du vingtième siècle, il reste essentiellement le même capitalisme avec toutes ses contradictions fondamentales ». Mais après s'être ainsi couvert, il consacre ensuite la majeure partie du livre à souligner les différences et à remettre directement ou indirectement en question certains mythes sur l'Occident. Bien entendu, il le fait en sa qualité de vieux et loyal serviteur du Parti ; il soutiendrait sans doute qu'il y a beaucoup à dire sur l'idée que la politique du Parti doit être fondée sur une compréhension de la réalité, et il aurait certainement raison.

Varga consacre de nombreuses pages à démontrer la vaste augmentation de la production et les progrès techniques réalisés dans les pays capitalistes depuis le début du siècle. Il note l'évolution du rôle des gouvernements, les restrictions au laisser-faire et à la circulation des capitaux et des hommes. Il répète certaines formules familières sur la crise générale du capitalisme, mais souligne également la rapidité de la reprise après la deuxième

---

<sup>1</sup> E. Varga, *Kapitalizm dvadtsatovo veka* (Capitalisme du vingtième siècle). Moscou 1961. 148 pp.

guerre mondiale et la croissance ultérieure des économies des principaux pays capitalistes. Les remarquables rythmes de production industrielle de l'Allemagne de l'Ouest, du Japon et de la France sont correctement documentés et discutés. En fait, l'utilisation des statistiques par Varga est rafraîchissante et exempte, la plupart du temps, de toute sélectivité biaisée. Il n'esquive pas les faits gênants. Ainsi, il ne se contente pas de mentionner le problème des excédents agricoles américains, mais donne également des chiffres pour montrer la très forte augmentation des rendements à l'hectare, des chiffres qui doivent certainement donner matière à réflexion à ses lecteurs russes. Il mentionne également les faibles taux de chômage des pays d'Europe occidentale. Il n'évite pas le problème posé par l'augmentation de la prospérité des pays colonialistes occidentaux après la perte de leurs colonies, qui semble contredire les slogans familiers sur l'importance de l'exploitation coloniale. Prenons l'exemple de la Hollande, le pays « qui compte le plus grand nombre d'esclaves coloniaux par rapport à sa propre population » ; pourtant, écrit-il, entre 1953 et 1959, la Hollande a augmenté sa production industrielle de 42 %, doublé sa construction de logements, et ainsi de suite, malgré la perte de l'Indonésie<sup>1</sup>.

Mais la contribution la plus importante de ce livre, et probablement sa raison d'être, se trouve dans le chapitre traitant du mythe marxiste vulgaire de l'appauvrissement des masses. Certes, il habille son argument de quelques vêtements orthodoxes. Ainsi, à la page 108, il déclare que les services sociaux sont dans l'intérêt des monopolistes, parce que l'éducation leur fournit du personnel technique et que les services médicaux sont appelés à protéger la santé des travailleurs pour qu'ils puissent être exploités. Les capitalistes monopolistes peuvent faire et font des concessions aux travailleurs pour éviter les problèmes, pour lutter contre les influences communistes, sans sacrifier les profits, parce que le progrès technique a permis une très forte augmentation de la productivité du travail, et ainsi de suite. Mais il est confronté aux faits, aux faits concernant la forte augmentation du personnel en col blanc et ses conséquences politiques, à l'étendue réelle des services sociaux en Angleterre et ailleurs, à l'augmentation des salaires réels et à la réduction des heures de travail. « La force des partis bourgeois et l'absence d'un parti communiste de masse en Angleterre seraient inexplicables si une partie de la classe ouvrière – plus étendue que l'ancienne aristocratie ouvrière – ne se trouvait pas dans une situation matérielle où elle considérerait qu'il était possible de continuer à vivre dans le capitalisme, sans révolution ; ces choses seraient impossibles s'il y avait (comme on l'affirme encore parfois parmi nous) un appauvrissement général constant de la classe ouvrière »<sup>2</sup>. Il semble probable que cet accent mis sur les réalités de la vie en Occident, le désir de faire passer la vérité aux lecteurs de la littérature politique, constitue la principale raison de la rédaction de ce livre, qui s'adresse au grand public (il a été publié par Gospolitizdat, c'est-à-dire la maison d'édition politique, à 50 000 exemplaires).

Varga, bien sûr, est coupable de quelques exagérations propagandistes et de quelques fausses déclarations. Ainsi, à la page 140, il ressort la vieille fable selon laquelle l'éducation américaine reçoit moins de 1 % des recettes budgétaires des États-Unis (en ignorant, comme d'habitude, les dépenses des différents États), et il affirme également à la même page que seuls les riches peuvent envoyer leurs enfants dans les universités américaines. Il y a aussi une déclaration remarquable (p. 97) selon laquelle « dans les pays capitalistes, il est illégal pour

---

<sup>1</sup> Cf. ci-dessus, pp.58-59

<sup>2</sup> Cf. ci-dessus, p. 80.

quiconque, à part l'État, de prêter de l'argent à faible taux d'intérêt aux pays sous-développés ». Illégal ? On imagine mal un capitaliste qui tenterait de prêter de l'argent à l'Inde à 2,5 % et qui en serait empêché par la police ! En effet, le chapitre sur les pays sous-développés, même s'il n'est pas dépourvu de bon sens à l'occasion, comporte des paragraphes assez crus. Mais n'oublions pas qu'il s'agit d'un livre de poche, que Varga lui-même a écrit des ouvrages plus lourds ces dernières années et que, dans de nombreux cas, il montre son réalisme et sa volonté d'affronter de nombreux faits "gênants". Dans l'économie soviétique, il y a un certain nombre d'hommes très âgés, qui travaillent bien au-delà de l'âge auquel nos professeurs seraient mis à la retraite d'office, et qui continuent à apporter une réflexion plus originale que la plupart de leurs collègues de la génération suivante, dont les processus de pensée ont été étouffés sous Staline. Des livres comme celui de Varga pourraient contribuer à encourager les jeunes économistes à réfléchir, ce que certains d'entre eux semblent d'ailleurs vouloir faire. C'est tant mieux.

## Table des matières

PRÉFACE.....	2
Chapitre Premier.....	4
Le capitalisme au début du XX <sup>e</sup> siècle.....	4
Chapitre II.....	15
A la veille de la première guerre mondiale .....	15
Chapitre III .....	20
Première phase de la crise générale du capitalisme.....	20
Chapitre IV .....	28
Deuxième phase de la crise générale du capitalisme.....	28
Chapitre V .....	49
Le capitalisme de nos jours .....	49
1. Nouvelle situation dans le monde.....	49
2. Les changements économiques fondamentaux au sein du capitalisme .....	63
3. Importants changements sociaux au sein du capitalisme .....	75
Chapitre VI.....	82
La nouvelle (troisième) phase de la crise générale du capitalisme.....	82
Document annexe .....	93
VARGA ÉCRIT À NOUVEAU.....	93